

| Iftar | |
|-------------|-------|
| Oran | 20h26 |
| Alger | 20h14 |
| Constantine | 19h59 |
| Imsak | |
| Oran | 03h53 |
| Alger | 03h32 |
| Constantine | 03h21 |

**PLUS DE 15.000 TÉLÉPHONES
PORTABLES SAISIS** P.3

P.7 à 16

ACTUALITÉ
AUTREMENT VUE

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information
D'ORAN



L'ALGÉRIE INVENTE LA TÉLÉVISION BINATIONALE

ABED CHAREF

**AUSTÉRITÉ, RIGUEUR
OU SOLIDARITÉ : QUE VEUT
LE GOUVERNEMENT ?**

CHERIF ALI

L'ON JEÛNE AU POLITIQUE

EL YAZID DIB

■ **Politique : discours
«Dechraoui » !**
B. AHCENE-DJABALLAH

■ **Ouïe sourde et
gouvernance absurde !**
SLEMNIA BENDAOU

**LES ATTENTATS
DE SOUSSE RÉVEILLEN
LES DÉMONS
DES ALGÉRIENS**
BENZATAT YUCEF



■ **Les aveugles
du XXIème siècle**
BOUTARAA FARID

■ **Les savants vus et décrits
par quatre philosophes**
ALI DERBALA

■ **Ce qui se joue en Libye**
DERGUINI AREZKI

EUROPE-GRÈCE, DÉRAPAGES NON CONTRÔLÉS

PIERRE MORVILLE

**GRÈCE, TUNISIE :
LE FMI,
CE PYROMANE**

AKRAM BELKAÏD

**CRISE GRECQUE :
L'EUROPE VA-T-ELLE
TRAHIR SES ORIGINES ?**

ABDELLATIF BOUSENANE



Soumises à une licence Un plafond de 400.000 véhicules à importer par an



Yazid Alilat

Le gouvernement est en train de verrouiller progressivement le segment de l'importation des véhicules neufs, avec en prime un début de réorganisation de la filière pour réorienter les investissements sur le marché local de l'automobile. L'annonce hier mercredi par le ministre du Commerce Amara Benyounes que les importations des véhicules, qui seront soumises à une licence d'importation à partir de 2016, ne devront pas dépasser les 400.000 unités par an, est déjà un signe qui ne trompe pas de cette réorientation du marché automobile national.

Lors d'une séance orale au Conseil de la nation, il a affirmé que « nous instaurerons, en coordination avec le ministère de l'Industrie et des Mines, des licences pour l'importation des véhicules ». Et, « ces importations ne devront pas dépasser les 400.000 unités/an », a-t-il précisé. Cette mesure intervient, explique le ministre, dans le cadre de l'assainissement de la filière automobile, et particulièrement dans le segment de l'importation. L'intervention du ministère du Commerce sur le juteux marché de l'automobile est motivée par le dérèglement et les dysfonctionnements constatés dans le fonctionnement de cette filière, d'autant que des informations circulent sur des opérations de domiciliation bancaire illégale.

Le fait est que dorénavant, le ministère du Commerce, de concert avec le secteur de l'Industrie et des Mines, veut limiter à 400.000 unités le nombre de voitures importées par an par tous les concessionnaires. D'autant qu'une étude du ministère du Commerce rendue publique mi-juin dernier accuse indirectement certains concessionnaires d'évasion fiscale et trafic de devises. Cette étude du ministère du Commerce sur l'activité des concessionnaires automobiles sur la période 2013-2014 a révélé que si l'activité de vente de

véhicules demeure globalement bénéficiaire avec un gain de 18 milliards de DA en 2013, huit (8) concessionnaires ont enregistré, toutefois, des « déficits importants » allant jusqu'à 742 millions de DA pour un concessionnaire d'une marque française.

Selon le rapport, cette situation dénote de « certaines pratiques financières utilisées par les concessionnaires visant à transférer plus de capitaux vers l'étranger, augmenter les charges et équilibrer leur comptabilité aux moyens de techniques de plus en plus utilisées pour échapper au contrôle financier et fiscal du pays ». Pis, le rapport indique que les trois premiers importateurs de véhicules (deux marques européennes et une asiatique) mobilisent à eux seuls 2,5 milliards de dollars, soit près de 50% de la totalité des importations de la filière en 2014. Dès lors, « un concessionnaire pourrait mobiliser à lui seul une ressource financière en devises pouvant atteindre un (1) milliard de dollars », note le même rapport.

La démarche du gouvernement s'explique par ailleurs également à travers une hausse vertigineuse des importations de voitures entre 2010 et 2014 à 1.934.416 véhicules, avec un « pic » de plus de 554.000 véhicules en 2013 pour 7,33 milliards de dollars, selon un bilan des douanes. En 2014, 439.637 véhicules ont été importés pour une grosse enveloppe : 6,34 milliards de dollars, soit plus de 9% des importations globales du pays.

Dans le but d'assainir le marché national de l'automobile, la loi de finances 2014 avait introduit plusieurs mesures portant notamment sur la limitation de l'importation des véhicules aux concessionnaires, l'interdiction à ces derniers d'importer pour le compte d'autres concessionnaires en dehors de leurs réseaux de distribution et l'obligation d'installer une activité industrielle ou de service dans un délai de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2014.

Garde communale Le ministère de l'Intérieur réitère ses promesses

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, a réaffirmé la détermination de l'Etat à satisfaire les revendications socioprofessionnelles des agents de la Garde communale, assurant qu'il veillait « personnellement » à la mise en œuvre de toutes les mesures prises au profit de cette catégorie de fonctionnaires. Selon une source proche du dossier, M. Bedoui a souligné que « les pouvoirs publics demeurent déterminés à poursuivre ce processus de prise en charge des besoins socioprofessionnels de toutes les composantes de ce corps et des ayants droits, afin de leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie et de leur assurer tous les égards et la considération qui leur sont dus ». Le ministre a mis l'accent, à ce titre, sur le fait qu'il veillait « personnellement » à la mise en œuvre de toutes les mesures qui ont été prises au profit des agents de la Garde communale, en mettant en place « un dispositif permanent de suivi et de contrôle ».

Le dialogue et la concertation engagés par le ministère avec les représentants des agents de la Garde communale « a permis de répondre favorablement aux préoccupations socioprofessionnelles de cette frange de fonctionnaires qui a consenti de grands sacrifices au service de la nation durant la décennie de la tragédie nationale », ajoute la même source. La démarche adoptée par les pouvoirs publics, basée sur une « étude objective et appro-

fondie » des préoccupations des agents de la Garde communale, a permis de « concrétiser des avancées considérables » au profit de cette frange. Evoquant les acquis des agents de la Garde communale, la même source cite, entre autres, « l'augmentation du niveau des revenus par la revalorisation des primes et indemnités, ainsi que la création de nouvelles indemnités, la mise en place d'un dispositif de retraite proportionnelle exceptionnelle avec différents avantages et la mise en place d'une pension spécifique d'invalidité ». La même source a mis en exergue, également, la garantie des droits acquis par les agents, notamment en matière de stabilité de l'emploi et du niveau de rémunération après leur redéploiement sur de nouveaux emplois, la régularisation de la situation des agents radiés ayant bénéficié de décision de justice de réintégration et les nouvelles mesures, prises récemment, permettant une couverture sociale d'un taux de 100%. Autre acquis des agents de la Garde communale, le bénéfice du micro crédit au profit des agents retraités de ce corps et des ayants droits, conformément à la convention conclue avec l'Agence nationale de gestion du micro crédit (ANGEM). Dans le cadre de cette convention, l'ANGEM est chargée d'encadrer et d'accompagner les bénéficiaires de ce dispositif jusqu'à la concrétisation de leurs projets, et il appartient aux services du ministère de l'Intérieur

d'assurer toute la sensibilisation et l'information des intéressés sur les conditions et modalités de bénéfice de ce dispositif. M. Bedoui a adressé, à ce titre, des instructions aux walis leur demandant de « veiller à la mise en œuvre, stricte et rigoureuse, de l'ensemble des mesures qui ont été prises et de participer activement à la consolidation de ce processus de prise en charge de cette frange de fonctionnaires ».

Le ministre a instruit les walis d'assurer la coordination avec les services de l'ANGEM de chaque wilaya afin d'assurer, dans les meilleurs délais, la mise en œuvre, rapide et efficace, de l'accès des agents retraités de la Garde communale et des ayants droits au dispositif du micro crédit. M. Bedoui a relevé le fait que les responsables locaux « se doivent de recevoir, dans les meilleures conditions, les agents de la Garde communale et leur ayants droits, de prêter une écoute attentive à leurs préoccupations et d'entreprendre toute action visant à y apporter, dans le cadre des dispositions juridiques en vigueur, les solutions idoines ». Il a noté que les walis « se doivent d'accorder la priorité, ainsi qu'une attention particulière, aux doléances des familles des agents victimes de la tragédie nationale, d'intégrer les agents de la Garde communale et les ayants droits dans les programmes de logement, toutes formules confondues, en les faisant bénéficier de mesures de facilitation exceptionnelles ».

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Le tourisme et les puits de pétrole

Le tourisme local n'est pas sorti de l'auberge. Quand tout va mal, quand les caisses du Trésor public s'amaigrissent, particulièrement lorsqu'elles subissent les effets de la baisse de recettes des hydrocarbures, c'est alors qu'on se rappelle du créneau du tourisme pour tenter d'amortir le choc financier. Bien sûr, tous les responsables semblent être conscients que le secteur en question est moribond depuis qu'on a commencé à creuser le premier puits de pétrole, mais cela ne les empêche pas de nourrir l'ambition de valoriser le tourisme. Toutefois, personne n'a la recette magique pour bonifier la chose.

Il ne s'agit pas d'un puits qu'on creuse pour voir aussitôt jaillir l'or noir, le tourisme recommande d'une part beaucoup d'efforts et d'intelligence, et d'autre part il doit affronter une rude concurrence avec des pays voisins et lointains. Sinon, tu peux avoir les plus beaux sites naturels du monde sans réussir à glaner un euro de recette. Les ministres qui se sont succédé à la tête du département du Tourisme admettent tous la nécessité d'adopter « une nouvelle mentalité » et de conjuguer les efforts de tous les services représentant les secteurs dans l'administration locale, des élus et des citoyens pour la promotion de la destination Algérie. Hélas, cela restait jusque-là au stade des vœux pieux. Comme si personne n'y croyait au fond à cette histoire du « tourisme qui est appelé à remplacer les hydrocarbures dans un proche avenir ».

Les événements tragiques de la décennie noire ont retardé le développement des infrastructures et découragé les touristes de séjourner en Algérie. C'est une période qui garde encore aujourd'hui son influence sur les jugements du « risque » de la destination Algérie. Mais, la tendance tend à s'inver-

ser progressivement avec un retour des étrangers. Selon des statistiques, on a enregistré depuis le début de l'année 2000 une augmentation de 20% de touristes. Les autorités algériennes n'ont jamais cessé de relancer le dossier

du tourisme, sans arriver à occuper une place honorable parmi les pays touristiques. Le gouvernement fait parfois des efforts laborieux, comme il s'attelle maintenant au lancement de plusieurs projets dans le domaine touristique, mais à la fin toujours peu d'adhésion au rendez-vous.

Le secteur du tourisme algérien a un potentiel immense avec des plages méditerranéennes, le Parc national du Djurdjura, le Sud fascinant, des trésors humains, culturels et historiques. Il serait vraiment dommage de passer à côté de ces richesses sans les exploiter, sans convaincre les investisseurs locaux et étrangers de s'y intéresser. Le tourisme est un marché très juteux, et comme tout marché, il ne tient rien du hasard, il a besoin d'une étude approfondie, de structures de base, de personnels formés et d'autres facteurs qui peuvent participer à son éclosion. En premier lieu, des prix étudiés en matière de transport et d'hébergement, chose qu'on ne maîtrise pas encore dans nos contrées.

On peut bien construire des palaces et des hôtels luxueux, mais si le prix reste inabordable, ces hôtels resteront à moitié vides. Le nombre d'arrivées de touristes internationaux convergent vers les pays où les prix sont relativement modérés. Bien sûr, il faut songer à développer et promouvoir la destination Algérie, et il ne faut pas oublier que le tourisme local est le premier aspect à encourager. Les Algériens, pour le moment, préfèrent passer leurs vacances hors des frontières du pays. « C'est moins cher et on est mieux servi », reconnaît-on. Un principe pourtant si simple pour aller loin dans le développement du tourisme.

Tirage du N° 6267
119.860 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Barème des rémunérations

Les architectes haussent le ton

Selon la présidente du bureau de l'ordre des architectes de Constantine (Cloa), Mme Lamia Djeradi, plus de 70 architectes exerçant une double fonction vont être traduits en conseil de discipline et risquent la radiation du tableau national des architectes.



A. Mallem

Cette responsable a ajouté, au cours d'une conférence de presse tenue hier à Constantine, que « des architectes étrangers viennent travailler en Algérie avec un simple visa touristique et sans passer par l'agrément du conseil national de l'ordre des architectes. Ils ne sont nullement inquiétés. Ils prennent des projets en étude se chiffrant à des dizaines de milliards de centimes et touchent une rémunération dix fois supérieure à celle accordée aux architectes locaux. Mais ce qui est plus révoltant est que ces architectes étrangers sous-traitent les mêmes projets qu'ils obtiennent avec leurs collègues algériens en leur accordant une rémunération meilleure que celle accordée par les organismes officiels tout en rapatriant une partie en devises et empochant le reste du pactole ». Hier mercredi 1^{er} juillet, à l'appel de leur conseil national, les architectes algériens ont observé une journée de protestation à travers le territoire national qui s'est exprimée par le non suivi des projets. Cette corporation entend ainsi protester contre la non-approbation par le ministère des Finances du projet d'arrêté interministériel portant sur les modalités d'exercice et de rémunération de la maîtrise d'œuvre en bâtiment, règlement contenant entre autres le nouveau barème des rémunérations qui n'ont pas évolué depuis 1988, selon les architectes de Constantine qui ont animé la conférence de presse. « Nous sommes au bout du 7^{ème} mois que ce barème que notre conseil national a élaboré conjointement avec le ministère de l'Habitat est déposé au ministère des Finances et il n'y a aucune suite », diront les conférenciers.

« Notre problème n°1 demeure le barème des rémunérations, affirmera Mme Djeradi, en indiquant que ce phénomène pousse chaque mois une quinzaine d'architectes environ à cesser toute activité parce qu'ils n'arrivent plus à rentrer dans leurs fonds, à payer les charges salariales et patronales. Pour contourner cette lacune, a poursuivi la conférencière, des architectes algériens en sont arrivés à s'allier avec des bureaux étrangers pour utiliser leurs sigles, puis reviennent au pays pour travailler sous couverture de ces bureaux afin d'être mieux rémunérés ». Tout au long de la conférence de presse, les intervenants ont mis en exergue l'importance des difficultés endurées par les architectes nationaux qui continuent à travailler sous l'empire d'une législation désoignée. Ils disent que maintenant ils sont arrivés à élever le ton en alertant les autorités sur les risques encourus par les projets lancés par l'Etat et qui, selon eux, risquent de capoter tous à cause de cette question des rémunérations faibles. « Il est pour le moins paradoxal que les architectes algériens gèrent 47 % du budget de l'Etat mais restent toujours mal payés. Voyez la même corporation dans les pays voisins qui touche une rémunération 5 fois supérieure à la nôtre », a lancé la présidente du bureau local du CLOA. A la fin, un appel a été lancé au ministère des Finances pour débloquent le projet en question et pour veiller aussi à exercer un contrôle financier pointilleux sur les étrangers et beaucoup d'architectes nationaux qui commettent des dépassements. Les architectes n'ont pas exclu que la journée de revendication observée hier pourrait être reconduite autant de fois que de besoin et dont la durée sera revue à la hausse.

Aïn Defla

Un terroriste abattu, un kalachnikov et une ceinture explosive récupérés

Un terroriste a été abattu mardi à Aïn Defla par des éléments de l'ANP, suite à une opération de ratissage qui leur a permis de récupérer un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, une quantité de munitions et une ceinture explosive, indique mercredi le ministère de la Défense nationale, dans un communiqué. « Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale po-

pulaire, relevant du secteur opérationnel de Aïn Defla (1^{re} Région militaire) a abattu un terroriste, avant-hier, 30 juin 2015, suite à une opération de fouille et de ratissage menée près du lieu-dit 'Oued El-Kheraz', commune de Tacheta Zougagha, wilaya de Aïn Defla », précise la même source.

L'opération a permis la récupération d' « un pistolet mitrailleur de type kalachnikov,

une quantité de munitions et une ceinture explosive qui a été détruite sur-le-champ », note le MDN. Le ministère fait remarquer que ce bilan vient s'ajouter à ceux des opérations menées les 24 et 27 juin 2015 dans la même zone où « trois terroristes ont été neutralisés et un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et deux fusils semi-automatiques ont été récupérés ».

Batna

Plus de 15.000 téléphones portables saisis

Plus de 15.000 téléphones portables de différentes marques, essentiellement des Smartphones de dernière génération, avec tous leurs accessoires, viennent d'être saisis par la brigade mobile des Douanes algériennes, à Batna, a-t-on appris mercredi auprès de ce corps constitué.

Ce coup de filet spectaculaire

a été opéré sur un point de contrôle dressé par la douane, près de l'échangeur nord de Batna, lors de l'inspection d'un camion semi-remorque comportant une double immatriculation (Batna et Khenchela), abandonné par le conducteur et son accompagnateur qui ont pris la fuite à la vue des douaniers, a précisé l'inspecteur divisionnaire Tahar

Karfa. La marchandise saisie était « probablement destinée à des commerçants exerçant dans la ville d'El Eulma », selon cet officier qui a aussi fait état de la saisie, dans le cadre de cette opération, de 30.000 chargeurs de téléphones, 20.000 batteries et 20.000 kits mains libres, le tout pour une valeur estimée à 400 millions de dinars.

Raïna Raïkoum

Ahmed Farrah

Ya-t-il eu jamais une harmonie du genre dans nos sociétés maghrébines où chacun des deux sexes a, en toute liberté, son territoire exclusif d'action et son centre d'intérêt ? Peuvent-ils partager en commun et sans contrainte le fruit de leur mérite ? La femme est-elle l'égal de l'homme, ou uniquement son complément, ou bien les deux à la fois ? Le machisme apparent n'est-il pas une hypocrisie propre à ceux qui ne s'assument pas ? L'histoire profonde de nos contrées montre le rôle très important que la femme a toujours eu au sein du clan et dans le groupe ethnique. Les résidus de la société matriarcale existent encore chez les Touaregs, mais sont dissimulés chez d'autres. Autrefois en Kabylie, c'étaient les femmes qui prenaient, autour de la fontaine du village, les décisions relatives à la vie de la communauté, les hommes ne faisaient qu'entériner, dans la djemâa, ce qui a été décidé par elles. La femme, qu'elle soit mère ou épouse, est souvent un recours et une attente ou un conseil pour l'associé dans les projets du clan. Dans les temps modernes, la femme est visible dans la société, elle est partout présente. La société ne peut plus marcher sur un pied et une béquille, ne peut plus voir avec un seul œil de cyclope, ne peut plus penser, réfléchir, concevoir et se projeter dans le futur avec un seul hémisphère cérébral. La vie se fait à deux, en complémentarité et en associant équitablement son génome contenu dans les 23 chromosomes de leurs gamètes respectifs. Ni elle, ni lui ne sont inférieurs ou supérieurs. Ils sont, elle et lui, chacun avec ses spécificités, ses qualités et ses faiblesses. La femme a prouvé au cours de l'histoire qu'elle peut prendre la tête de la résistance contre des

Et Dieu créa la femme

ennemis envahisseurs, qu'elle peut être souveraine d'une grande nation dominatrice et de peuples différents, comme le fut la reine Victoria et maintenant

son arrière-petite-fille Elisabeth II. Aujourd'hui, les bancs et les laboratoires des universités algériennes sont majoritairement pris par les jeunes filles, elles sont partout actives dans la société, peu à peu visibles dans les centres de décision et de la politique. Elles montrent leur capacité à faire face aux défis et aux difficultés qu'elles affrontent avec sérénité, compétence et beaucoup de professionnalisme. Elles sont pugnaces, laborieuses, persévérantes, courageuses et incorruptibles. Chaque jour qui passe, elles prouvent qu'elles ont aussi la qualité de bien gérer leurs secteurs, souvent mieux que les hommes. Si elles sont arrivées là où elles sont, c'est parce qu'elles ont doublé d'effort pour mériter leurs places. Si des porte-voix, mégaphones veulent les renvoyer à leurs cuisines et sous leurs étoffes, c'est parce qu'ils sont des froussards, le deuxième sexe leur fait peur et les dévirilise, alors ils demandent à ce que l'espace public soit mono-sexué et la vie unisexuée. Le clonage est possible et les utérus in situ pour les pères «porteurs-pour-soi» ou pour les «porteurs-pour-autrui» n'est qu'une question de temps. A condition que les scientifiques acceptent de les réaliser, mais du moment que le corps scientifique est majoritairement féminin, il ne va pas participer à son extinction, plutôt le contraire, la femme se passera de l'homme et se multipliera par clonage, «parthénogenèse», c'est déjà fait ailleurs et ce n'est pas de la science fiction... A l'homme de se tenir tranquille s'il veut garder sa place de faux bourdon, à côté d'elle !

Zakat El-Fitr fixée à 100 DA

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a appelé hier les fidèles à s'acquitter de Zakat El-Fitr du mois de Ramadhan, fixée cette année à 100 DA. Dans un communiqué, le ministère a appelé les fidèles à s'acquitter de Zakat El-Fitr du mois de Ramadhan, précisant que sa valeur a été fixée cette

année à 100 DA par personne, soit un «Sa'a» (une mesure) de nourriture des Algériens équivalant à 2 kg. Le ministère a indiqué par ailleurs avoir chargé les imams des mosquées de procéder, en collaboration avec les comités religieux des mosquées à travers l'ensemble du territoire national, à la collecte de Za-

kat El-Fitr à compter du 15^e jour du mois de Ramadhan en vue de la distribuer aux nécessiteux. Zakat El-Fitr est obligatoire pour tout musulman, aussi bien nanti que pauvre disposant d'un surplus de subsistance journalière et qui doit faire don de la Zakat pour lui-même et pour les personnes à sa charge, a rappelé le ministère.

**DOUBLE
BONUS**

**2X PLUS
D'APPELS***
100^{DA} = 2 HEURES
VALABLE DE 18H À 06H

***720#**

(*) Utilisables vers Djezzy de 18h à 06h.
Tarification avantageuse de 2,41 DA/30 sec vers les autres réseaux nationaux.
Nombre de souscriptions illimité.
Validité de souscription 24h.
Promotion valable du 19 juin au 09 juillet.

   www.djezzy.dz



DJEZZY
GOOD
Sahra



مرحبا بالغد
DJEZZY
جازي



**NOUS SOMMES PRÊTS
QUAND VOUS NE L'ÊTES PAS**



www.brandt.com

Brandt

Pour tous les jours et même les autres.

Equipé d'une Classe Climatique vous garantissant une fraîcheur optimale des aliments, le nouveau réfrigérateur No Frost de Brandt doté de sa fonction Super Congelation a été pensé pour répondre à toutes les situations, mêmes les plus improbables.



Sécurité sociale

Près de 15% des employeurs payent en retard leurs cotisations



R. N.

Le directeur général de la Caisse nationale de recouvrement de sécurité sociale (CNRSS), Malek Hamdani, a révélé qu'environ 15% des employeurs payent en retard leurs cotisations. «Sur les 350.000 employeurs affiliés à la sécurité sociale, 52.000 accusent durant l'année des retards pour le paiement de leurs cotisations. Près de 1.000 employeurs versent leurs cotisations avec un retard allant jusqu'à 2 à 3 ans, ce qui influe sur la trésorerie des caisses de la sécurité sociale», a déclaré Malek Hamdani à l'APS. Selon lui, il s'agit «dans la majorité des cas, des employeurs relevant du secteur économique public activant dans certaines branches comme le bâtiment et le transport, ainsi que les fermes pilotes du secteur agricole», estimant que cela est dû à des «difficultés financières». La CNRSS reproche, par ailleurs, à certaines petites entreprises du secteur privé (moins de 20 travailleurs), la sous-déclaration (non déclaration du salaire réellement versé) et dans d'autres cas, la non déclaration des travailleurs, a-t-il ajouté. Les cotisations recouvrées chaque année par la CNRSS sont de l'ordre de 950 milliards de dinars, dont 51% sont reversés à la Caisse nationale des retraites (CNR), a-t-il aussi révélé, expliquant, en outre, que le taux de répartition de reversement des cotisations

recouvrées, aux différentes caisses de la sécurité sociale, dont la Caisse des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et de la Caisse nationale des assurances chômage (CNAC), est prévue par la réglementation.

UN DÉLAI DE 6 MOIS POUR ÉPURER LES DETTES

M. Hamdani indique que les 350.000 employeurs affiliés à la sécurité sociale, comptent plus de 5 millions de salariés et 3 millions de catégories particulières, tels que les étudiants, les apprentis, les artistes ainsi que les bénéficiaires de l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS). «Des échéanciers de paiement seront accordés aux employeurs qui ont des retards dans leurs cotisations afin de leur permettre de payer leurs dettes», a tenu à rassurer M. Hamdani. Un délai de 6 mois est accordé aux employeurs retardataires afin de se présenter aux agences CNAS pour bénéficier de ces mesures de facilitations. Le directeur général de la CNRSS invite les employeurs qui accusent un retard dans le versement de leurs cotisations à se présenter à une des agences CNAS pour avoir un échéancier de paiement en fonction des capacités financières de l'entreprise à assainir ses dettes.

Il avertit toutefois qu'une évaluation de la situation sera effectuée fin de décembre 2015 pour «prendre les décisions qui s'imposeront».

Annaba

Une femme assassinée découverte dans une voiture en stationnement

Le corps d'une femme âgée de 47 ans, portant les traces de 4 coups de couteau, a été découvert, hier, dans une voiture stationnée au centre-ville d'Annaba, a-t-on appris auprès de la sûreté de wilaya. Selon la cellule de communication de ce corps constitué, une voiture suspecte a été observée par les caméras de surveillance,

veille, rue Mohamed Chenahi, non loin du siège de la sûreté de wilaya. Un suspect proche de la victime a été appréhendé grâce à des documents compromettants découverts sur la femme assassinée, a-t-on indiqué, soulignant que l'enquête suit son cours pour déterminer les tenants et aboutissants de cette affaire.

Béchar

125 kg de kif saisis

Un narcotrafiquant a été arrêté hier et une quantité de kif traité de 125 kg saisie à Béchar par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre le crime organisé, a indiqué le ministère de la Défense nationale (MDN), dans un communiqué. «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire relevant du secteur opérationnel de Béchar (3ème région militaire) a appréhendé

aujourd'hui 1er juillet 2015, près de la localité de Bou Ayech à Béni Ounif, un narcotrafiquant et a saisi un véhicule tout-terrain chargé de 125 kilogrammes de kif traité ainsi que de deux paires de jumelles et cinq téléphones portables», a précisé la même source. Par ailleurs, et «au niveau de la 2ème région militaire, les éléments des Gardes-frontières de Bab El Assa relevant du secteur opérationnel de Tlemcen ont saisi hier un véhicule touristique et une quantité de carburant s'élevant à 3 960 litres destinée à la contrebande», a-t-elle ajouté.

Aliments du bétail chers

Menace sur le cheptel laitier

La perte «massive» du cheptel bovin laitier est l'une des «conséquences graves de la crise» que traversent, actuellement, les éleveurs à cause de la hausse des prix de l'alimentation, ont indiqué mercredi des représentants de la filière lait.

«La filière lait en général et les éleveurs en particuliers, font face, actuellement, à un drame, qui se traduit par l'abattage du cheptel laitier importé en devise», affirme Walid Bouabdallah vice-président de l'Organisation nationale de développement agricole (ONDA).

S'exprimant, lors d'une conférence de presse, M. Bouabdallah, affirme que 50% du cheptel est perdu à cause de la hausse des prix de l'alimentation, conséquence de deux années de sécheresse.

Ces pertes ont été, notamment, essuyées par des petits éleveurs, essentiellement, des jeunes investisseurs des wilayas du nord du pays qui n'ont pas assez de terres pour produire du fourrage.

«C'est dramatique de voir une race de vache de renommée internationale, importée à raison de 300.000 DA, finir dans les abattoirs», a-t-il regretté appelant les pouvoirs publics à intervenir pour «apporter des solutions à cette situation catastrophique». Les membres de l'ONDA proposent comme solutions «urgentes», l'installation d'une Commission nationale pour étudier la révision du prix de revient du litre de lait cru estimé par les éleveurs à 70 DA, alors qu'il est cédé



actuellement à 40 DA. La sécheresse qui a sévi, ces deux dernières années, a réduit la production fourragère, d'où la forte hausse des prix des aliments. La botte de paille est cédée à 500 DA en pleine saison et atteint 1.000 DA, en hiver, alors que celle de foin a franchi les 1.500 DA, sans oublier le son dont le quintal s'affiche à 3.000 DA.

M. Bouabdallah s'est interrogé sur le fait que l'Etat subventionne la poudre de lait importée à raison de 37 DA/litre contre une prime de 12 DA/litre accordée à l'éleveur local. «Dans ce cas, nous sommes en train de soutenir l'éleveur étranger et pas le nôtre», a-t-il dit.

Les professionnels suggèrent, aussi, l'application des articles de la loi d'orientation agricole de 03 août 2008 qui prévoit la création

d'un observatoire pour chaque filière agricole et l'installation du Conseil supérieur de l'Agriculture afin de débattre des grandes questions agricoles et trouver des solutions aux problèmes des agriculteurs.

L'Etat accorde à la filière lait environ 45 milliards de DA, par an, au titre de soutien aux éleveurs, collecteurs, transformateurs, et aux producteurs de fourrage. Les besoins en lait de l'Algérie sont estimés à 5 milliards de litres par an, dont les 2/3 (3,5 milliards de litres) sont produits par les laiteries locales, le déficit étant de 1,5 milliard de litres qui est couvert par les importations de la poudre. Celles-ci ont atteint un niveau historique en 2014, avec une facture de 1,8 milliard de dollars.

El Bayadh

Six morts dans une collision

Six personnes sont mortes dans un accident de la circulation survenu hier en début d'après midi sur la route nationale RN-111 au niveau du tronçon reliant les wilayas d'El Bayadh et de Tiaret, a-t-on appris auprès de la protection civile. L'accident s'est produit à 55 km à l'Est du chef lieu de wilaya, suite à une collision entre un autocar de transport de

voyageurs assurant la ligne entre les wilayas d'El Bayadh et Tiaret et deux véhicules utilitaires causant la mort sur place à cinq personnes abord des voitures. La sixième victime, qui a été parmi les trois blessés accompagnant les personnes mortes, a succombé par la suite à ces blessures à l'hôpital, selon la même source.

Aucun blessé n'a été signalé

Mascara, Mostaganem

Trois morts et quatre blessés dans deux accidents de la route

Deux personnes ont trouvé la mort suite à une collision entre un véhicule léger et un camion, survenue mardi soir dans la commune d'El-Ghomri, a-t-on appris du chargé de la communication de la direction de wilaya de la Protection civile. L'accident s'est produit au niveau de l'autoroute Est-Ouest, non loin des limites séparant les wilayas de Relizane et Mascara, causant la mort sur place du conducteur du véhicule âgé de 60 ans et son accompagnateur

(76 ans), ajoute-t-on. Les dépouilles mortelles des deux victimes ont été évacuées vers les services de la morgue de l'hôpital de Mohammadia et Yellel. Les éléments de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête sur les causes de cet accident.

Une conductrice d'un véhicule léger a été tuée et quatre autres passagers grièvement blessés dans un accident de la circulation, survenu dans la soirée de mardi, à Mostaganem, a-t-on appris auprès

de la direction de la Protection civile de la wilaya. L'accident s'est produit à 23 heures, au niveau de la RN 11, à proximité de la zone industrielle de Sidi Laadjal, lorsque le véhicule conduit par la victime est entré en collision avec deux autres véhicules. La conductrice a succombé sur place et son corps a été transféré à la morgue de l'hôpital Che Guevara du chef-lieu. Les blessés, âgés entre 12 et 37 ans, ont été acheminés vers les urgences du même hôpital, signale-t-on.

Djelfa

Deux morts et cinq blessés dans un accident de la route

Deux personnes ont été tuées et cinq autres blessées dans un accident de la circulation, survenu mardi soir, à Djelfa, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. L'accident s'est produit lorsqu'un véhicule touristique est entré en collision avec un camion sur la RN 89, sur l'axe reliant les communes de Fidh el Batma et Ain

el Rich (M'sila) au lieu-dit 'Mela-ga', indique-t-on de même source. Un jeune de 20 ans et une jeune fille de 25 ans sont morts dans cet accident qui a également fait 5 blessés âgés entre 5 et 33 ans.

Les corps des victimes ont été transportés par les agents de la Protection civile vers la morgue tandis que les blessés ont reçu les

premiers soins sur place, avant leur transfert au secteur sanitaire de la ville Fidh el Batma. Un blessé dans un état critique a été transféré au service des Urgences médico-chirurgicales, de l'hôpital du chef-lieu de wilaya.

Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de l'accident.

Terrorisme 117 morts dans une série d'attaques et d'affrontements en Egypte



Par Haitham El-Tabei de l'AFP

Le groupe djihadiste Etat islamique (Daech) a lancé hier mercredi une série d'attaques sans précédent contre l'armée dans le Sinaï en Egypte, faisant 70 morts en majorité des soldats, un nouveau coup dur pour le pouvoir du président Abdel Fattah al-Sissi. Des affrontements ont éclaté entre soldats et assaillants après la vague d'attaques, faisant 38 morts parmi les djihadistes dans le Nord-Sinaï, dans l'est de l'Egypte, selon des sources médicales et de sécurité. Ils étaient toujours en cours dans l'après-midi. Ce bilan est l'un des plus lourds subis par l'armée dans ce bastion du groupe Ansar Beït al-Maqdess, branche de l'EI dans le Sinaï, qui a multiplié les attentats meurtriers contre les forces de l'ordre depuis la destitution par l'armée du président islamiste Mohamed Morsi en 2013. Dans la matinée, les djihadistes ont lancé une série d'attaques coordonnées d'une ampleur sans précédent contre plusieurs positions de l'armée à l'est d'Al-Arich, utilisant des voitures piégées et des roquettes, selon des responsables. L'intensité des combats empêchait les ambulances de s'approcher, ont-ils indiqué. L'armée a dépêché des hélicoptères Apache pour combattre les djihadistes. «C'est la guerre. La bataille se poursuit», a indiqué un haut responsable militaire à l'AFP. «Vu le nombre de terroristes mobilisés et l'armement utilisé, (ces attaques sont) sans précédent», a-t-il ajouté. Au moins 36 soldats et civils ont été tués, ont indiqué des responsables de la sécurité et de la santé, en soulignant que la majorité des morts étaient des militaires. Quinze soldats ont péri dans l'une des attaques, menée avec une voiture piégée contre un checkpoint au sud de Cheikh Zouweid, près d'Al-Arich, chef-lieu du Nord-Sinaï, a affirmé l'un d'eux.

Les djihadistes ont également miné les abords du commissariat du Cheikh Zouweid pour empêcher l'arrivée de renforts, avant de prendre position sur les toits des immeubles alentours et d'attaquer le bâtiment avec des lance-roquettes, selon un colonel de police. Dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux, le groupe «Province du Sinaï» a revendiqué les attaques, précisant que trois kamikazes avaient participé aux assauts. «Les lions du califat ont attaqué de manière simultanée plus de 15 postes de contrôle de l'armée apostate», a-t-il affirmé, en affirmant encercler le commissariat. Se faisant autrefois appeler Ansar Beït al-Maqdess, le groupe

a changé de nom pour bien marquer son allégeance au «califat» auto-proclamé par le groupe ultraradical Daech sur les territoires conquis à cheval sur l'Irak et la Syrie. Ces attaques surviennent au surlendemain de l'assassinat au Caire du procureur général d'Egypte dans un attentat à la bombe, le plus haut représentant de l'Etat tué depuis le début de la vague d'attaques djihadistes en 2013. Si ce meurtre n'a pas été revendiqué, Ansar Beït al-Maqdess avait appelé il y a un mois ses partisans à s'attaquer aux juges en riposte à la pendaison de six hommes reconnus coupables d'avoir mené des attaques au nom du groupe. Les djihadistes disent agir en représailles à la sanglante répression contre les pro-Morsi qui a fait plus de 1.400 morts.

Par ailleurs, neuf «activistes islamistes armés» ont été tués hier dans un raid de la police dans la banlieue du Caire, ont affirmé des responsables de la police. Ces hommes armés, recherchés pour des actes de sabotage et de vandalisme, ont ouvert le feu lorsqu'une équipe de la police est venue les arrêter dans leur appartement de la banlieue du Caire, selon ces responsables. Ils ont été tués quand la police a répliqué, d'après les mêmes sources.

Le 12 avril, 14 personnes en majorité des soldats et policiers ont été tués dans deux attaques revendiquées par Ansar Beït al-Maqdess dans le Nord-Sinaï, une région frontalière d'Israël et du territoire palestinien de la bande de Ghaza. Et le 2 avril, une attaque a coûté la vie à 15 soldats et deux civils, outre les 15 assaillants. En octobre 2014, 30 soldats avaient été tués dans l'attaque la plus meurtrière contre l'armée dans le Sinaï. Une vaste campagne militaire a été lancée contre les djihadistes dans cette région il y a près de deux ans, mais elle n'a pas réussi à mettre fin aux attentats. Selon les autorités, des centaines de policiers et soldats ont été tués depuis. Après l'assassinat du procureur, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, l'ex-chef de l'armée tombeur de M. Morsi, a promis une législation plus dure pour «lutter contre le terrorisme». Les nouvelles attaques dans le Sinaï sont un nouveau revers pour M. Sissi, dont les forces de sécurité mènent une répression implacable contre les islamistes, mais aussi contre l'opposition de gauche et laïque.

La confrérie islamiste de M. Morsi a été classée organisation «terroriste» en Egypte et est accusée d'être derrière les attentats meurtriers de ces derniers mois ciblant les forces de sécurité, ce qu'elle nie.

Tunisie Un plan «exceptionnel» de sécurité et des interrogations

Par Kaouther Larbi de l'AFP

Des agents armés devaient être déployés à partir d'hier mercredi en Tunisie pour sécuriser plages et sites touristiques après l'attentat sanglant dans un hôtel en bord de mer, mais ces renforts se faisaient attendre dans la région de Tunis. Juste après l'attaque revendiquée par le groupe Etat islamique (Daech) qui a coûté la vie à 38 personnes, le gouvernement avait annoncé que la police touristique serait armée -une première selon les autorités- dans le cadre d'un plan «exceptionnel».

Un millier d'agents de sécurité armés doivent en outre la renforcer à partir de mercredi à l'intérieur et à l'extérieur des hôtels, sur les plages et dans les sites touristiques et archéologiques.

«Nous avons commencé à déployer (les unités) et d'ici une heure des policiers armés seront dans les hôtels», a assuré en milieu de matinée à l'AFP le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Mohamed Ali Aroui. Mais à Carthage, Gammarth ou Sidi Bou Said, lieux prisés des touristes dans les environs de Tunis, les policiers supplémentaires promis n'étaient pas arrivés mercredi matin, ont constaté des journalistes de l'AFP. Les responsables de la sécurité «sont occupés à dispatcher (les renforts), à Hammamet (station balnéaire au sud de Tunis) et ailleurs, a assuré M. Aroui.

«Mon œil qu'ils vont venir», lâ-

chait, désabusé, le gardien d'un établissement 5 étoiles de Gammarth à propos des renforts, reflétant les interrogations de nombreux Tunisiens quant aux capacités des forces de l'ordre à sécuriser les sites. Vendredi, le tireur, identifié comme un étudiant tunisien de 23 ans se nommant Seifeddine Rezgui et armé d'une kalachnikov qu'il avait cachée dans un parasol, a ouvert le feu sur des vacanciers sur une plage et au bord des piscines de l'hôtel Imperial Marhaba à Port El Kantaoui, au sud de Tunis. Selon des témoins, l'assaillant a pu déambuler sur la plage, au bord des piscines et dans l'hôtel pendant plus de 30 minutes avant d'être abattu par les forces de l'ordre. Trente-huit personnes ont péri et 39 ont été blessées dans cet attentat djihadiste, le plus sanglant que la Tunisie ait jamais connu. La grande majorité des victimes sont des touristes britanniques. Les chefs de la sécurité du pays «n'avaient jamais pensé que cela devait se faire sur les plages», a reconnu le président tunisien Béji Caïd Essebsi, ajoutant que si des «défaillances» étaient avérées, «des sanctions seront prises immédiatement». L'attentat est intervenu trois mois après celui, également revendiqué par l'EI, du musée du Bardo à Tunis, où 22 personnes (21 touristes étrangers et un policier tunisien) ont été tuées. Mercredi, 34 des 38 corps avaient été identi-

fiées, selon le ministère de la Santé, dont 26 Britanniques. L'identification prend du temps, ont expliqué les autorités, car les victimes étaient en maillot de bain au moment de l'attaque, sans aucun papier sur elles. Un avion militaire transportant huit dépouilles britanniques a décollé mercredi de l'aéroport militaire de Tunis, ont constaté des journalistes de l'AFP. D'autres rapatriements sont prévus dans la semaine, a indiqué l'ambassade de Grande-Bretagne.

Londres, qui paye un très lourd tribut, a dépêché sur place des agents de Scotland Yard pour participer à l'enquête. Selon les dernières informations des autorités tunisiennes, l'auteur de l'attentat s'est formé au maniement des armes en Libye, pays livré au chaos et séparé de la Tunisie par une frontière poreuse. «Il s'avère qu'il est allé en Libye de manière illégale. Il a été formé (au maniement des armes) à Sabratha», à l'ouest de Tripoli, a déclaré mardi à l'AFP le secrétaire d'Etat chargé de la sûreté nationale, Rafik Chelly. D'après M. Chelly, l'assaillant se trouvait en Libye en même temps que les deux auteurs de l'attentat perpétré contre le musée du Bardo. Il se peut que les trois jeunes gens se soient connus dans le même camp et aient été formés ensemble mais il n'est pas possible de le confirmer dans l'immédiat, selon le secrétaire d'Etat.

France Les mosquées salafistes dans le viseur des autorités

Par Benoît Fauchet et Rémy Bellon de l'AFP

Faut-il fermer la centaine de mosquées dites salafistes en France? L'essor de cette mouvance fondamentaliste inquiète les autorités après l'attentat perpétré vendredi par Yassin Salhi, djihadiste présumé repéré par les services de renseignement pour ses liens avec elle. Le Premier ministre Manuel Valls a affiché mardi sa volonté d'agir «contre le salafisme le plus radical», quatre jours après la décapitation par Salhi de son employeur et son attaque avortée contre un site chimique de Saint-Quentin-Fallavier, près de Lyon. Répondant à des critiques de l'opposition de droite et de l'extrême droite, il a assuré que le gouvernement socialiste ne restait pas inactif face aux «prêcheurs de haine» sur internet et dans les mosquées: 40 ont été expulsés depuis 2012, dont une quinzaine d'imams, a-t-il fait valoir. «Toutes les solutions sont explorées et mises en œuvre pour entraver l'action des terroristes», a martelé M. Valls, ajoutant que l'exécutif «agit et agira avec d'abord les armes du droit (...) pour fermer les mosquées quand il faut les fermer». Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a fait état de deux dossiers «en cours d'examen» par ses services, qui pourraient aboutir à la dissolution d'associations gestionnaires de mosquées. Fiché de 2006 à 2008 après s'être radicalisé dans l'est du pays au contact notamment

d'un Français converti qui a rejoint les rangs du groupe Etat islamique (Daech) en Syrie, Yassin Salhi, 35 ans, avait été de nouveau repéré entre 2011 et l'an dernier, fréquentant la mouvance salafiste lyonnaise. Sitôt rendus publics ces liens, la «fermeture des mosquées salafistes» avait été réclamée dès vendredi par la chef de file de l'extrême droite, Marine Le Pen. La demande a été reprise dans la foulée par les Républicains, le parti de droite de l'ancien président Nicolas Sarkozy. Selon des sources du renseignement, une centaine des quelque 2.500 lieux de culte musulmans que compte la France sont sous influence salafiste, un chiffre qui a doublé en quatre ans. Ces mosquées, surveillées par les services, se trouvent principalement dans les grandes agglomérations: en région parisienne, à Lyon, Marseille et Lille. Les services de renseignement s'inquiètent de voir prospérer un «vivier de radicaux potentiels» et s'alarment de récentes offensives de petits groupes pour noyauter des mosquées traditionnelles ou installer des lieux de prière parallèles, estimés à une cinquantaine sur le territoire.

Faut-il voir en eux «l'antichambre de la radicalisation», comme l'a dit Manuel Valls, qui estime qu'il y a en France «entre 10.000 et 15.000 salafistes»? «On y trouve des éléments comme la rupture du lien social et un discours millénariste qui, mis bout à bout, peuvent constituer un terreau»

pour verser dans le djihadisme, confie à l'AFP Bernard Godard, ex-fonctionnaire chargé du suivi de l'islam au ministère de l'Intérieur. Des sociologues pointent toutefois que la mouvance salafiste implantée en France est très largement de type piétiste ou quiétiste, ultraconservatrice mais hostile à la violence armée. Dans ces conditions, l'opportunité de fermer ses mosquées ne convainc pas forcément les experts. «Ce serait ouvrir un front qu'on n'a pas besoin d'avoir», estime Bernard Godard, évoquant une «démarche hasardeuse». «Sur quels critères va-t-on décider? Sur le fait que des prédicateurs prônent une vision très négative de la société dans laquelle ils vivent? Est-ce une raison suffisante?» «Il faut faire la part des choses», plaide Anouar Kbibech, nouveau président du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance de représentation d'une communauté qui est la première d'Europe, avec cinq millions de personnes pratiquantes ou non. «Ce n'est pas parce que quelques jeunes tentent de déstabiliser des mosquées qu'il faut les fermer, cela stigmatiserait l'ensemble des fidèles», fait-il valoir en arguant que «les associations gestionnaires de lieux de culte se défendent pour éviter ce type d'intrusions».

Fin mai, un fidèle salafiste qui perturbait les prêches de l'imam d'une mosquée de la banlieue de Lyon a écopé de 1.500 euros d'amende, dont 500 avec sursis, pour trouble au «libre exercice du culte».

L'Algérie invente la télévision binationale

Quand les journalistes n'ont rien à dire, ils parlent d'eux-mêmes. Les télé font de même. Et ça pose une question d'une haute tenue philosophique : faut-il censurer le mauvais goût ?



Par Abed Charef

L'Algérie fait preuve, indéniablement, d'une incroyable inventivité. Imposable de le nier. Dans le domaine de l'audiovisuel, elle a mis sur pied un système d'une telle complexité qu'une trentaine de chaînes émettent, sans qu'il soit possible de savoir s'il s'agit de chaînes étrangères soumises au droit algérien, ou de chaînes algériennes de droit étranger. Il n'est pas possible, non plus, d'établir comment elles ont obtenu les autorisations, parfaitement illégales, de travailler, ni sur quelles règles légales le gouvernement les gère pour se permettre, aujourd'hui, de leur adresser un «rappel à l'ordre». Face à des programmes contestables, parfois franchement odieux, le ministère de la Communication et une instance pompeusement appelée «Autorité de régulation» ont dégainé pour inviter ces chaînes à expurger leurs programmes de certains contenus contestables.

Un long rappel s'impose pour comprendre comment on en est arrivé là. Depuis toujours, le pouvoir redoutait l'émergence de chaînes de télévision non contrôlées. Abdelaziz Bouteflika n'a pas dérogé à cette ligne de conduite. Il a décidé de s'en passer, pendant ses premiers mandats. Pendant près de trois mandats, il a fermé le jeu, ce qui a débouché sur une situation très dangereuse : l'opinion publique algérienne était façonnée par les chaînes étrangères : occidentales, à dominante française, ou celles du Golfe. L'Algérie était devenue une sorte de Corée du Nord de l'audiovisuel. Alors que des pays insignifiants disposent d'une multitude de chaînes privées, l'Algérie continuait à vivre à l'ère brejnevienne, incapable de regarder la réalité en face.

La révolution de l'Internet a, aussi, fait son œuvre. Il n'était plus possible de cacher quoi que ce soit. Tous les journaux du monde et toutes les émissions de différentes chaînes de télévision sont disponibles, à loisir, avec peu de moyens et un minimum d'efforts.

BANALISER LES TÉLÉS PAR LE NOMBRE

Mais ce qui a contraint le gouvernement à bouger, c'est la première faille trouvée dans la ligne 'Maginot' établie par le gouvernement algérien. Des chaînes créées par des ressortissants algériens commencent à émettre à partir de l'étranger. Malgré une qualité limitée, elles sont très suivies, et leur impact est réel. Le gouvernement décide alors de changer de tactique. Il lance une politique qui lui a réussi dans la presse écrite comme dans les partis : noyer des entités crédibles (journaux, partis, chaînes de télé), dans une masse d'entités, totalement, dépendantes du gouvernement.

Le pouvoir voulait, aussi, éviter un aspect qu'il jugeait négatif, et qu'il a eu à subir avec les journaux privés et les partis. Certains d'entre eux, fortement, soutenus pour s'imposer à leurs débuts, ont fini par acquiescer une certaine autonomie, et ont même pensé défier le pouvoir, à des moments précis. Ils ont été écrasés sans état d'âme, mais cela a laissé des traces que le pouvoir souhaite désormais éviter. Il choisit, donc, une formule qui lui permet de mettre les nouvelles chaînes de télévision dans un état de précarité et de dépendance totales.

La dépendance est garantie par les ressources publicitaires. Aucun annonceur public ne peut s'adresser à ces chaînes sans feu vert. Les entreprises privées, elles aussi dépendantes et fortement liées au pouvoir, comme le symbolise bien le lien de M. Ali Haddad avec le cercle de Saïd Bouteflika, permet d'entretenir, sur elles, une certaine influence, et de les dissuader de s'adresser à des chaînes indésirables. Du reste, les gros annonceurs comprennent d'eux-mêmes la situation. Pas besoin de leur faire un dessin. Cette dépendance est doublée d'une précarité obtenue grâce à un coup de génie bureaucratique. Les nouvelles chaînes ne sont pas des entreprises algériennes. Leurs patrons sont invités à créer une entreprise à l'étranger, avant d'être autorisés à travailler comme correspondant de cette chaîne. La contrepartie est évidente. C'est une obéissance inconditionnelle, faute de quoi la chaîne disparaît. Le patron de la chaîne 'Atlas', qui a chevauché la ligne rouge, peut en témoigner.

OBSTACLES MULTIPLES

Dans tout ce parcours, la volonté du pouvoir était claire : empêcher, coûte que coûte, l'émergence de chaînes crédibles, susceptibles de donner naissance à un paysage audiovisuel normalisé, en mesure d'influer sur l'opinion publique. Cela passe par les dos-d'âne administratifs, la pression financière ou simplement l'interdit.

Prétendre faire de la télévision, dans de telles conditions, relève de l'absurde. Accepter les conditions fixées pour la création d'une chaîne de télévision équivaut à un premier renoncement. Une ruse pour exister ? C'est ce que disent de nombreux promoteurs de chaînes privées. L'argument serait valable si ces entreprises œuvraient à créer un environnement susceptible de favoriser leur autonomie. Ce n'est pas le cas. L'exemple de la presse écrite est là, édifiant. Un tel fonctionnement ne peut mener qu'à des dérives successives, qui font, qu'aujourd'hui, une soixantaine de titres de la presse écrite ne sont mêmes pas distribués. Ils servent juste de réceptacle de publicité, au vu et au su de tous les fameux régulateurs du secteur, avec la complicité des officines chargées de distribuer la rente publicitaire. Ils polluent l'environnement dans lequel peuvent évoluer des entreprises viables et des journalistes faisant, correctement, leur métier.

A partir de là, rien ne peut, évidemment, fonctionner, normalement. Comment une «autorité de régulation» à la légitimité contestée, prétend-elle imposer des règles, quand son propre patron fait l'objet d'un grave soupçon de conflit d'intérêt ? Les structures de cette autorité n'ont toujours pas été mises en place, et son président n'a pas réagi quand le directeur d'un journal appartenant à un ami du président de la République a été nommé à la tête de l'ANEP, principal pourvoyeur en publicité et premier régulateur de la publicité dans le pays.

En plus de cet arbitre contesté, il y a, aussi, la difficulté d'édicter des règles, car on est dans un secteur très sensible. Les limites de l'interdit sont vagues : on peut toujours crier à la liberté artistique et dénoncer la censure, même face à un programme abject.

MAUVAIS GOÛT

Ceux qui contestent l'intervention de l'Autorité de régulation et celle du ministère de la Communication s'attaquent, aussi bien, au contenu de la décision les appelant à expurger certains programmes, qu'à la légitimité de ceux qui sont chargés de l'appliquer. Ce qui débouche sur une polémique, au lieu d'une clarification. Est-on dans la censure ou dans une volonté de réprimer des créateurs ? S'agit-il de protéger les Algériens contre le mauvais goût, la bêtise et la violence, ou bien s'agit-il de faire taire des voix discordantes ? Une intervention du fameux Hamadache appelant à reconnaître Daech est-elle assimilable à une vidéo simulant un enlèvement ? Mais d'un autre côté, la protestation ne peut pas être sélective. Ceux qui lancent des chaînes de télévision sont, certes, dans leur droit, mais ils ne peuvent ignorer qu'ils ont bénéficié d'une faveur du prince pour le faire. Ce qui les place de fait parmi les «amis» du pouvoir, au sens large. Hier, c'était feu Hadj Zoubir, puis le colonel Faouzi, aujourd'hui c'est Saïd Bouteflika qui donnent les «agréments». A l'inverse, tous ceux qui ne font pas partie du cercle des «amis» ne peuvent pas tenter la même aventure.

La faiblesse des institutions ne permet pas de présenter les choses de manière saine. Il serait toujours possible de dire que c'est au marché de trancher. Mais les règles du marché sont faussées par l'appui immense dont bénéficient les uns pendant que les autres sont interdits d'exercice. Quant au public, il subit ce qu'on lui impose, sans pouvoir riposter. Sa seule réponse, c'est de zapper, pour se réfugier dans les chaînes étrangères. Personne ne peut le lui reprocher, car aujourd'hui, aucune règle, légale, morale ou commerciale, ne le protège contre le mauvais goût. Et personne ne peut lui épargner ce nouveau feuilleton de l'été 2015.

Médiatic

Par Belkacem Ahcene-Djaballah



POLITIQUE : DISCOURS

«DECHRAOUI» !

«On a coutume de dire que tout est politique. Non. Tout est théâtre, surtout la politique» (Michel Galabru, 2006)

Profitant d'une conférence de presse qu'il a animée le 20 juin, sous la «casquette» de son parti, Monsieur Amar Ghoul a nié toute friction au sein des différentes sphères du pouvoir.

«On entend parfois des gens dire qu'il y a des problèmes, au plus haut sommet de l'Etat ou certains disent qu'un tel est contre le président de la République ou qu'un autre soutient le président. Je peux vous dire qu'il n'y a aucun problème, ni opposition, ni lutte au sommet de l'Etat»

Le chef de parti et, néanmoins, ministre du Tourisme, ancien ministre des Transports après l'Aménagement du territoire, la Pêche, etc... n'a pas hésité à mettre les pieds dans le plat en appelant les choses par leurs noms : «Il n'y a aucun problème entre le président de la République, aâmi (Ndlr : oncle) Salah (Ndlr : Ahmed Gaid Salah, général de corps d'armée, chef d'état major de l'Armée nationale populaire, vice-ministre de la Défense nationale se trouvant à la seconde place gouvernementale et protocolaire après Lamamra devenu ministre d'Etat, alors que le ministre Ghoul ne se positionne qu'à la 12^{ème}) et le général Toufik, a-t-il précisé.

«Aâmi» Salah ? On ne savait pas ce lien de parenté et/ou de proximité aussi fort. Tiens donc !...

Autrement dit, la polémique médiatico-politique née de la lettre de félicitations envoyée par le général de corps d'Armée Ahmed Gaid Salah au SG du FLN, Amar Saâdani, n'aurait jamais dû, selon lui, avoir un tel retentissement. «On n'a pas été étonné par cette lettre de «aâmi» Salah ; c'est une missive de félicitations, protocolaire, ordinaire et à laquelle on n'a pas donné autant de dimension ou l'interprétation de certains» affirme Amar Ghoul, «donnant l'impression d'être proche de Gaid Salah», selon les commentateurs de presse.

Concernant le général de corps d'Armée Toufik, il en dresse un portrait «délicieux» (selon les commentateurs de presse) . C'est, dit-il, «une personne honnête et nationaliste et j'ai de bons rapports personnels avec lui». Et, d'ajouter qu'il est «un excellent joueur de football». Tiens donc ! «Je suis un joueur de l'équipe du général Toufik et je joue au football avec lui trois fois (Ndlr : ???) par semaine», a-t-il tenu à souligner. Tiens donc ! A fond la forme. Car, déjà, c'est là un rythme de compétition ou d'entraînement difficile à avoir pour un joueur amateur et encore plus lorsqu'on a une responsabilité assez lourde comme un ministre. Il est vrai que les Transports et le Tourisme facilitent les voyages et les sorties. «Ma relation avec le général Toufik remonte à longtemps. Je l'avais connu bien avant que je ne devienne ministre». Tiens donc ! Comprenez qui voudra. Mais, c'est tout bon pour les bio-

graphies qui doivent donc être revues et augmentées. Il ne s'agit pas là, pour nous, d'analyser le pourquoi du comment de ces déclarations qui ont, ou non, selon les positions politiques des uns et des autres, une signification soit profonde, soit anecdotique. Pour nous, modeste chroniqueur de l'anecdotique, du futile et du fugace, la raison de l'étonnement est cette lourde propension de bien de nos hommes politiques officiels, donc représentant l'Etat, à s'en aller allègrement paître, sans respect des formes et des usages, dans les champs oratoires populistes... mettant à plat et banalisant ainsi, du coup, l'ordre protocolaire, l'âge, les rapports hiérarchiques, les rapports gouvernants - gouvernés, Etat-citoyen, autorité - respect des lois et réglementations. ... Hypothèse ? Toutes les valeurs interpersonnelles et sociétales habituelles, pratiquées depuis des générations et des générations, se seraient effacées devant celle... de la seule participation active (réelle ou illusoire) et continue au «pouvoir d'en haut». Avec un langage (de rue bien plus que de salon) emprunté aux jeunes et qui a déteint : Aâmi ! Chriki ! Jari ! Khô ! Tonton ! El Hadj ! Cheikh !...

Problématique : Les effets de la pratique politique sur le langage politique des décideurs... du pouvoir réel. Spécialistes de l'analyse du vocabulaire du discours politique algérien, à vos ménages ! Quelques pistes de recherche : Période de Ahmed Ben Bella : Langage populiste égo-centré... à son seul profit. Devenu incompréhensible pour tous... surtout pour ses «compagnons de lutte». Cela lui a rapidement coûté cher. Période de Houari Boumediène : Langage globalement ordonné mais froid, populaire de temps en temps, mais sachant toujours garder la distance nécessaire pour éviter d'être trop populiste... la méfiance du militaire et du maquillard prenant le dessus. Seul, trop longtemps interiorisant ses doutes, il en a piqué une maladie qui l'a rapidement emporté. Période de Chadli Bendjedid : Langage populaire mais pas populiste. De la sincérité mais pas de vérité. Lui seul y croyait. Loin des yeux, loin du cœur ! Il est écarté. (Courte) période de Mohamed Boudiaf : Langage populaire... trop direct. Trop vrai. Inacceptable ! Il est assassiné. Période de Lamine Zeroual : Langage globalement froid et détaché, adapté à la situation tragique du pays et à une économie ravagée. Le sérieux avant tout... les seules et rares digressions (rapprochements) «populistes», sincères au demeurant, se situant lors d'événements dramatiques. Ereintant comme tâche ! Trop de pression(s). Il a préféré «laisser tomber»... avant de ruiner sa santé et avant un «pétage» de plombs.

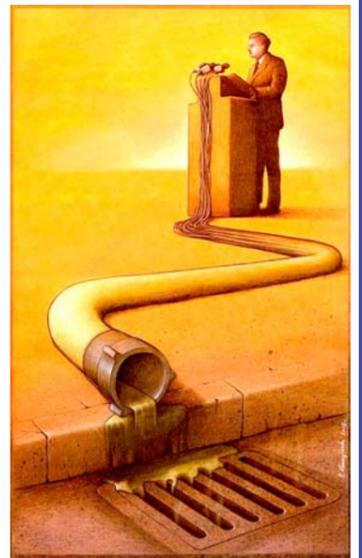
Période actuelle (la plus longue, donc pouvant elle-même être partagée en deux périodes : les deux premiers mandats et le reste) : Langage populaire et populiste -le «chaud et froid» - changeant selon les publics et les circonstances... au seul profit du Chef pour la première période... puis, par la suite (après la maladie... et jusqu'à maintenant), le discours écrit (par ????) et lu (par d'autres) n'ayant (plus) aucune «force de

frappe» sur les foules, la manière a déteint (contaminé ?) sur le reste du personnel, décideurs politiques et administratifs... cela pouvant aller jusqu'au langage cru (on a vu ainsi des ministres rudoyer en direct à la télé des managers ou des chefs de chantier... on a vu un ministre traiter, sans arrêt, publiquement, les journalistes de «non-professionnels» ce qui, paraît-il, à amener d'autres décideurs, dont, tout récemment, un autre ministre, à se comporter de la même manière. On a même vu un chanteur, certainement «conditionné» par la proximité du pouvoir, et pris au jeu, gifler... toujours en public, un journaliste (...). Résultat des courses : le citoyen lambda, «encouragé» par cette nouvelle forme de «communication» a, lui aussi, peu à peu, emprunté la même voie avec les décideurs et les «gens d'en haut»... d'où une communicabilité difficile et de niveau assez moyen, sinon bas, ponctuée de «Aâmi» et de «Chriki» et poussant à toutes les déviations... L'émeute (35 manifestations par jour recensées par les services de la Dgns), l'immolation en public, les insultes en direct des stades, l'arme blanche pour un oui ou un non, la corruption à tous les niveaux, le règne de la «chakra» et des «baltagua»... n'étant que les parties les plus remuantes et les plus visibles de l'iceberg.

On voit, donc, apparaître et s'imposer, dans le champ du discours politique, des façons de dire, de s'exprimer à la hauteur des manières de faire... et d'être. Ni populiste, ni populiste. Moins que ça. Flirtant, allègrement, avec le vulgaire et l'expression «violente». Au niveau de l'Etat et de la vie politique, dans l'irrespect quasi-total des formes protocolaires et des hiérarchies. Il est vrai qu'en «famille» élargie, on peut tout se permettre !

Le langage politique a atteint, aujourd'hui, chez les décideurs «en acte», dans sa construction et son expression, le niveau zéro. Si l'on y ajoute les menaces, cette fois-ci des décideurs «en puissance» (assez visibles sur certaines chaînes de télévision satellitaires algéro-étrangères et de réseaux dits sociaux), le niveau moins un (-1) est atteint.

Faut-il en vouloir au peuple de ne pas être bien meilleur que ses nouvelles «élites politiques» (sic !)... devenues spécialistes de la mauvaise foi et de «la roue de la fortune», de l'ingratitude et de retournements de veste, de la ruse et de l'affairisme... parfois à partir de pays ou de sites «protégés», et toujours bien nantis.



Invité en 2012 à s'exprimer sur les ondes de la radio algérienne à propos des conséquences de la chute du prix de pétrole sur l'économie nationale, Karim Djoudi, le ministre des Finances d'alors, avait tiré la sonnette d'alarme et plaidé pour une gestion prudentielle des dépenses publiques.

Austérité, rigueur ou solidarité : que veut le gouvernement ?

Par Cherif Ali

Il avait, toutefois, écarté toute possibilité de ponction sur les dépenses, notamment les salaires des fonctionnaires, les transferts sociaux ou les subventions des produits de base, à savoir le lait, les céréales, le sucre et l'huile alimentaire. Une élection présidentielle plus tard, l'Algérie est réduite à puiser dans ses réserves de change pour assurer l'essentiel de son économie. Nous sommes en 2015, Djoudi, le lanceur d'alerte, n'est plus ministre des Finances tout comme son successeur Djellab, victime collatérale de Khalifa. C'est Abderrahmane Benkhalfa qui occupe le maroquin tout en continuant à plaider, avec beaucoup de conviction, pour l'ouverture du capital des banques publiques au privé. Va-t-il le faire, maintenant qu'il est aux affaires ? Selon les experts, « toute ouverture au privé se solde, certes, par quelques gains à court terme, mais aussi par des pertes structurelles de long terme ». Et aux spécialistes de citer l'Islande qui a fait l'inverse, en nationalisant tout son système bancaire et financier après la crise de 2008, au moment même où l'Europe s'enlisait à cause de l'acharnement de la troïka (BCE-UE-FMI) à satisfaire un système financier privé, devenu le maître des politiques économiques mondiales ! Mais il ne viendrait pas à l'idée de ces organismes de demander un « nettoyage » des institutions organiques pour lutter, efficacement, contre la corruption à tous les niveaux.

Dans l'histoire économique moderne, c'est la première fois que des Etats (Européens, en l'occurrence) tentent de faire face à une grave crise économique et financière en pariant sur l'austérité plutôt que sur la croissance (intervention de l'Etat pour relancer la machine économique). Les enseignements de la crise de 1929 ont démontrés, pourtant, que les conséquences du naufrage financier avaient été surmontées, en partie, grâce aux politiques actives de relance et d'implication des Etats. Tel n'est pas le cas aujourd'hui avec des gouvernements tétanisés à l'idée de subir la moindre mauvaise notation des agences spécialisées, à l'inverse de leurs citoyens qui rejettent cette politique.

A cet effet, il est intéressant de prendre connaissance de ce sondage paneuropéen effectué par l'Institut Gallup ; à la question « l'austérité obtient-elle des résultats en Europe ? », seuls 39% des sondés répondent « oui » contre 51% « non ». Sans surprise, c'est en Grèce, à Chypre et au Portugal que les « oui » sont les moins nombreux. Et les seuls pays où l'austérité a vraiment la côte sont ceux d'Europe centrale et orientale qui n'appartiennent pas à la zone euro. Même les Allemands, réputés, pourtant, pour leur rigueur, n'y croient qu'à hauteur de 42% !

Avant de revenir en Algérie, un mot encore sur la Grèce, pour dire que le gouvernement de ce pays a mené un combat pour en terminer avec les mesures d'austérité imposées par ses créanciers : « on nous a demandé de mettre en place des mesures drastiques sans tenir compte du fait que celles-ci allaient exacerber davantage les inégalités sociales, dérégler le marché du travail, imposer des coupes dans les retraites, impacter sur la T.V.A et sur les produits alimentaires. En un mot, cette politique d'austérité ne poursuit qu'un seul objectif, celui d'humilier le peuple grec ! ».

Depuis, la Grèce a rejeté les propositions de Bruxelles et se prépare à aller à un référendum pour décider de son avenir. Et l'Europe s'apprête à acter le « Grexit » (la sortie de la Grèce de l'Union européenne). De cette partie de bras de fer, il y a déjà un vainqueur, c'est le FMI, qui a réalisé, selon ce qui a été rapporté, 2,5 milliards d'euros de bénéfice sur ses prêts à la Grèce !

Chez nous, le terme « austérité » a été utilisé, une toute première fois, par le Premier ministre, en marge de l'inauguration de la 23^{ème} foire de la production nationale. Il a annoncé que « le recrutement sera gelé en 2015 dans tous les secteurs de la Fonction publique », prémices d'un plan d'austérité auquel la population ne semblait pas s'attendre.

Il s'en est suivi une panique dans les ministères et tour à tour, chaque responsable a tenté de rassurer : mon département n'est pas concerné, affirmait Nouria Benghebrat qui avait déjà fort à faire avec les grévistes du SNAPAP ; celui de l'Habitat Abdelmadjid Tebboune lui emboîta le pas, tout comme celui de l'Agriculture d'alors, Nouri Abdelwahab ou encore Amar Ghoul, qui ont mis en évidence la particularité « stratégique » de leur secteur respectif. A croire que nos ministres n'étaient leurs talents qu'à travers les dépenses publiques !

Le 6 janvier 2015, dans un effet de « rétro-pédalage » inattendu, Abdelmalek Sellal annonce que « la mesure de gel ne concernera pas certains secteurs comme l'éducation, l'enseignement supérieur, la formation professionnelle et la santé ; mieux, il est prévu, a-t-il annoncé, un renforcement de l'encadrement, sans compter le maintien des différents mécanismes et dispositifs d'aide à l'emploi et à la création d'activités pour les jeunes promoteurs ». Point d'austérité donc, mais une rationalisation des dépenses, réaffirme le Premier ministre, à l'occasion de son passage à l'émission « hiwar essaâ » : « notre politique consiste en la réduction de la facture des importations en réintroduisant la licence d'importation et en facilitant, par ailleurs, les conditions d'investissement public et privé, créateur de richesse », explique-t-il.

Exit alors, l'austérité ? Pas si sûr avec cette nouvelle loi de finances complémentaire qui, semble-t-il, inquiète au plus haut point les Algériens. Elle interviendrait, nous dit-on, dans un contexte « d'austérité ». La LFC 2015, disent les plus pessimistes, va chercher l'essentiel de son financement dans le portefeuille des citoyens : la taxe foncière passerait au double tout comme celle des véhicules neufs ; on évoque, aussi et surtout, la mise en place d'une « carte de carburant », à partir de janvier 2016. Cette « trouvaille » a été confirmée par le ministre de l'Energie qui a tout de même tenu à apporter une nuance : « il ne s'agirait nullement de rationner la consommation de ce produit, mais de la rationaliser ! ». Abderrahmane Benkhalfa a refusé, quant à lui, de commenter la mesure concernant le carburant en affirmant que « la LFC est toujours dans les laboratoires ; nous allons évaluer l'impact des soutiens aux entreprises, a dit le ministre ; pas d'austérité, mais plus de rigueur », a-t-il conclu sur les ondes de la radio nationale.

Pour l'instant, le citoyen relève que la LFC 2015 prévoit, bel et bien, « une carte carburant ». A moins que les députés ne décident de retoquer l'article, la mesure est bien partie pour être mise en œuvre, avec toutes les incongruités bureaucratiques qui ne manqueront pas de suivre ! Les contribuables pensent que l'Etat a les moyens d'arrêter la con-

trebande des carburants aux frontières (près de 1 milliard \$ tout de même) et qu'il n'a pas à recourir aux poches des citoyens. Et puis franchement, qui continue de penser qu'on peut encore gérer un pays par le rationnement ?

De ce qui précède, force est de dire que l'heure est donc, bel et bien, à l'austérité. Le citoyen va devoir, encore, se serrer la ceinture, contrairement aux riches qui n'auront à payer d'impôts qu'à partir d'un plafond de fortune estimé à 10 milliards de centimes, contre 5 précédemment ! On parle, également, de facilitations fiscales incitatives et même « d'amnistie fiscale » pour débarrasser ceux de l'informel ou pour pousser ceux qui ont de l'argent à investir en Algérie, pour augmenter la croissance et relancer la consommation, laisse-t-on entendre côté gouvernement. C'est la théorie du « ruissellement » ou « trickle down » comme l'appellent les experts ; elle est toutefois battue en brèche par le FMI, qui, dans une récente étude présentée le 15 janvier 2015, estime « que plus la fortune des riches s'accroît, moins forte est la croissance ; lorsque la part de gâteau des 20% des plus aisés augmente de 1%, le PIB progresse moins (-0,08 point) dans les 5 ans qui suivent ». Autrement dit, les avantages des plus riches ne « ruissellent » pas vers le bas. Aujourd'hui, le pétrole est au plus bas et l'exécutif est réduit à scruter les marchés internationaux des hydrocarbures, unique source de recettes du pays. Nous allons évaluer la situation tous les trois mois, à assuré Abdelmalek Sellal, dans une tentative de rassurer l'opinion publique.

Il est hors de question, pour l'instant, d'abandonner la politique sociale, a déclaré, l'adaptateur du slogan « consommons algérien » Amara Benyounes, dans une interview accordée à un journal en ligne ; le propos a ajouté à la confusion (pour l'instant, a-t-il dit), ce qui laisse entendre qu'il est possible que cela se produise. C'est le moment qu'a choisi Louisa Hanoune pour critiquer, violemment, ce lundi 29 juin, la nouvelle politique économique du gouvernement, estimant « qu'elle va produire des effets néfastes pour le pays ; les informations dont nous disposons sur la LFC 2015 et la LF 2016 sont pour nous une source d'inquiétude ; le recours à la politique d'austérité prépare le terrain de Daesh en Algérie », a-t-elle prévenu lors d'un discours prononcé à l'occasion du 25^{ème} anniversaire de la création de son parti. Pourtant, il est plus que temps, a rappelé un éditeur, de revenir ou plutôt d'aller vers des choix déterminants pour l'avenir, quitte à remettre en cause des « acquis populistes » comme celui qui consiste pour l'Etat de subventionner à tous crins et de manière indifférenciée, aussi bien le fabricant de chocolat ou de yaourt, que le salarié ou le retraité, à travers un prix soutenu par l'Etat, pour le sucre ou le lait.

Nous n'entrons pas en période d'austérité, tente de rassurer de nouveau Abderrahmane Benkhalfa, nous sommes dans un nouveau contexte de rigueur budgétaire et de rationalisation de la dépense publique. Il n'est pas question, a précisé le ministre des Finances, à l'occasion d'une intervention effectuée sur les ondes de la radio nationale, d'aller vers des mesures d'austérité, ni de revoir le niveau des subventions et des dépenses liées à l'action sociale de l'Etat. Certes, l'évolution négative de la balance des paiements n'a pas atteint un rythme alarmant, mais l'Etat a déjà décidé d'agir sur la facture des importations en réduisant les dépenses superflues et en luttant contre les pratiques frauduleuses. Il est

temps, a ajouté le ministre, de sortir du schéma actuel où la croissance n'est tirée que par la dépense publique.

Décidément très proluxe, Abderrahmane Benkhalfa, le ministre qui, assurément, aime les chemises à boutons de manchettes, a révélé « que le gouvernement part en guerre contre l'utilisation de la « chkara » dans les transactions commerciales. A partir du 1^{er} juillet, a-t-il dit, le paiement en espèce de plus d'un million de dinars est, rigoureusement, interdit. La mesure, a dit le premier argentin du pays, va mettre fin à l'utilisation massive du cash dans les paiements. Au même moment, un journal du soir publiait les résultats d'un sondage autour de la question « pensez-vous que l'Etat est capable d'imposer, au moins, aux supérettes et grandes surfaces, un TAP (terminal à paiement) pour que le client puisse payer avec sa carte (CIB) ; les internautes ont répondu « oui » à 29,5% et « non » à 66,97%. Edifiant, n'est-ce pas ?

Aujourd'hui, on ne sait plus, au gouvernement, quel terme employer pour parler de la situation de crise dans laquelle se trouve le pays du fait de l'amenuisement de ses rentrées en devises. Un jour, on parle d'austérité, et pour changer on évoque la rigueur. Et pour mettre tout le monde d'accord, on sort un troisième concept « solidarité », et c'est le Premier ministre qui en fait l'annonce : l'année 2015, a-t-il dit, sera l'année de « la solidarité ». On n'en saura pas plus !

Personne n'est dupe toutefois, solidarité rimant, hélas, avec « austérité ». Le peuple va trinquer, car les spécialistes de la chose économique sont unanimes à dire que la récession est inévitable, puisque le principal investisseur, c'est-à-dire l'Etat, devra ronger son frein au plus tard à l'horizon 2017. La machine du développement s'enrayera, le carnet de commandes publiques se réduira comme peau de chagrin, impactant l'activité des entreprises et partant, la marché de l'emploi. Le gouvernement est obligé de puiser, encore et encore, dans les réserves de change pour maintenir son cap de dépenses, alors que du côté des administrations et institutions publiques, les habitudes persistent, le train de vie n'a pas été revu, compte tenu de la situation financière tendue : résidences d'Etat fermées et inoccupées, parcs autos des ministères plus que pléthoriques, charges de représentations et de déplacements prohibitifs, telle est la réalité qui appelle, normalement, à une plus grande rigueur dans la gestion et la gouvernance.

Et de la rigueur, on peut donner, au moins, un exemple : à la suite d'un « droit de contestation », entré en vigueur en janvier dernier en Grande Bretagne, chacun peut interroger les autorités sur l'usage qui est fait d'un bâtiment public ; si l'administration compétente échoue à en justifier l'usage, elle sera forcée de le mettre en vente. Pour que la mesure ne reste pas un vœu pieu, le gouvernement vient d'ouvrir des pages internet listant quelques 31 000 édifices, de quoi libérer des sites pour stimuler la croissance et l'économie nationale. Quant à la bonne gouvernance, deux ministres du gouvernement Sellal nous en font la démonstration, eux qui n'ont cessé d'appeler à « l'utilisation des matériaux locaux » dans les différents chantiers qu'ils inspectent ; en premier, celui de l'Habitat qui n'a pas manqué, par exemple, de tancer le chef d'une entreprise chinoise qui, pour le coup, a ri jaune et le ministre des Travaux publics qui en a fait de même à Béjaïa et à Constantine ; à la tête d'un département qui a, par le passé, défrayé la chronique, il est parti en guerre contre « les cadres qui ne suivent pas les projets », selon ses propres dires. Rigueur, austérité, quelle est, en définitive, la différence, sachant qu'une politique de rigueur est une politique économique qui prône la hausse de la fiscalité et la baisse des dépenses publiques dans le but de réduire le déficit. Quant à l'austérité, elle désigne une politique gouvernementale consistant à prendre des mesures visant à ralentir la demande des biens ou de services afin de limiter les risques inflationnistes ou de diminuer les déficits et la dette globale de l'Etat. La politique d'austérité va de pair avec une politique budgétaire agressive, destinée à faire augmenter les réserves fiscales tout en tentant de diminuer, au maximum, les dépenses publiques. Et dans les deux cas, ce sont les citoyens qui trinquent. Demandez aux Grecs !

L'on jeûne au politique



Par El yazid Dib

Le pouvoir bouge ou tergiverse. Les partis s'immobilisent. Autant l'actualité nationale est riche en événements, autant les commentaires, la satire et le positionnement politiques sont nuls. Y a-t-il quelqu'un en la demeure ? Si, des jeûneurs, des attentistes et beaucoup d'échéances en mal vue.

Quand sur les partis qui ne sont pas répertoriés dans le « cœur » du pouvoir, il est impossible d'en constituer une force à même d'intervenir dans le cours des affaires publiques, l'on ne peut admettre, sans oser ofusquer ses propres sentiments, qu'une actualité nationale ne puisse se faire sans avoir recours aux ingrédients de la politique, du scandale, de la catastrophe ou parfois de l'inouï. D'affaires en affaires, de dossiers en dossiers, l'actualité s'érige, semble-t-il, sous forme de formule collectiviste visant à avoir de chacun selon ses forces médiatiques et à chacun selon ses besoins politiques. De la réconciliation nationale à la lutte contre la corruption, les objectifs nationaux s'enchevêtrent et l'on ne sait où donner de la tête. Encore loin d'une opinion publique qui s'en fout éperdument. Ainsi notre quotidien n'est pas fait de records dans un positivisme galant et fort bénéfique pour toute la corporation nationale. L'événement, dit-on, doit être créé et non suggéré à basse voix. L'actualité est aussi un acte de bonne action. Pas une campagne de distribution de couffins ou un partage de misères. Une toilette pour l'environnement ou un simple coup de peigne économique à un tissu industriel de plus en plus flétri et crispé. Ramadhan est tout un programme dédié aux marchés, aux étals, à la viande surgelée et aux poulets frais et décongestionnés. Une politique économique qui tire les poches vers les estomacs pour les réduire à une peau de chagrin. Pourtant la crise est là, à nos portes. Ce ne sont pas nos supplications de la veille qui vont faire gonfler le vide de nos réserves, ni accroître les potentialités de nos financements. La difficulté des jours jeûnés, mixée à l'anxiété pré-estivale suscite les pires sensations suggérant à tout le monde que tout le monde est victime et que le bourreau n'est jamais en soi. Le mythe de l'autre, de la faute venue d'autrui hante jusqu'au paroxysme intolérable la pensée de tous. Le malheur n'est encore jamais unique, il entraîne sciemment avec une complicité d'inconnu. Malgré tout, l'on se sent agir dans une vacance et inutilement.

Creuser dans le vide n'est plus une sinécure de chercheurs de trésors californiens. On patauge d'une source à l'autre. On s'acharne sur un produit médiatique paraissant porteur et miraculeux et on l'oublie peu après. La source « digne de foi » comme la source « authentifiée » peuvent parfois, par confusion de la nappe souterraine, faire rendre la surpression en de véritables surprises. Prêcher ou creuser dans le néant sera le comble du vide national. Lire ou médire d'un livre à un autre goût culturel. L'emploi, les loisirs, le bien-être et le grand bonheur populaire ne semblent plus faire l'agenda du système. Du peuple au simple citoyen le problème est le même. Une crise de confiance. De l'assemblée nationale au sénat le dilemme est le même. Ecouter et balbutier.

Une assemblée nationale qui fonctionne comme une administration astreinte à un règlement intérieur digne des hautes disciplines para-militaristes est censée être une assise de combat d'idées et de lutte idéologique. Ou ce sera un perchoir de pouvoir ou un nid d'opposition. Là dans cet immeuble l'opposition n'est autre que quelques bibelots, amusettes ou jouets modiques tant que les enfants terribles des rues et des dechra qui faisaient du moins un certain parallélisme dans le jeu n'y sont plus. Le béni-oui-oui étant un critère de sélection législatif. Dans cet immeuble, la majorité est redevenue une minorité, loin du noyau de la décision. La versatilité et l'inconduite politiques feront le reste.

Les événements qui se succèdent depuis longtemps dans le pays, en dehors des élections, moments idoines par excellence pour une faune de partillons n'auraient-ils pas permis à l'opposition de faire « de l'oppo-

Avec un carême trop prenant, les choses vont au rythme de l'effort. Du moindre effort possible. Des apparitions timides, quelques agitations nocturnes, des ballets et l'on se presse à retordre le fil à un mois aussi long qu'une année finissante.



sition » au lieu et place d'observer un attentisme stratégique à son sens ou prendre du recul afin d'apprécier mieux la situation ? Les espoirs se sont brûlés, la constitution contrariée, la concorde fanée, les morts souillés, les caisses violées, les tiroirs vidangés. Que reste-t-il à une « opposition » en dehors de timides et laconiques déclarations de condamnation ou de réprobation ? Survivre et servir un décor exigible.

Notre « opposition » ne vit que le temps que vivra un cas ou un dossier. Elle se dissipera dès la mise devant le fait accompli, des lois de finances jugées ingrates ou de la proclamation de résultats électoraux appréciés frauduleux. Et autres affaires nationales touchant tant aux libertés, aux droits qu'à la vie simple et citoyenne. Elle ne fait que dans l'expression à bon escient, lorsqu'un but de repositionnement est visé. Elle communique, parfois en voulant le faire dans le sensationnel. Enfin elle traite les dossiers qu'elle croit être du jour. Malgré ses asthénies, ses mésaventures, ses impuissances à changer le moindre iota ; elle reste toujours dans le collimateur d'un pouvoir qui n'a pas l'air de se plaire en sa compagnie. Dieu, tout puissant qu'il est, a créé son opposition : Satan. Il l'a doté d'innombrables prérogatives, d'atouts et de force de domination. Le pouvoir a ainsi besoin d'un vis-à-vis. L'opposition. Même si elle n'existe pas, il faudrait la créer, l'entretenir, l'ama-douer et l'exploiter.

C'est l'autre revers de la monnaie d'un système rompu aux us de l'unicité de vue. A sa décharge, cette opposition qui est neuve dans le duel qui ne vient opposer les parties que depuis peu sur l'échiquier politique national, peut se prévaloir de circonstances atténuantes. Pas pour longtemps. L'apprentissage ne fait pas perdurer le manque de professionnalisme ni le manque de technicité politique. Si c'en est le cas, il est

suggéré à tous les partis s'inscrivant dans un axe d'opposition d'aller remettre sans quitus leur récépissé d'agrément. Se mouvoir dans l'immense société serait un acte autrement qualifié d'opposition générale, sans nom, sans subventions et sans arrêté d'agrément. Faire de l'opposition à partir de l'étranger c'est comme faire une guerre, virtuellement à partir de son clavier. C'est du « tourisme politique ».

La démocratie, si elle fait naître des maîtres et des chantres des libertés et des droits, est également souvent productrice d'ordinaires et de lâches pseudo-militants. Dans son élan de promouvoir les libertés individuelles et collectives, l'équilibre des forces agit et subit selon le degré de force et de faiblesse, non seulement du pouvoir en place mais aussi de l'opposition mise en place. Mais si d'avance le jeu de bras est biaisé, la partie est superbement perdue. Il ne reste que l'expectative d'une autre révolution. Dans le FLN, version Saadani, plus rien ne différencie le pouvoir de l'opposition sournoise qui y crèche. Le dernier congrès à démontré toute la gabegie systémique et le secours logistique d'un parti arrivé aux termes de sa turpitude. Des invités sont nommés séance tenante membres du comité central. Quelle est mauvaise cette sensation de désignation pour un vrai militant quand il n'est pas légitimement élu par ses camarades ! C'est de ce parti que naîtra le véritable contrepoids. C'est des entrailles de ce PFLN que surgira l'alternance. Benflis et ses troupes tels des fantômes, des revenants, arrivent....

Trop encombrée par l'accumulation d'échecs successifs, notre opposition ne tient pas à s'auto-révolutionner. Refusant pour elle ce qu'elle réclame du pouvoir, elle aussi a besoin d'une alternative. Soit un redéploiement au niveau de ses leaders. Toujours les mêmes, avec eux et l'on recommen-

ce. Ne pensent-ils pas, ces sempiternels « dirigeants » opposants, qu'ils entraînent leur propre déchéance vers la décrépitude de leur formation ? Collés ainsi, vus et revus à chaque séquence de la vie politique nationale depuis 1988, ces chefs de partis sont usés à force d'avoir usé toutes les stratégies intrinsèques à leur personnalité. Néanmoins, ils auront certainement eu le mérite d'avoir quelque part fait avancer l'état des choses en notre terre. Ils auront aussi le mérite d'avoir fait de l'opposition et ainsi permis la crédibilité quoique contestée du jeu démocratique.

Iest d'une évidence, par ailleurs, que le rouleau compresseur du pouvoir n'ait pu laisser de marge à quiconque. De l'opposition politique aux institutions passant par la société civile, le système avait pu renverser petit à petit toutes les haies pouvant obstruer son chemin vers la mainmise des affaires nationales. Il se passe quelque chose dans la tête des gens disant que tout est perdu. Que rien ne sera plus comme avant et que la démocratie aurait fait un grand recul. La compréhension est aisée et simpliste. Quand on perd du terrain, il est soudainement pris par d'autres. Quand on développe l'idée que faire la politique n'est pas synonyme de tracasserie judiciaires, d'embûches et de bagnes, et l'on se limite à la faire à travers des points de presse, l'on laisse supposer un sentiment de frayeur. L'on ne pourrait ainsi s'attendre qu'à une forte réplique du pouvoir. Avoir le dessus. Légitime, dirions-nous. L'opposition n'a jamais été l'affaire d'une personne mais de tout un ensemble de personnes. L'individu est insignifiant devant la masse. Cependant le combat individuel, pérenne et continu fera le combat collectif d'ensemble. A peine de se désillusionner, le salut ne viendra pas des bouches bâillantes ou des corps vermoulus à la berceuse des climatiseurs.

Ouïe sourde et gouvernance absurde !

Le propre de l'obscur du domaine de l'absurde est de savoir amplement profiter de l'utilité des paradoxes de la vie qu'il véhicule. Non pas de les élever en un véritable mode de gouvernance ou en une chimérique croyance !

Par Slemnia Bendaoud

Quant à y recourir assez souvent ou bien fréquemment dans l'optique de détruire le réel contexte pour vraiment fausser compagnie aux autres acteurs politiques du pays, cela conduit inévitablement ou tout droit à cette médiocrité qui fausse complètement la subtile règle du jeu démocratique et transparent.

Mais pourquoi donc vraiment faire si compliqué dès lors qu'il nous est surtout permis de faire très simple ? Et bien souvent du premier coup d'essai ?

Est-ce juste afin de bien tromper l'ennemi ? Et comment finalement bien se retrouver après, au milieu de tous ces sigles, symboles, signes, lexiques fantastiques ou formes fantaisistes, repères de choix, de bon alois, ou même ceux annonçant le désarroi et tout un arsenal au carrousel de formules déjà prêtes à l'emploi ?

Il est donc à croire que notre société se nourrit manifestement de ses propres contradictions dans la perspective d'assurer ses tout nécessaires équilibres, jugés comme indispensables au souffle de mutation de la vie de la nation.

A base essentiellement dialectique et foncièrement mathématique dans son esprit et surtout analyse stratégique, la donne politique nationale obéit dans son raisonnement à des impératifs de choix dont la pyramide de hiérarchie fait impérativement appel à une grande propension de la prospective de la grande intelligence de l'esquive et de l'obscur.

Le fait politique, bien agencé, solennellement prononcé, astucieusement classé, méticuleusement nuancé, est sur le terrain bien coordonné, intelligemment amené, très présent, véhiculant cette volonté de son auteur de vouloir faire prospérer la nation, grâce à aux idées novatrices de ses concepteurs et à l'engouement qu'il suscite au travers de son programme futuriste.

Politiciens aguerris comme producteurs confirmés d'idées révolutionnaires, spectaculaires ou novatrices, se serrent donc les coudes et leurs rangs afin de peaufiner leur stratégie de défense de leurs programmes, puisant inlassablement jusqu'au plus profond de leurs tripes et toutes dernières réserves leurs différentes ressources intellectuelles et managériales de poids et de très grande portée.

En théorie, c'est donc ainsi que se présentent apparemment les choses. Tandis qu'en pratique, elles le sont bien autrement, souvent très différemment.

Qu'on en juge alors ! En voici donc le tempo, le probable scénario et les principaux rôles à éventuellement, au besoin, diagnostiquer :

Ainsi, depuis ce fameux 18 avril 2014, un nouveau jour se lève sur l'Algérie. La voûte céleste exhibe ses nombreux charmes et nous fait découvrir jour après jour sa magnifique clarté. Dans ses valises existe ce nouveau visa pour un tout nouveau mandat présidentiel. Celui considéré comme de plus ou de trop !

Plus de quatorze mois plus tard, sur les hauteurs d'Alger et dans les somptueux bureaux des grandes officines de l'Etat, la situation y est plutôt assez détendue. Très floue ! En dépit de tout un sombre brouillard et épais nuage, le chemin sinueux d'un avenir déjà tracé semble virtuellement bien s'annoncer.

Un calme précaire envahit subitement l'atmosphère. Il y règne donc ce climat bon enfant qui fait taire les rancœurs et inspire les bonnes volontés. Plus aucun bruit de klaxon ni la moindre lumière ou éclat de fumigènes n'obstruent ce climat de sérénité où l'on pense vraiment déjà à demain !

L'heure est donc à cette sérénité pitoyablement retrouvée à explorer dans les guenilles de ces passants encore ahuris par le bruit tonitruant et assourdissant de la veille, et dans cet appareil bien trompeur de ce rire malicieux ou moqueur d'un administrateur zélé qui exprime cette farce, enfin déclarée au grand jour, une fois la tempête passée et le ciel aussitôt bien éclairci.

La fête de la toute réelle défaite, transformée héroïquement en trompeur succès, arrogant et bien méchant, fait des siennes et déjà office de

ce passé récent qui inquiète tout son monde plutôt que de bien le rassurer !

Au sein de ces cossus bureaux ou devant ces somptueuses demeures des potes du système, on bombe le torse et se montre aussi grand le ventre, cette bedaine de la grande haine et de l'inutile rengaine qui refuse ostentatoirement l'alternance au pouvoir.

Les uns se donnent encore en hypocrites accolades ou juste un coup de peigne en guise de nouvelle coiffure ; les autres caressent du pouce et de l'index le bout de leurs moustaches et nombril pour montrer aux autres qu'ils pèsent vraiment lourd. Et tout le monde pense à demain, même si on y est en plein déjà.

Une toute autre peur s'empare désormais de ces gars de la haute sphère du pouvoir, craignant tous cet autre changement en vue, après celui peu probable d'hier, finalement bien passé et déjà définitivement classé - plutôt savamment bien contourné - avec grand succès, subtile fraude, puisque remis au calendres grecques.

Tout le monde se remet de nouveau à jouir de cet autre baignade d'impunité, le temps d'un énième mandat qui assure cette légendaire continuité à un régime autoritaire et grabataire. Et puis, on verra bien les jours à venir... ! On se remet donc à espérer de nouveau : qui pour conquérir un tout autre nouveau poste en rapport avec l'apport du tout nouveau courtisan, qui pour vivre dans les grâces de cet autre vaste espace, qui pour tout juste conforter sa colossale fortune et oublier à jamais cette grande amertume d'un peuple fort opprimé et décidément très déprimé.

On commence difficilement par espérer en des jours meilleurs ; à surtout croire, en fait, en notre grande force de damer le pion à l'adversaire et de se faire respecter dorénavant à distance, selon les bons usages et les menues convenances de la plus haute instance du pouvoir, depuis longtemps en place.

Jouissant pour l'éternité de cette impunité qui risque de se propager jusqu'à la postérité de ces gouvernants, ces derniers esquissent, à présent, ce rictus osé comme symbole au délire à peine voilé de leur joie, à l'effet d'afficher cette fausse gloire, née de ce triomphe usurpé au détriment de la volonté populaire, en détournant tout simplement la voix des électeurs algériens.

D'heure en heure, jour après jour, en tous petits groupes ou en aparté, mais tous emportés par cette véritable fausse euphorie dont la sémantique aura été concoctée au sein des plus sombres officines d'un pouvoir vacillant, parce que devenant trop tatillonnant, les tenants des commandes du pays, appuyés sur leur plus vaste réseau de valetaille, tentent d'user de cette sordide fourberie qui leur assure encore pérennité à l'effet de dicter au peuple leur étendue autorité. Ici on se gargarise d'avoir si ingénieusement su bien ruser, et là on se congratule d'avoir si promptement osé. Mais dans les deux cas précités, le triomphe artificiel est loin d'égaliser cette réussite méritée, et la médaille miroitée en signe de gloire laisse planer ce doute que le métal dans lequel elle est sculptée n'a rien à voir avec celui considéré comme de la souche de celui très précieux, parmi la grande famille de ces lingots d'or scintillant de leur état et nature, vendus par fagots aux plus riches industriels de la planète.

A toute fausse gloire, on est dès le lendemain rattrapé par ses terribles nausées, ses tristes retombées, à l'image de cette très difficile cuite de la veille dont on a du mal pouvoir échapper à ses séquelles de la matinée de la journée d'après.

On est donc de plain-pied déjà entré au sein de cette trouble atmosphère d'un succès qui n'existe qu'au sein de nos esprits malveillants, surveillant de loin la moindre tête éveillée de la contrée afin de lourdement lui taper dessus pour qu'elle retrouve au plus tôt le sommeil ou le reste du troupeau humain.

Tous décidés à aller au bout de notre logique qui se moque royalement de toutes les règles drastiques et déontologiques, nous sommes enfin persuadés que nous resterons les seuls véritables voyageurs de ce train qui ne mène nulle part, hormis à cette destination inconnue, née de notre égarement et

grande errance à vouloir trouver le bon chemin à cette sortie de crise que nous vivons tous comme une véritable fatalité.

A chaque lever de soleil, c'est l'espoir qui arenaît de nouveau pour les uns, épris de justice et de démocratie, et surtout de mieux-vivre dans ce pays où tout est à reconstruire ; tandis que chez ces autres, il disparaît complètement déjà à l'horizon, si ce n'est qu'il n'exprime, en fait, que ce combat de la ruse et du mensonge qui continue encore et toujours sous d'autres aspects et terribles formules de l'esbroufe, de la combine et des interminables entourloupettes...

Et ni le gain, esquissé ou provoqué à souhait, n'ayant plus ce goût très prononcé du grand et mérité succès, ni même l'effort engagé afin de le provoquer, le conquérir ou éternellement le garder ne fait de son auteur ou concepteur ce héros capable de battre sur ces terrains de vérité les plus farouches de ses nombreux concurrents ou tout déclarés grands rivaux.

Le recours à la tricherie est devenu si régulier qu'au fond de nous-mêmes nous cultivons à l'envi cet esprit malsain de tout douter des bien réels exploits réalisés au sein de la contrée.

La raison ? Toutes nos meilleures compétences se retrouvent mystérieusement mises à l'écart afin de les éloigner de cette tentative à pouvoir réellement contribuer à la réhabilitation de nos valeurs ancestrales et à la réalisation de ce progrès dont a véritablement besoin la contrée.

A leur place, il y a désormais la montée au créneau et en cadence de toutes ces médiocrités et nombreuses absurdités, assorties de ces mafieuses cupidités qui jouent à ce jeu trouble et bien terrible de la confiscation des voix et des libertés à tout un peuple qui ne demande qu'à être mieux considéré à l'intérieur des murs de son pays, afin qu'il puisse lui réserver, en retour, ses meilleures compétences et ses plus étendues et très récentes connaissances de ce monde contemporain de la science.

Tout comme le direct à la télé provoque encore la trouille à nos gouvernants, l'impact qu'impose la conjoncture de dire la vérité des choses donne à nos officiels cette véritable frousse qui s'empare d'eux pour finalement littéralement les contraindre à se cantonner dans des schémas stéréotypés, très confus et bien obscurs où le complexe de l'absurdité tient le haut du pavé.

Tournant le dos au réel et au naturel, notre gouvernance s'en tient à ce raisonnement tétu qui exclut tout possible changement que peut induire une alternance utile des programmes, trouvant son essence dans un jeu démocratique cohérent et bien transparent.

On ne fait depuis que continuellement tomber dans ce complexe de l'absurde, afin d'éviter la confrontation des idées nécessaires au développement communautaire, cultivant à l'envi cet esprit du paradoxe et de la controverse qui divise et stigmatise les bonnes intentions comme les consciences les plus dévouées au profit du pays et de la nation.

Le champ politique national aura connu durant de longues décennies toute cette grève dérive qui le prive de retrouver ou de recouvrer rapidement ses bonnes marques et de faire face à tous ces paradoxes qui rendent son exercice des plus désuets et des plus inconséquents.

Sinon comment expliquer que ce très jeune peuple soit encore gouverné par cette trop vieille gérontocratie à la longévité qui défie toutes les sciences en rapport avec l'organe biologique et physiologique de l'humanité ?

Comment élucider cette inextricable problématique au sujet d'une jeunesse (pourant) bien éduquée et très instruite qui se retrouve virée ou tout simplement éjectée de tout concours au développement économique du pays, même nantie de toutes ces nouvelles techniques et bardée de ses diplômes qui lui ouvrent ailleurs (sous d'autres cieux) le droit à une bien meilleure considération ?

Comment un pays aussi riche peut-il encore enfanter toute cette misère qui enserre dans ses bras tentaculaires toutes ces « énergies juvéniles » jusqu'à les priver de ce nécessaire à la vie en communauté pour les inciter à partir à la

conquête de l'étranger, en bravant la mer Méditerranée et ses nombreux dangers ?

Comment donc peut-on encore justifier tout ce grand décalage entre ces chiffres officiels, fruit de la fraude électorale, économique ou celle de la rétention de la véritable information au moment où les nouvelles techniques de communications ne nous permettent nullement de recourir à ces vieilles méthodes de replâtrage qui obscurcissent la vérité des contre-performances de notre appareil économique, à l'effet d'échapper aux critiques de l'opposition et des organisations non gouvernementales des différents secteurs de la vie humaine ?

Comment surtout persuader les autres nations et les particuliers du monde de notre grand univers de notre bon sens ou saines intentions de faire dans la chose utile ou bien sincère dès lors que la confiance est perdue à jamais entre administrateur et administré, puisque impossible à être recouvrée au sein de ce climat délétère où les règles du jeu démocratique n'ont jamais été très claires, changeant selon l'humeur matinale du chef et de la conjoncture du moment à instrumentaliser au profit des tenants des leviers de commande du pays ?

Comment admet-on encore de faire usage de ces toutes vieilles méthodes de gouvernance à l'heure le monopole de l'information se trouve être de fait à jamais banni ou pour toujours aboli par ce développement exceptionnel de toutes nouvelles techniques de communication qui aura réussi à rapprocher entre eux les continents et leurs longues distances, éliminé les frais d'approche et leurs incommodités versées naguère en liquidité, simplifié les choses et les mouvements de personnes ou des deniers pour les réduire à leur plus simple expression ?

Comment donc s'y prendre ? Mais surtout comment se convaincre soi-même qu'on file encore du mauvais coton ou qu'on est dans le mauvais chemin et à la queue du peloton ? Comment finalement agir sans tarder ? Sans jamais tourner le dos au progrès et à la prospérité de toute une nation ?

Comment donc encore considérer cette autre opposition, aujourd'hui quasiment atteinte de ce syndrome de Stockholm, pour faire à son insu ou à tort le jeu du pouvoir, poussant finalement le citoyen à n'opter que pour ce choix restrictif entre le moins mauvais ou tout juste au profit de l'imparfait ?

Des passerelles entre cette toute vieille méthode d'une non moins bien vieille gouvernance et cette réelle perspective de développement du pays existent en fait depuis bien longtemps, sans jamais être explorées comme moyen de passage à une vitesse bien supérieure, à cause justement de ce tutorat exercé sur le peuple et cette mainmise sur les nombreuses richesses du pays.

Les'agira à tout prix d'évacuer de notre esprit ce rusé complexe relatif au « complexe de l'absurdité » qui bloque manifestement toute tentative de redressement de la situation au travers de ces faux-fuyants et autres pirouettes de l'esquive d'une gouvernance qui refuse manifestement tout débat ou toute initiative qui conduit tout droit à l'alternance au pouvoir sur une base saine et compétitive de leurs programmes.

Inventer le prétexte ou dresser devant les autres tous ces autres préalables pour tenter de justifier ce statu quo imposé au peuple imprime au pays cette lourde démarche qui arrange les vieux jours d'une gouvernance qui se délecte de ce grand plaisir à encore régner en grand maître de la contrée.

Sans jamais avoir à se projeter dans l'air du temps ! Sans jamais avoir à céder ce flambeau dont la grande chaleur de la cire lui brûle pourtant les doigts tout décharnés qui tiennent cette aussi vieille flamme qui vacille à l'approche de ces vents violents dont elle est souvent bien contrainte de la protéger de son lourd manteau !

A vouloir trop souvent user du rétroviseur, on se perd finalement dans ses nombreux décors. Le côté vraiment absurde de son miroir est de ne jamais croire, pas même un instant, en ses étincelles qu'il propage à longueur de temps comme reflets projetés, dès lors que le soleil se met de la partie !

Les aveugles du XXI^{ème} siècle

Les aveugles de ce siècle ne sont rien que de farouches vautours nés pour causer des torts et jouer de mauvais tours. En effet, les nouveaux amblyopes ont beaucoup de similitudes avec ceux que Baudelaire avait peint il y a deux siècles. Il est vrai, cela nous laisse dire que certains humains n'ont pas évolué. Ils sont toujours dans le noir et leurs yeux visent le ciel en quête d'un miracle.



Par Boutaraa Farid

Et oui, les aveugles de notre ère sont des personnes mesquines qui désirent devenir des roses avec des épines. Les amblyopes de ce siècle sont ces âmes qui recherchent leur propre bonheur tandis qu'ils aiment à voir les autres dans les flammes. Les aveugles de ce siècle ont cette idée fixe en tête qui les laisse croire qu'ils sont intelligents, alors que le reste n'est qu'un troupeau de bêtes. Les non-voyants de ce siècle ont pris l'habitude d'être des égoïstes, des impolis et surtout des rusés et des avides. Les aveugles de ce siècle ne sont rien que des cœurs malades qui ont besoin d'une balade au pays des roses roses et des palais d'amour et de tendresse. Ils ont le mal des siècles précédents et n'acceptent même pas un prophète comme président. Ils ont la folie des grandeurs. Ils sont comme une meute de loups qui ne retrouve la paix qu'en attaquant les autres et en faisant mal n'importe où. Nos amis les obscurcis ne sont pas uniquement de pauvres voyous qui agressent des personnes seules et en détresse, mais parmi eux, on trouve de hauts responsables et des généraux. Il est à noter que les personnes en question ne sont rien que des momies peureuses et creuses qui exécutent des projets macabres, où le sang des millions d'individus est comparé à du jus que la terre doit ingurgiter. Et oui, nos amis n'ont rien appris des cours d'histoire et tout ce compte à leurs yeux est comment inviter l'humanité à vivre dans le noir. Ils connaissent par cœur le langage de l'argent et ils ont instauré la politique de la mainmise et de la corruption. Ils ont juré de conduire toutes les cités à la cécité.

Nous entamons la liste des aveugles par les hommes qui sont au pouvoir des grandes puissances comme les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Il s'agit des capitales de cet Occident qui gardent toujours un œil sur le monde arabo-musulman. On désigne les enfants des anciens colons qui ont développé de nouvelles techniques pour dominer à distance tout ce bon monde et surtout les pays qui n'ont pas su gérer leurs indépendances. Et oui, il s'agit de cet Occident qui crée toujours des conflits et qui prétend défendre les minorités. Tout d'abord, il a trouvé des prétextes pour envahir Bagdad, la détruire et ensuite la quitter en la laissant sans force. En effet, après avoir mis la cité des Mille et une Nuits en cendres, les Américains avaient creusé la faille de la discorde entre chiites et sunnites. Ces spécialistes des conflits ont inventé une nouvelle menace pour Irakiens. Ils ont favorisé la naissance d'une organisation terroriste nommée Daech. Il s'agit d'un groupe de sunnites qui désire reprendre le pouvoir des mains des chiites que les Américains eux-mêmes avaient mis en place. Une fructueuse affaire pour ces sauveurs de l'humanité qui auront de quoi remplir leurs sacs en vendant aux uns des missiles et aux autres des armes et des munitions. Ensuite, les Occidentaux ont introduit leur venin chez les autres pays voi-

sins qui se sont réduits à des tributs qui font la guerre comme à l'époque païenne. Le Yémen, la Syrie et la Libye sont en guerre civile et les autres pays vivent dans le chaos et la peur. Ils ne savent pas quoi faire et toute émeute qui éclate leur donne la frousse. Chaque président craint la perte de son trône et la guillotine pour les membres de sa famille ainsi que pour les membres de son clan. Et oui, nos ennemis ont réussi leur mission. Personne ne pense à aider maintenant les démunis de Ghaza.

La politique ne fait pas manger et celui qui n'écoute pas les grands perd son siège. L'anarchie dicte les lois et protège ceux qui connaissent la langue de bois. On ne fait plus de différence entre ce qui est légal et illégal. On n'a aucune idée sur le péché et l'interdit. Les nouveaux aveugles font de longs discours sur les droits de l'homme alors qu'ils torturent à mort des innocents, exécutent froidement les témoins gênants et sont responsables de toutes les misères. Ils sont la cause de tous les malaises: la drogue, le sida, les trafics d'armes, les guerres civiles, le terrorisme, les vols, les détournements et le chômage. Les pays puissants font la guerre à distance sans impliquer leurs soldats. Tous les coups sont autorisés dans leur jeu brûlant et immoral. Tout se résume au gain et à l'arrivée aux buts fixés. Sans remords et sans scrupules, ils avancent dans la transgression des lois, des codes, des coutumes et des traditions. Rien ne les inquiète, du moment qu'ils ont l'impression qu'ils sont les héritiers du trône. Ils sont là, dans ce bas monde pour donner des ordres et faire des affaires. Le reste ne les concerne pas. Ils participent aux crimes et assistent aux enterrements. Ils étaient pour le départ de Moubarak et les revoilà pour la pendaison de Morsi. Ils n'ont jamais tenu leurs promesses. Ils n'ont pas d'amis, mais juste des intérêts comme nous le rappelle souvent l'intellectuel Brahim Ouserir. Les aveugles de notre siècle ignorent la mort et le vilain départ. Ils font du mal et savourent les médiocres victoires. Ils ont scellé un pacte avec le Malin qui les guide vers le culte des magies, des fétichistes et des païens. Les amblyopes de nos jours ont cette phobie du discours moralisateur, du face-à-face et des débats de plein jour.

Par contre, ils adorent la tricherie, le mensonge et les mauvais tours. Les non-voyants sont partout et souvent ils ignorent qu'ils sont aveugles. Et on trouve leurs épouses à la tête des associations caritatives. Une façon de nous montrer qu'ils sont croyants. Alors qu'ils savent que la liberté ne consiste pas à donner des armes à des ignorants, car ces derniers redeviennent des fous et vont massacrer des innocents sans raison. Après un tour chez les aveugles qui nous gouvernent de loin et qui gèrent nos économies et nos vies, nous plongerons maintenant, dans le monde de ceux qui partagent notre quotidien et qui vivent avec nous. Nous débiterons par ces riches voisins qui oublient les pauvres qui partagent leur cité. Ceux qui n'ont même pas quoi manger en ce mois de jeûne. Nous évoquerons ces milliardaires qui ont des entreprises et qui n'apportent aucune aide aux pauvres et aux démunis. Ceux qui ont fermé

leur porte aux errants et aux nécessiteux. On évoque aussi ces citoyens moyens qui critiquent tout. Ceux qui gardent un regard envieux en vers les riches et qui oublient souvent les biens qu'ils ont par rapport à ceux qui sont au bas de l'échelle sociale et ceux qui sont hypertendus, diabétiques, cancéreux ou qui font de la dialyse deux fois par semaine. Ensuite, nous citerons tous les responsables qui sont dans les communes et daïras. Ces hommes et femmes qui exploitent en silence la misère des gens pauvres et démunis en allant gonfler les factures d'Etat. Nous parlons de ce couffin de «la rahma». Nous parlons de ces ignobles cadres qui volent l'aide de l'Etat pour les pauvres. Ceux qui remplissent leur voiture de denrées alimentaires et qui n'achètent même pas un sachet de sel et on termine par les simples ouvriers qui ramassent les miettes ou plutôt qui volent le reste.

De très ignobles habitudes qui durent et qui nous poussent à lancer des appels aux autorités compétentes pour coincer tous ces responsables qui abusent de leur autorité et qui remplissent les cœurs des simples citoyens du venin du désespoir et qui les poussent indirectement à la débauche, au vol ou au suicide. La justice doit trancher avec une main de fer contre toutes les âmes qui osent détourner les biens des faibles. Nous passons ensuite aux heureux députés et sénateurs, au lieu de rechercher les solutions aux problèmes qui alourdissent la vie du citoyen on les retrouve avec de riches commerçants ou avec des hauts dignitaires de l'Etat. Ils ne fréquentent plus les voies publiques et ne descendent pas de voiture. Ils ne prient plus dans les mosquées. Ils ont changé de veste. Nos députés boudent ceux qui ont voté pour eux. Ils n'ont plus le temps pour écouter toutes les doléances des gens de ce bas monde qui sont à la recherche d'un brin de bonheur. Nos députés sont l'exemple vivant des mutations des cœurs et des esprits. En suite, nous avons les hauts responsables: les walis et les ministres. Des walis et des ministres qui ont cessé tout contact avec parents, proches et des amis. Ils ont tourné la veste. Les hauts fonctionnaires restent à l'abri, loin du fracas et les simples citoyens ont compris comment les faire sortir. On brûle les pneus et on barre les routes. Nos amis les responsables n'écourent plus ceux qui vivent dans la misère. Les cœurs sont devenus de pierre. Et oui, ils ont perdu tous les repères et sont tombés dans la fosse des morts-vivants. Ils redeviendront alors, des zombies qui errent sans but et qui font du mal, car ils n'ont aucune conscience. Comment peut-on prétendre à un changement? Pour finir, nous dirons que le changement ne vient pas du haut mais de la base. Il faut mettre fin à cette fuite en avant et à la critique qui ne mène à rien. Nous travaillons peu et voulons de gros salaires. Il faut que nous acceptions nos statuts et que nous nous mettions au boulot le plus tôt possible. Il faut que la satisfaction soit notre pain bénit. Nous sommes contaminés par un virus qui a fait de nous des non-voyants. Nous accusons les autres et nous oublions nos faiblesses et nos défauts. Le temps est venu pour la mise en marche d'une nouvelle république qui prenne en charge son public. Le temps est venu pour que nous ces-

sions le mensonge et le vice. Notre pays est sous la convoitise des grandes nations et nous n'avons pas de force pour résister à leurs armes et à leurs ruses. Les grandes nations nous dépassent par l'honnêteté et la franchise. Le citoyen chez eux accepte son destin et fait tout son possible pour servir son pays, alors que chez nous il veut être président de la république.

Comment un simple fonctionnaire qui n'a jamais terminé un livre peut-il gérer un Etat? Nous divaguons et nous fantasmons sur l'irréel. Notre présence sur terre ne doit pas se résumer à boire, à manger et à procréer. Il faut que nous soyons utiles à ce monde. Il faut que chacun de nous invente et donne son empreinte personnelle. Il est vrai, la construction d'un Etat de droit exige une droiture, une foi et beaucoup de sacrifices. Nos vaillants hommes de Novembre 1954 n'avaient rien au départ. Ils étaient une poignée d'hommes qui voulaient la liberté et la paix pour leurs frères. Le défi était grand et les chances minces. Et pourtant, ils avaient arraché la victoire sur une puissance coloniale colossale et sale. En effet, le lion Ben Boulaïd et ses compagnons n'avaient même pas de quoi tenir une dizaine de jours. Cependant, ils ont pu réaliser un immense exploit et notre révolution demeure l'une des plus belles au monde. L'exemple est à saisir. Nous sommes une nation qui se respecte et notre glorieux passé est le témoin tangible de la grandeur de notre race. Tous les regards sont braqués sur nous. Ils attendent tous notre chute. Ils ont créé tant de scénarios pour faire passer le message que le feu de la rébellion est la seule réponse pour que le bonheur soit à la portée de toutes les maisons qui forment notre cité. Cependant, les Algériens ont compris le manège de ces monstres qui luttent depuis des lustres. Le citoyen algérien a compris le prix de la paix. Il ne veut plus d'aventures qui mènent à la destruction de son empire. Il ne veut plus de fatwa des royaumes du Golfe, ni des chants des émirs du bastion des Abbassides. Le citoyen algérien demeure cet individu qui croit en son Dieu qui a aidé ses frères les moudjahidine dans leur quête. Il sait aussi que tout nouveau départ exige de la réflexion et du recul. Il est vrai, nous avons assez divagué et le moment reste favorable pour un excellent essor comme le disait monsieur Ahmed Zane, le chercheur et formateur des cadres de l'Education nationale: « L'homme prudent est celui qui voit avec son cœur, qui écoute avec ses yeux et qui n'agit que pour faire plaisir aux êtres et à Dieu. Soyons simples, modestes sincères. Restons unis et travaillons ensemble cette terre qui est l'héritage de nos aïeux qui sont au ciel. Le temps est venu pour nous de stopper cette marche stupide d'aveugles qui errent sans but. Le ciel ne donne rien à ceux qui se réveillent à quatorze heures. Soyons ces gens civilisés qui adorent le travail et qui respectent les lois. Soyons ces serveurs vaillants qui arrosent de leur sueur ce sol qui donne du blé et de la pomme de terre. Alors, nous serons cette nation qui sourit et guérit. En un mot, nous serons des anges parfumés qui circulent et non pas des aveugles aux aspects moroses, affreux et ridicules.

« Une vérité superficielle est un énoncé dont l'opposé est faux ; une vérité profonde est un énoncé dont l'opposé est aussi une vérité profonde. » Niels Bohr

Les savants vus et décrits par quatre philosophes

Par Ali Derbala*

Les enseignants chercheurs allaient aux universités sans trop d'ambitions et demandaient encore une chose, c'est qu'on leur permette de faire leurs travaux et qu'on leur donne à peu près de quoi vivre. C'est une illusion que d'imaginer que les enseignants chercheurs défendent mieux leurs intérêts en agissant séparément, et en somme au détriment des autres travailleurs. Les uns et les autres défendent mieux leurs intérêts s'ils se soutiennent et s'ils mènent la lutte ensemble pour l'établissement d'une direction universitaire démocratique. Les enseignants chercheurs, ceux qui restent pédagogues et chercheurs, ceux qui continuent à exercer leur métier se sentent moins enclins à servir directement d'exécutants les intérêts des clans, et leur conscience est plus vive qu'elle n'était autrefois. Le corps scientifique est présenté comme disloqué. Il est au moins à réformer.

1- Philosophe, savant et académicien. Selon le Larousse, un philosophe est un penseur qui élabore une doctrine, il est aussi partisan des idées nouvelles, des « lumières ». De savoir, un savant est une personne qui a des connaissances étendues dans divers domaines ou dans une discipline particulière. Il porte la marque de connaissances approfondies. Il dénote un savoir-faire et de l'habileté. Il est une personne remarquable par ses compétences et sa contribution au progrès d'une science, une science exacte ou expérimentale, il est aussi chercheur. Un académicien est un membre d'une société de gens de lettres, de savants ou d'artistes. L'Académie russe des sciences, fondée par Pierre le grand en 1724, a été reconnue « plus haute institution scientifique de la Fédération de Russie.

L'Académie royale des sciences de Prusse a été fondée à Berlin le 18 mars 1700, quatre ans après l'Académie des arts de Berlin à laquelle le terme d'« Académie de Berlin » peut également se référer. Le premier président à vie de l'Académie de Berlin sera Leibniz (1646-1716). En Chine, plus de 1.420 scientifiques chinois ont été nommés académiciens de l'Académie des sciences de Chine (ASC) depuis 1955, lorsque les premiers membres des divisions académiques ont été intronisés. Le titre d'académicien de l'ASC est une prestigieuse distinction nationale dans le domaine scientifique et technologique, et de nouveaux académiciens sont ajoutés tous les deux ans. En plus de leurs réalisations dans la recherche scientifique et l'innovation technologique, les académiciens sont consultés et offrent leurs évaluations sur les questions clés à l'égard du développement social et économique. Pour défendre les libertés, les académiciens français reçoivent même une épée, « l'épée d'académicien » pour siéger dans un fauteuil [1]. « L'épée est remise à l'élu quelques jours avant sa réception, l'épée est à l'origine le signe de l'appartenance des académiciens à la Maison du roi ; son port se généralise à partir de la Restauration ; seuls les ecclésiastiques et, en principe, les femmes n'en reçoivent pas. Mme de Romilly n'en portait pas, ayant remplacé l'épée par un attribut féminin, un sac à main brodé. Mmes Hélène Carrère d'Encausse, Florence Delay, Assia Djebar, Simone Veil, Danièle Sallenave et Dominique Bona en portent une... » [1]. Une académie des sciences en Algérie, doit avoir la vocation de contribuer à la défense, à l'histoire, à l'illustra-

tion et au développement du patrimoine scientifique. Les académiciens doivent défendre l'humanité et les Algériens en particulier. Ils doivent s'indigner et élever leur voix contre toute dérive ou menace pour le peuple Algérien ou l'humanité.

Les académiciens doivent rédiger des lettres ouvertes aux responsables de notre pays et du reste du monde et des manifestes comme celui d'Einstein, Russel, Joliot-Curie et autres savants lors de l'apparition de l'arme nucléaire, de la menace de destruction globale de la vie sur Terre. Ils doivent être épris de paix, de justice sociale et prêts à entreprendre des actions pour faire aboutir ces objectifs.

Avis chronologiques de quatre philosophes sur les savants appelés de nos jours académiciens

Platon [2], en page 32, a écrit que « Science et puissance politique doivent se trouver réunies en un même homme pour se prêter un mutuel secours ». En page 33, Il décrit le scientifique comme « Le scientifique, sincère, déteste le mensonge et la fraude. L'amour qui le porte vers la science et la vérité est semblable à un torrent que rien ne peut détourner de son cours naturel, ni disperser en plusieurs ruisseaux ». Il définit la science en page 191 par « La science est science du connaissable en lui-même, ou de l'objet, quel qu'il soit, qu'on doit lui assigner ; une science déterminée est science d'un objet de qualité déterminée... Dès que la science n'est plus science du connaissable en soi, mais de tel objet, il lui vient une détermination. L'exemple en est des sciences médicales ».

Pascal [3], mathématicien et philosophe, en page 143, a écrit que « Les sciences ont deux extrémités qui se touchent. La première est la pure ignorance naturelle où se trouvent tous les hommes en naissant.

L'autre extrémité est celle où arrivent les grandes âmes, qui, ayant parcouru tout ce que les hommes peuvent savoir, trouvent qu'ils ne savent rien, et se rencontrent en cette même ignorance d'où ils étaient partis ; mais c'est une ignorance savante qui se connaît ». En page 344, il écrit que « Les Académiciens » : par opposition aux Pyrrhoniens, absolument sceptiques, les Académiciens admettaient l'existence de propositions vraisemblables ». Nietzsche [4] a beaucoup disserté sur le savant qui peut être appelé de nos jours académicien. En page 11, il écrit que « Le savant est le serviteur de la masse ; toutes ses qualités, assiduité, régularité, probité sont celles d'un bon ouvrier ; le travail scientifique, morcelé comme il l'est entre mille spécialités, utilisant toutes les aptitudes et toutes les bonnes volontés, est par essence le contraire même d'une hiérarchie, l'émanation et l'image de la démocratie ». En page 34, il a écrit que : « Chez les savants, chez les esprits vraiment scientifiques, il peut y avoir quelque chose comme un instinct de la connaissance, un petit rouage d'horlogerie indépendant qui, bien remonté, s'acquitte bravement de sa tâche sans que les autres instincts du savant y participent pour une part essentielle. » Les véritables « intérêts » du savant sont sa famille ou son gagne-pain ou la politique. En page 288, il décrit l'aspect psychologique des académiciens en affirmant qu'« il y a des savants qui se servent de la science pour se donner une apparence de sérénité, parce que le goût du savoir fait supposer que l'homme est superficiel. Dans sa deuxième œuvre, Nietz-

che [5], en page 45, avertit le savant en lui faisant remarquer que « c'est une distinction d'avoir beaucoup de vertus, mais c'est un destin difficile ». Il confirme en page 53, que le savant peut faire du mal : « Plus il veut s'élever vers les hauteurs et la clarté, plus ses racines plongent dans la terre, vers le bas, dans les ténèbres et les profondeurs, dans le mal ». Il dénonce, en page 67, les agissements de certains faussaires dans la science en rappelant que « le peuple comprend bien peu ce qui est grand, ce qui est créateur, mais il a un flair pour tous les metteurs en scène et pour tous les comédiens des grandes causes ». Il fait remarquer en page 68 que même « le comédien a de l'esprit, mais un esprit sans conscience morale. Il croit toujours à ce qui lui permet le plus d'imposer sa façon de croire, à lui-même. Ces intellectuels se retrouvent déclassés, inaptes, dominés ». Soljenitsyne [6], un éminent scientifique russe, mathématicien et physicien, prix Nobel de littérature, déchu de sa nationalité pour son engagement pour la démocratie en ex-URSS, a écrit que : « si quelqu'un de son vivant, avait été qualifié d'« homme de science », et d'« émérite » avec cela, c'en était fait de lui ; la gloire dès lors l'empêchait de soigner, comme un vêtement trop somptueux empêche de bouger, et voilà le « chercheur émérite » qui déambulait avec sa suite semblable à quelque nouveau Christ au milieu de ses apôtres, et il se trouvait privé du droit de se tromper, privé du droit d'ignorer quelque chose, privé du simple droit à un instant de réflexion ; il pouvait être saturé, éteint, dépassé, mais il s'en cachait et tous attendraient inmanquablement de lui des miracles ».

Les publications scientifiques des académiciens

La Royal Society, ou société royale de Londres, était le grand moteur intellectuel de la science moderne et de l'invention technologique. Parmi les contemporains de Newton, Sir Robert Moray publia le premier journal scientifique au monde, Transactions philosophiques [7]. La science crée des valeurs matérielles, c'est à cela qu'elle sert. Les découvertes scientifiques, seules seraient valables celles qui ne portent pas préjudice à la morale et en premier lieu aux chercheurs eux-mêmes. Il faut savoir qu'il existe au moins huit mille revues scientifiques dans le monde. S'il faut juger un chercheur à ses fruits d'articles, il est des spécialités où les enseignants chercheurs mettent longtemps à produire les articles attendus. Dans cet article [8], il est écrit que la constitution de la première Académie des sciences et des technologies d'Algérie (ASTA) a suscité le courroux au sein de la communauté scientifique et médicale algérienne. En bas de cet article, dans le forum de discussion, un internaute anonyme sous le pseudo « Abouti », a écrit que « vouloir mettre sur le même pied d'égalité les publications de l'OPU et SNED qui, soit dit en passant, sont des copier-coller en partie des publications Elsevier et Springer avec ces dernières est une hérésie/infamie ». Détrompez-vous cher(e) monsieur ou madame. Même les éditeurs de journaux scientifiques étrangers sont tenus par la réalisation d'une forte commercialisation. D'où un grand profit, une grande distribution de dividendes et de ristournes incommensurables, de l'ordre de millions de dollars à leurs actionnaires. En effet : Springer a même publié des articles « douteux ». Cet éditeur allemand de publications scientifi-

ques a retiré de ses archives 16 articles générés automatiquement par un programme informatique et signalés comme des faux grossiers par un chercheur français [9]. Pour contourner les articles achetés en devises fortes, Elsevier Webshop, un grand éditeur européen de journaux scientifiques, invite via e-mails les chercheurs à lui soumettre leurs articles. L'article sera édité par un expert de leur sujet de recherche, les éditeurs sont tous natifs anglais ou de langue maternelle anglaise, issus des prestigieuses universités du monde, le service est rapide, le manuscrit sera corrigé et renvoyé à l'envoyeur en cinq à sept jours, choisir l'anglais britannique ou l'anglais américain, les prix commencent à partir de 200 \$. Il est aussi écrit dans le même article [8] que le jury international pour le choix des académiciens algériens était composé d'académiciens issus de l'Académie des sciences et celle des technologies de France, l'Académie des sciences des Etats-Unis, l'Académie royale de Grande-Bretagne et l'Académie royale de Suède. Il faut savoir que de nos jours et aux USA, on devient membre de Droit d'une société savante, non pas pour la somme de ses travaux scientifiques réalisés, mais en payant une adhésion (Membership Dues). Pour 2015 et pour adhérer à la société savante, American Chemical Society, la Société Américaine de Chimie [10], les prix sont de : -Regular or Reinstating Member \$158.00 USD, Graduate Student Member \$79.00 USD, First Year Graduate Student Member \$39.50 USD, Undergraduate Student Member Without C&EN \$27.00 USD, With C&EN electronic or print delivery \$50.00 USD et Non-Scientist/Society Affiliate \$158.00 USD. Même un « non scientifique » peut devenir membre de cette société savante. Quant aux chercheurs des sciences médicales, leurs découvertes ou publications, en général des études de cas pathologiques qui leur sont présentés dans des hôpitaux ou centres de soins médicaux, ne sont pas un secret d'Etat. Toujours selon cet écrit [8], pourquoi refusent-ils de se soumettre aux avis de leurs pairs, scientifiques médicaux étrangers ? Les travaux de tout scientifique doivent être communs ou publiques, universels et accessibles à tous et dans le monde entier. Ces médicaux savent bien que rester ou évoluer entre Algériens, sans témoins étrangers, est une union consanguine qui ne produit en général que des trisomies.

On a besoin d'audit et de participation des étrangers dans l'enseignement supérieur et la recherche. La formation et la création de laboratoires de recherche multiethniques est indispensable pour hausser le niveau des études supérieures. La science est universelle ! L'heure est, pour les universitaires, à l'indétermination, l'indécision la plus inquiétante.

Conclusion

Les universitaires compétents, la haine qu'ils inspirent semble causée par le sentiment de leur supériorité intellectuelle. Les pouvoirs publics ont fait des indemnités et des salaires des enseignants chercheurs un sujet « tabou ». Sachant que le coût de la vie en Algérie est plus élevé qu'en Europe, en Amérique ou au Moyen Orient, ces mêmes pouvoirs publics veulent que les scientifiques algériens soient compétitifs avec ces étrangers à 1000 euros par mois. Les grands problèmes, chômage, déficit de la balance commerciale, pouvoir d'achat, insécurité... ont-ils une chance d'être résolus par l'instauration et la magie d'une nouvelle académie des sciences ?

*Universitaire

Références

- 1 <http://www.academie-francaise.fr/les-immortels/lhabit-vert-et-lepee>
- 2 Platon. La République. Traduction et Notes par R. Baccou. Garnier-Flammariion, 1966.
- 3 Pascal. Pensées. Texte établi par Léon Brunschvicg, GF Flammarion, 1976.
- 4 Nietzsche. Par-delà le bien et le mal. Traduit de l'allemand par Geneviève Bianquis. Union Générale d'Éditions. Paris VI, 1988. Titre original : Jenseits von Gut und Böse.
- 5 Nietzsche. Ainsi parlait Zarathoustra. Traduction et présentation par G-A Goldschmidt. Le livre de poche. Librairie Générale Française, 1972.
- 6 Alexandre Issaievitch Soljenitsyne. Le Pavillon des cancéreux. Traduit du russe par Alfreda et Michel Aucouturier, Lucile et Georges Nivat, Jean-Paul Simon. Julliard, 1968, p.552.
- 7 Jonathan Black. L'histoire secrète du monde. J'ai lu, éditions Florent Massot, 2009, p.521.
- 8 Djamilia Kourta. Académie algérienne des sciences et des technologies : la communauté scientifique crie au scandale. El Watan, l'Actualité, jeudi 11 juin 2015, p.5.
- 9 Science : un éditeur abusé par de fausses études générées par informatique. Le Quotidien d'Oran, Société, samedi 1^{er} mars 2014, p.17.
- 10 <http://www.acs.org/content/acs/en/membership-and-networks/acs/join/categoriesprocess.html>

Les attentats de Sousse réveillent les démons des Algériens

Après l'innommable acte terroriste de Sousse ayant visé explicitement des touristes étrangers et ayant fait 38 victimes parmi eux, la Tunisie subit de plein fouet le contrecoup de cette barbarie, par l'arrêt brutal du flux touristique et le départ dans la panique de ceux qui sont déjà sur place, menaçant d'effondrement les rentrées de devises de ce pays, dont l'économie est étroitement tributaire.

Par Benzatat Youcef

C'était cela l'objectif visé par cette opération kamikaze : mettre à genoux la révolution tunisienne qui n'arrête pas d'afficher des performances de plus en plus spectaculaires en matière de démocratie et de toutes valeurs universellement partagées et la principale d'entre elles : la souveraineté.

Beaucoup a été dit à ce propos concernant le refus catégorique de la Tunisie de se soumettre aux convoitises des puissances impérialistes, notamment son alignement sur les plans colonialistes de l'Otan par l'ouverture de son territoire à l'implantation d'une base militaire de l'Africom. Mais ce refus ne constitue pas en soi la principale motivation de cet acte odieux que l'on pourra qualifier sans aucun doute d'«acte de guerre». La Tunisie est devenue un symbole et un exemple à suivre, un modèle pour les pays de la rive sud de la Méditerranée en matière de transition démocratique et d'affirmation de soi en tant que singularité culturelle régionale, produit d'une entité civilisationnelle millénaire. Un poste avancé, en quelque sorte, d'un bloc régional en devenir, dont les fondations trouvent leurs racines dans les ruines de la civilisation arabo-islamique agonisante. C'est ce bloc régional souverain en devenir, par son caractère menaçant pour les intérêts des puissances impérialistes dans la région, qui constitue la principale motivation de vouloir mettre ce symbole, qu'est la Tunisie, à genoux. L'impérialisme a déjà fort à faire avec les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) auxquels ne cessent de se joindre d'autres pays dits émergents. Il ne saurait s'accommoder de l'émergence d'un nouveau bloc régional concurrent, qui serait régi par des débats contradictoires au sein de ses assemblées dans des régimes démocratiques, qui seraient enclins à négocier aussi bien leur souveraineté politique qu'économique, leur préférant des assemblées croupions, totalitaires et autoritaires, facilement maniables et perméables à la corruption. La preuve en est que le débat au sein des élus tunisiens avait conclu au rejet de l'installation d'une base militaire de l'Africom sur leur sol.

L'opération qui consiste à faire barrage à l'émergence de ce bloc régional s'était déjà affirmée avec la contre-révolution menée par les puissances impérialistes contre le réveil des peuples de cette région pour l'accomplissement d'une révolution politique. Aidés en cela par les monarchies réactionnaires de la région, ayant depuis longtemps basculé dans leur camp. Depuis qu'ils avaient abandonné la lutte du peuple palestinien pour le recouvrement de sa souveraineté. En infiltrant les processus insurrectionnels par le soutien financier et logistique des hordes djihadistes, pour semer chaos et destruction, pour finir par imposer le statu quo, notamment en Libye, en Egypte, en Syrie, au Yémen, voire en Irak. Ils ont cependant échoué, aussi bien en Tunisie qu'en Algérie, pays sur lesquels la pression demeure constante. L'attaque contre le musée du Bardo ou celle de Sousse répondent à la même logique que celle opérée contre le complexe gazier de Ti-guentourine ou l'enlèvement et l'assassinat d'Hervé Gourdel.

Dans ce contexte, beaucoup d'Algériens ont manifesté spontanément leur solidarité avec les Tunisiens, promettant de déjouer frontalement le complot qui s'est abattu sur leur révolution. En ef-



fet, depuis l'annonce de l'infamante nouvelle de l'attaque de Sousse, le mot d'ordre est à la mobilisation générale sur les réseaux sociaux, promettant d'envahir en masse les lieux touristiques tunisiens pour passer les vacances et pallier la désertion des touristes étrangers, afin de soutenir l'économie tunisienne.

Mais en réaction à cette mobilisation massive, des voix d'autres Algériens se sont élevées pour afficher une distance, motivée différemment selon les uns et les autres. Les plus significatives se résument : soit au reproche fait aux Tunisiens de n'avoir manifesté aucune solidarité active pendant les années de sang, soit que les Algériens devraient plutôt s'occuper à balayer devant leur porte, en se mobilisant contre les djihadistes encore présents sur leur propre sol, ou encore, se mobiliser pour instaurer chez eux un Etat de droit et parvenir à mandater eux-mêmes leurs gouvernants et non pas qu'il leurs soient imposés comme c'est le cas. A côté de ces principales motivations, il y a les sceptiques qui qualifient cette attitude d'émotivité irrationnelle, conditionnée par l'immaturité et la témérité excessive qui caractériserait généralement les Algériens, allant jusqu'à la comparer avec l'évènement d'Omdourman.

Il n'est pas dans mon intention de disserter sur cette mobilisation et sur ces voix qui s'y opposent dans ce court article, encore moins prétendre apporter des réponses suffisamment argumentées, qui relèvent par certains aspects du domaine de la psychopolitique. Je me limiterai à donner mon sentiment global, dans lequel je considère que nous avons affaire à un état de frustration généralisé, aussi bien chez ceux qui se sont portés volontaires pour cette mobilisation que ceux qui s'en sont démarqués.

D'abord une frustration liée au **sentiment de solitude**, d'isolement et d'indifférence de la part du monde extérieur devant leur souffrance à ne pas disposer de

leur destin souverainement, qui fait dire aveuglement aux uns que les Tunisiens n'avaient pas manifesté de solidarité active pendant les années de sang. Comment le pourraient-ils, pris en étau eux-mêmes entre une mouvance islamiste larvée et une dictature qui réprime violemment toute tentative d'expression politique, fût-elle en solidarité avec un autre peuple. En refoulant le fait que les Tunisiens étaient parmi ceux qui avaient le plus soutenu activement la guerre d'indépendance.

La frustration liée au **sentiment de persécution**, celle de ne pas avoir définitivement tourné la page des années de sang, par l'impunité dont bénéficient les ex-djihadistes. Ajouté à cela un désir de vengeance contre le laxisme apparent observé par le pouvoir vis-à-vis des djihadistes toujours actifs sur le sol algérien, ainsi que l'impunité des inquisiteurs qui officient publiquement sans s'inquiéter. On a l'impression que les uns veulent aller jusqu'en Tunisie pour exorciser les démons djihadistes qui les persécutent toujours, et les autres à reprocher à la conscience collective de ne pas agir pour éradiquer ce fléau chez eux.

La frustration de l'**échec**, qui pourrait s'interpréter par le fait : qu'à défaut de faire la révolution chez eux, les Algériens se mobilisent pour sauver celle des Tunisiens, comme ils manifestent leur solidarité avec le peuple palestinien à chaque fois que celui-ci est agressé par l'occupant sioniste. Une frustration qui se nourrit aussi bien de l'échec de la transition démocratique initiée après 1988 que celle de la confiscation de la souveraineté populaire au tournant de l'indépendance nationale. Par-delà la solidarité inaliénable et sans condition avec les peuples qui luttent pour leur autodétermination afin de disposer d'eux-mêmes et reconquérir leur souveraineté, héritée de notre glorieuse révolution, dont les Algériens demeurent profondément imprégnés.

La frustration induite par la **jalousie** ; celle exprimée par ceux qui dénie à la révolution tunisienne toute crédibilité, la qualifiant de complot impérialo-sioniste, qui seraient excessivement frustrés que les Tunisiens soient meilleurs pour avoir réussi une transition démocratique par le débat, sans violence, ni assistance. Au même titre que les nationalo-conservateurs adeptes du statu quo, qui trouvent dans la réussite de cette révolution une menace sur les privilèges qu'ils tirent de cette situation !

La frustration devant l'**impuissance** ; celle des sceptiques qui semblent exprimer leur désolation devant la conscience pré politique dans laquelle la grande masse de la population se trouve aliénée. Par-delà le fait d'avoir fait échouer les plans diaboliques des convoitises impérialistes en s'obstinant à continuer à subir la dictature plutôt que de succomber à leurs complots, notamment à l'occasion des marches de la CNCD, bien que la barbarie subie durant les années de sang ait joué à plein son rôle inhibiteur.

Autant de frustrations qui ne sauraient justifier la démobilisation devant cette aide précieuse et ce soutien aussi vital à nos voisins et amis Tunisiens devant la tragédie qui les a frappés, menaçant les fondations de leur Etat et de leur révolution. Comme l'ont fait beaucoup de touristes européens, pour avoir également manifesté leur sympathie et leur solidarité avec le peuple tunisien, en refusant de céder à la panique et en choisissant de ne pas quitter la Tunisie, pendant que d'autres ont refusé d'annuler leurs vacances dans ce pays et continuent d'y affluer. D'autant que cette mobilisation bénéficiera en retour non seulement aux Algériens eux-mêmes, par l'expérience acquise dans leur participation indirecte à la révolution tunisienne, et d'éveiller un peu plus leur conscience politique, mais de permettre de maintenir la flamme du processus de transition démocratique en cours dans la région toujours allumée.

Crise grecque : l'Europe va-t-elle trahir ses origines ?

La question grecque n'est pas une banale actualité d'un petit pays européen en difficulté financière, mais c'est un événement majeur qui peut peser sur le cours de l'histoire si le divorce est consommé entre l'Europe et Athènes.



Par Abdellatif Bousenane

Les faits se succèdent après l'arrêt provisoire des aides financières par l'euro groupe, le Premier ministre grec Alexis Tsipras a décidé de fermer ses banques pour une semaine comme une démarche préventive pour empêcher surtout la fuite de grandes sommes d'euros, par conséquent les marchés financiers s'affolent et pas seulement dans les capitales européennes, car la crainte d'une sortie de la zone euro est plus que plausible. Après la confirmation par le ministre des Finances grec du non-paiement de la somme de 1,6 milliard d'euro au FMI prévu pour ce 30 juin, il reste le paiement des 3,5 milliards d'euros à la Banque centrale européenne prévu pour le 20 juillet. Dans la foulée, l'euro-groupe a annoncé qu'il ne renouvelerait pas le plan d'aide dont bénéficie Athènes depuis 2012 au-delà du 30 juin. Enfin, en attendant le résultat du référendum fixé le 5 juillet par le nouveau gouvernement progressiste grec qui a appelé à un vote massif contre les propositions de Bruxelles.

L'EUROPE POLITIQUE EN PANNE !

Toutefois, quand on lit les grands titres de la presse parisienne, les titres les plus influents qui reflètent l'état d'esprit des décideurs du moment dans l'Union, on comprend aussitôt que les puissants ont décidé effectivement d'aller jusqu'au bout de leur menace pour faire rentrer Syriza dans le rang. Dans une démarche très arrogante et très peu rationnelle on veut soumettre les Grecs au chantage de la loi de la finance toute-puissante. Il faut tout de même le rap-

peler, l'Europe ainsi que la démocratie puisent leurs origines, leur histoire, leur civilisation essentiellement de l'héritage gréco-romain, notamment de l'ancienne philosophie grecque. Ainsi donc la sortie de la Grèce de la zone euro, voir de l'Union européenne est un échec total du fondement même de l'esprit de l'Union.

Au moment où le Premier ministre français, d'origine espagnole, manuel Vals évoque une « guerre de civilisations » pour qualifier un acte, certes barbare, mais qui reste probablement un faits divers dans l'Hexagone, une déclaration très gênante, très dangereuse et lourde de conséquences sur la cohésion sociale de son pays, on se demande si l'Europe va sacrifier les origines de sa civilisation au détriment de la finance ? Y a-t-il une volonté de punir le peuple grec d'avoir choisi un gouvernement très à gauche au goût de l'idéologie dominante ? Parce que, par cette décision l'Europe de la démocratie ne respectent pas le vote d'un peuple souverain et veut instaurer dès lors une Europe de finance car on va déléguer une fois pour toutes le pouvoir politique aux créanciers-financiers, c'est-à-dire aux intérêts de groupes et de personnes qui ne se soucient guère ou très peu des intérêts des peuples et des nations. Par définition, le métier d'un banquier, un professionnel de la finance, est de générer des profits et non planifier des programmes pour l'avenir des peuples de ce continent. Cela est de la compétence des politiques.

L'AUSTÉRITÉ, UNE IDÉOLOGIE ?

C'est vrai qu'il y a une responsabilité avérée de la part des gouvernements grecs successifs, par leur mauvaise gestion et par leur laxisme. C'est vrai aussi qu'il y a un problème de fiscalité en Grèce, mais le plus grand problème de la Grèce ces dernières années c'est l'austé-

rité, il faut quand même souligner que le pays a subi 8 plans d'austérité depuis 2009 ! Cette approche économique qui est devenue une sorte d'idéologie, voir de « dictature » qui pèse sur la croissance du pays et qui rend impossible n'importe quel espoir de sortie de ce cercle vicieux. Puisque l'austérité signifie moins de dépenses, moins de salaires, donc moins de consommation, moins d'impôts, moins de ressources pour l'État. (Cela peut freiner les tentations d'austérité de notre gouvernement en Algérie lors de l'élaboration de la LFC les jours prochains).

Quel que soit le résultat du vote de dimanche, si les technocrates européens persistent dans leur logique suicidaire, la spirale de défauts de paiement ne s'arrêtera pas à Athènes, car il y aura d'autres comme l'Espagne, un poids lourd économique, l'Irlande aussi, le Portugal etc. Ce qui peut entraîner l'effondrement d'une Europe qui a délaissé ses valeurs et ses fondements. Des répercussions planétaires sont, de ce fait, inévitables avec une dévaluation sévère de la monnaie unique. Ainsi, l'Europe trahira son histoire, ses origines, son idéal et compromettra son avenir.

Bref, une majorité de soutien à la Grèce vient, certes, de la gauche, des progressistes et des anticapitalistes, mais l'enjeu est tellement immense que ce soutien doit dépasser les frontières idéologiques et s'élargir à tous les protagonistes qui croient en une Europe politique. Ceux qui refusent que la finance et le fric soient les seuls maîtres qui imposent la loi de la jungle. Les humanistes de tous bords, les démocrates-chrétiens et même les capitalistes qui s'attachent toujours aux valeurs et à la morale de l'esprit capitaliste et qui ne se reconnaissent plus dans ce modèle néolibéral sauvage, très arrogant et qui représente une vraie menace sur la paix dans le monde. Cela est la vraie guerre « de civilisations » !

LA CHRONIQUE DU BLENDARD

Paris : Akram Belkaïd



Grèce, Tunisie : le FMI, ce pyromane

On le donnait pour mort, privé de la plupart de ses moyens de pression, décrédibilisé par son incapacité à prévenir les récentes crises financières. Mais non seulement le cadavre bouge encore mais il semble avoir retrouvé une nouvelle vie et sa forme des années 1980. Il s'agit, bien entendu, du Fonds monétaire international (FMI) lequel est dans l'actualité en raison de la crise grecque. Il faut se souvenir que dans les années 2000, nombreux sont ceux qui se posaient la question de savoir à quoi allait bien pouvoir servir cette institution tant décriée par les pays en développement.

C'était l'époque où de nombreux pays, dont l'Algérie, avaient remboursé – parfois de manière anticipée – leur dette contractée auprès du « grand argentier », expression consacrée et politiquement correcte préférée à celle de « prêteur sur gages » car, en réalité, c'est bien cela qu'est le FMI. Le panorama était alors pour lui déprimant. Aucune crise financière majeure à gérer, des pays jadis fauchés devenus moins demandeurs de capitaux grâce à la forte hausse de la majorité des matières premières, notamment le pétrole, les métaux et les denrées agricoles : le « banquier global » (autre appellation) frisait le chômage technique.

Et c'était d'autant plus vrai qu'il faisait aussi face à la concurrence de la Chine en Afrique. Pour mémoire, Pékin a accordé de nombreux prêts à des pays du Continent sans imposer les mêmes exigences en matière de réformes structurelles que l'institution de Washington. Cette dernière a bien protesté, essayé de convaincre les États-Unis et l'Europe de faire pression à la fois sur le prêteur et les emprunteurs mais en vain. En Afrique comme en Asie, le FMI avait perdu son monopole. Cela ne veut pas dire que la Chine, et d'autres pays émergents prêteurs comme le Brésil, n'avaient pas d'arrière-pensées (comme la sécurisation des gisements miniers) mais, au moins, n'exigeaient-ils aucune réforme douloureuse de leurs partenaires.

Aujourd'hui, la situation a changé. Comme le montre la crise grecque, le FMI s'est trouvé une nouvelle jeunesse et a renoué avec ses comportements d'antan : inflexible, arrogant, donnant, sans honte, des leçons au peuple grec en matière de fiscalité – les cadres dirigeants du Fonds ne paient pas d'impôts... - et acculant la Grèce dans les cordes au risque de la faire sortir de la zone euro et de provoquer une réaction en chaîne que personne n'est capable de prévoir aujourd'hui. Au passage, on ne peut que déplorer le fait que les Européens ont commis une erreur magistrale en permettant au FMI de participer au premier sauvetage de la Grèce durant la période 2009-2010. C'était faire entrer le loup dans la bergerie alors que les Européens, ou du moins les membres de la zone euro, auraient dû régler cette affaire entre eux. A moins que certaines capitales, dont Berlin, aient voulu qu'un père fouettard extérieur fasse un exemple au sein de la « famille » de la monnaie unique...

Les partisans de l'attitude du FMI à l'égard d'Athènes mettent en avant la nécessaire orthodoxie financière. La nécessité pour celui

qui s'endette de payer ce qu'il doit et la nécessité pour le Fonds de s'assurer qu'il aura les moyens de le faire (quitte à sabrer dans les budgets de la santé et de l'éducation...). D'autres thuriféraires de « l'institution de Bretton Woods » (autre appellation) mettent en avant que le FMI ne peut pas accorder un traitement privilégié à la Grèce sans provoquer la colère d'autres pays qui ont eu affaire à lui. En clair, Christine Lagarde, sa directrice générale, et ses équipes doivent cogner parce qu'elles ont cogné ici et là. Ce ne serait donc pas pour complaire à l'Allemagne que « l'encaisseur global » reste ferme face au gouvernement Tsipras, mais pour ne pas provoquer l'ire de l'Argentine ou de l'Indonésie. Qui peut croire à ce genre de fadaïse ?

Soyons clairs, ce qui fonde l'action du FMI, c'est l'idéologie. Et ce qui se joue dépasse de loin la simple équation financière et budgétaire d'un pays qui a longtemps vécu au-dessus de ses moyens et à qui les banques ont prêté sans vraiment réfléchir à ce qu'elles faisaient. Dans ce qui se trame autour de la Grèce, c'est la nécessité de punir un gouvernement de gauche jugé hermétique ou hostile aux thèses néolibérales. C'est jouer le pourrissement pour que, de guerre lasse, le peuple retire sa confiance à ceux qu'il a élus. C'est jouer l'instabilité et, en passant, adresser un message explicite à d'autres peuples européens qui pourraient avoir la mauvaise idée de voter de la même manière. Et l'on sait comment tout cela peut se terminer. Par une grave crise politique voire par une victoire future de l'extrême-droite.

Le FMI joue aussi avec le feu en Tunisie. Voilà un pays qui chancelle, où le manque d'amélioration économique renforce la désespérance des jeunes, ce qui ne peut qu'alimenter le terrorisme. On le sait, la Tunisie a besoin d'une aide multiforme, à commencer par plusieurs milliards de dollars – au moins une dizaine – pour équilibrer les comptes, investir dans les infrastructures et relancer la machine économique. Au lieu de cela, le FMI chicane et pérore. Son message est simple : point de réformes structurelles – autrement dit de nouveaux sacrifices pour la population – point d'argent (si peu d'argent, d'ailleurs...). Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce que ce pays soit submergé et qu'un régime théocratique s'y installe ? Il est vrai que l'islamisme politique s'accommode fort bien des dogmes néolibéraux...

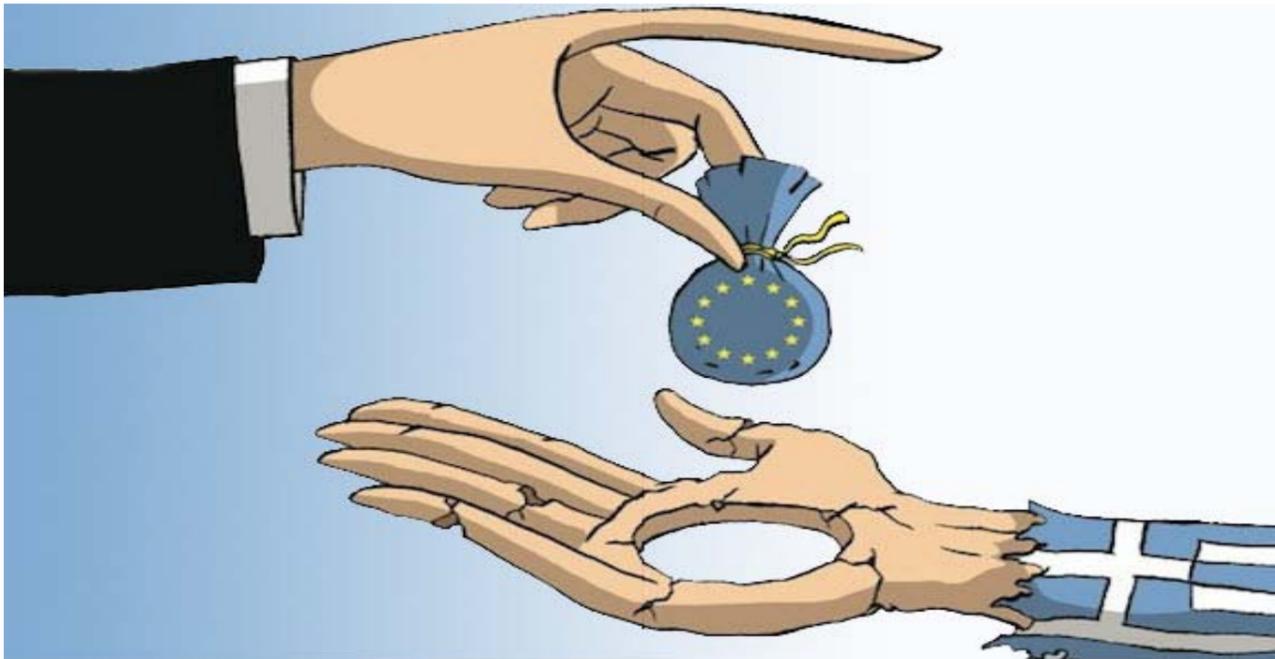
Au milieu des années 1990, le FMI a voué aux gémonies la Malaisie parce que son gouvernement a décidé le contrôle des changes pendant la crise asiatique. Le Fonds s'en est pris ensuite aux politiques économiques de l'Argentine. Deux décennies plus tard, des études pondues discrètement par les économistes de l'institution reconnaissent que cette dernière s'est trompée. Idem pour l'austérité prônée en Europe de l'Ouest après le choc de 2008 et que le Fonds juge désormais trop radicale. Prenons le pari : dans quelques années, l'un de ses inutiles fonctionnaires viendra nous expliquer que le FMI a manqué de perspicacité dans les dossiers grec et tunisien. Mais il sera peut-être trop tard pour la démocratie...

la **Chronique**
de Paris
Par Pierre Morville



L'Union européenne voulait tancer
le mauvais élève grec et fout
le feu à l'école !

Europe-Grèce, dérapages non contrôlés



Mardi soir à minuit : Dong ! Dong ! Dong !... Mardi soir à minuit, la Grèce a fait officiellement défaut de ses remboursements au Fonds monétaire international, la banque des Etats. « Cette fois, c'est fini ! », « Saut dans l'inconnu », « Un chaos absolu », « Une dégradation de l'intégration européenne », « La zone euro en danger ? », « La Grèce se retrouve dans la situation du Soudan ou de la Somalie », « Terrible signal »... On est quelque peu en panne d'imagination dans les rédactions : depuis plusieurs semaines, les journalistes ne savent plus quoi inventer comme titre (la preuve au-dessus !) pour qualifier cette interminable chronique d'un divorce d'autant plus annoncé que personne, au début et même jusqu'à ces derniers jours, n'y croyait vraiment. Les uns pensaient que les Grecs allaient plier sous les menaces européennes, les autres estimaient que la Commission européenne, le Conseil européen qui réunit les chefs d'Etat, et le FMI allaient « faire un geste », tout le monde croyait qu'on allait trouver une « solution », bancale, temporaire, injuste... mais qui allait permettre à l'Europe de sauver les meubles.

Patatras ! Rien n'a marché, ni les vraies-fausse menaces, ni les vraies-fausse promesses tenues de part et d'autre. Du coup, c'est tout l'édifice européen, vieille institution de 65 ans, qui s'en trouve ébranlé...

La Commission européenne a fait une « proposition de dernière minute » à Alexis Tsipras lundi soir, lui demandant d'accepter la dernière version des propositions des créanciers. Mais le 1^{er} ministre grec est resté sur ses positions : Alexis Tsipras va organiser en Grèce, dimanche prochain, un référendum sur les propositions des créanciers. La question posée aux Grecs sera : « La proposition soumise par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international lors de l'Eurogroupe du 25 juin 2015, qui consiste en deux parties qui forment ensemble leur proposition globale, devrait-elle être acceptée ? ».

S'il faut prendre un peu de temps pour comprendre la question, les réponses sont claires dans la tête des Grecs : si on vote « Non », on dit notre ras-le-bol de l'extrême austérité imposée depuis cinq ans par la Commission européenne et on dit aux Eurocrates d'aller se faire voir (ailleurs que chez les Grecs !). Mais si on vote « Oui », on rentre dans le couloir des incertitudes glacées sur l'avenir... Si on dit « Oui », on poursuit en revanche indéfiniment la cure de misère imposée par l'Union.

Il y a des alternatives plus souriantes. Mais il y a fort à parier que malgré les dangers, les menaces multiples, les fausses promesses, les chantages odieux d'une partie de « l'eurocra-

tie » qui appelle massivement à voter « Oui », le peuple grec dira « Non ».

LA DOGMATIQUE DE L'AUSTÉRITÉ

Ce qui est frappant dans cette affaire, c'est la totale disproportion entre les faits initiaux et leurs conséquences. Car il faut ramener quelques éléments essentiels de cette affaire à leur juste proportion.

Le PIB de la Grèce ne représente que 2% des PIB cumulés des 28 Etats de l'Union européenne, sa dette aussi importante soit-elle à l'échelle du pays, est marginale pour l'ensemble de l'Europe et donc aisément soluble.

Si le sujet est si sensible, c'est que les directives prises par la Commission européenne, le Conseil européen, la Banque centrale européenne, pour régler une crise beaucoup plus sérieuse et menaçante, la stagnation actuelle de l'économie européenne, ne sont guère convaincantes. Lorsque la crise économique mondiale née aux États-Unis s'est convertie en 2010 en une crise des dettes souveraines en Europe, le Vieux Continent s'est trouvé désarmé : l'essentiel de l'exécutif européen reste persuadé qu'à toute difficulté, la purge est la seule solution. « Comme les médecins de Molière qui, quels que soient les symptômes, recommandaient une saignée, quitte à faire mourir le malade, explique l'économiste Robert Boyer dans Libération, ces programmes d'austérité résultent d'une étrange alliance. D'abord, la victoire d'une macroéconomie anti-keynésienne qui fait de la mauvaise gestion du secteur public l'unique facteur de crise. Cette approche a conduit à proposer un modèle imaginaire dans lequel l'austérité est la condition de la reprise économique et de la croissance. Ensuite, dans la conception allemande, toute dette est connotée négativement comme l'expression de la volonté de vivre au-dessus de ses moyens ». Angela Merkel a d'ailleurs pris la tête des « sanctionneurs » de la Grèce, face à un François Hollande plutôt partisan d'une poursuite de la médiation mais dont les interventions furent bien trop timides pour être réellement efficaces.

Autre paradoxe, tout le monde sait que la Grèce, quelle que soit l'issue de cette crise ne sera pas en capacité de payer ses dettes, dues essentiellement à des banques privées, les mêmes qui ont failli faire chavirer l'économie mondiale lors de la crise financière de 2008/2009 !

Enfin, la montée de la dette européenne aurait pu être ajustée, c'est pour cela que la monnaie est avant tout un instrument politique. Mais les Allemands sont vissés sur le dogme de « l'euro fort », interdisant toute dévaluation, qui permet une relance des investissements, notamment par des investissements publics, et à terme le retour à de la croissance.

Car l'économie européenne, la zone économique la plus riche du monde, est dans l'atonie la plus complète : les perspectives d'1 à 1,5% de croissance l'an prochain ne permettent même pas de maintenir la machine productive à niveau.

Pour Bruxelles ou Francfort, siège de la BCE, il ne peut exister pas d'issue possible sans rigueur et sacrifices extrêmes, des conceptions peu éloignées de sacralisation de la pénitence chère aux chrétiens...

Donc, pour l'exécutif européen, la Grèce doit servir de leçon. Car lui donner des marges de manœuvres supplémentaires pour retrouver de la croissance et être capable de payer ses dettes pourraient donner de mauvaises idées à d'autres pays européens qui pourraient être tentés de suivre le mauvais exemple grec. On pense notamment à l'Espagne, à l'Italie ou au Portugal. Il existe également le cas d'autres pays, notamment à l'est de l'Europe, qui ont déjà accepté et subi de sérieuses cures d'austérité (sans succès, apparemment) et qui s'écrient « Pourquoi nous, et pas la Grèce ? ».

LE DÉSENCHANTEMENT EUROPÉEN

On ne connaît pas encore l'ampleur des conséquences de la crise euro-grecque, ni pour ce petit pays, ni pour l'ensemble européen. Une crise générale des marchés boursiers et obligataires européens, à l'issue de ce 1^{er} manquement d'un Etat de l'UE, tant redoutée ne semble pas aujourd'hui à l'ordre du jour. Mais les conséquences en font trembler plus d'un : « la sortie de la Grèce de la zone euro ? Un risque de chaos absolu, commente l'économiste Philippe Dessertine, on ne sait plus où on va. Le système mondial est déjà fragilisé par les politiques des banques centrales et les chocs monétaires et boursiers de plus en plus violents qui frappent les marchés financiers. Un Grexit provoquerait un triple tremblement de terre : sur les monnaies, les actions et les obligations. Les pays de la zone euro risquent de voir revenir la spéculation et de se retrouver avec une économie paralysée par sa monnaie et sans ressort ».

Le référendum grec met en tous cas à jour bon nombre de difficultés jusqu'à présent discrètement glissées sous le tapis.

Tout d'abord, l'Union européenne, initiative historiquement très originale, qui rassemble des peuples qui se sont fait la guerre pendant des siècles, ne suscite plus guère les enthousiasmes des débuts. « Les fêtes de l'Union » qui se tiennent en Europe tous les 9 mai (en hommage à un discours fondateur de Maurice Schuman, le 9 mai 1950) ne sont guère courues par les publics. Et les objectifs ambitieux des Pères fondateurs en matière de démocratie et de progrès sont bien oubliés :

« nous pourrions construire les Etats-Unis d'Europe, libres, vigoureux, pacifiques et prospères » (Alcide de Gasperi). Ah, oui ?

Pour les Européens d'aujourd'hui, l'Union européenne, c'est un « machin » guère démocratique, très éloigné d'eux, qui prend quotidiennement, hors de tout contrôle, des tonnes de décisions le plus souvent peu compréhensibles et contraignantes pour le consommateur et le salarié, coûteuses pour le contribuable.

Dix ans après le « non » français retentissant au Traité constitutionnel européen (TCE), l'euroscpticisme se porte comme un charme. L'intégration européenne n'a eu de cesse de se dégrader depuis ces dix dernières années. Si les raisons de ce désamour sont évidemment multiples (à commencer par la crise financière dans laquelle l'UE a joué un rôle perçu essentiellement comme négatif), le traité de Lisbonne, dernière avancée vers une Constitution européenne, porté par Nicolas Sarkozy avec le soutien de l'opposition pour mettre un terme à la crise ouverte par le « non » français est encore pointé du doigt par les deux camps : « Il y a dix ans, le peuple français a donné son avis. Deux dirigeants, Nicolas Sarkozy et François Hollande, se sont accordés pour que le non des Français se transforme en un oui. Donc depuis dix ans, l'Europe est illégitime en France », tranche Jean-Luc Mélenchon, cité par le Huffington Post. Dans beaucoup de pays européens, des partis « eurosceptiques » de gauche comme de droite ont plutôt le vent en poupe et l'affaire grecque ne va pas les minorer.

Tout d'abord parce qu'Alexis Tsipras en décidant de demander son avis au peuple grec « a délibérément renvoyé au domaine politique une négociation que les partenaires de la «Troïka» voulaient maintenir dans le domaine technique et comptable », pointe l'économiste Jacques Sapir.

S'il y a une annonce politique à retenir dans le brouhaha qui entoure la tragédie grecque en représentation sous les yeux des citoyens, c'est celle-ci : dans la zone euro, le référendum est une pratique « in-ter-dite », commente Hervé Nathan. La sentence est en effet tombée samedi de la bouche de Jeroen Dijsselbloem, social-démocrate néerlandais et président de l'Eurogroupe (la réunion des ministres des Finances des pays participant à l'euro). L'annonce par Alexis Tsipras d'une consultation populaire sur le plan de « sauvetage » de la Grèce, a-t-il proclamé, « met fin à la poursuite des négociations ». « Dix-huit ministres de pays démocratiques ont donc discuté de mesures concernant le dix-neuvième, mis à la porte... », poursuit le journaliste de Marianne.

DÉBARQUÉE DE FORCE ?

Si le « non » est majoritaire, dimanche prochain, les instances européennes sont donc unanimes : dehors, les fainéants ! Exit la Grèce de la zone Euro ! Mais comme l'UE est une immense machine bureaucratique, la sortie de la Grèce n'est pas si simple que cela : la Grèce peut quitter volontairement l'Euro mais aucune procédure ne permet d'exclure un pays de l'Union Economique et Monétaire (non réel de la «zone Euro») ! S'il peut y avoir une séparation, elle ne peut avoir lieu que d'un commun, à l'amiable. Et si la Grèce votait « non » et voulait rester dans la zone Euro (pourquoi s'en priverait-elle ?) ? L'UE peut toutefois pousser un pays vers la sortie de manière indirecte, via des pressions économiques. « Ce scénario circulait en 2012 pour la Grèce. Si Athènes ne poursuivait pas ses efforts de rigueur, les Etats membres pouvaient envisager d'interrompre le versement des aides et la BCE de stopper les prêts aux banques. A court de liquidités, le gouvernement n'aurait eu d'autres choix que de réimprimer des drachmes, sortant ainsi de facto de la zone euro », rapporte Le Figaro. Un tel scénario, s'il s'appliquait, strictement contraire à tous les discours sur « la démocratie, les progrès de civilisation et l'amitié entre les peuples frères » si chers à notre eurocratie, viendrait plus qu'écorner l'image de l'UE auprès des 500 millions d'Européens.

Reste donc, d'une façon ou d'une autre, la reprise du dialogue, peut-être avec une Banque centrale européenne qui, bonne surprise, semble ces derniers jours un peu moins dogmatique. Ou alors...

Ce qui se joue en Libye

Par Arezki Derguini *

La guerre en Libye met en jeu, au travers d'un système de relations internationales[1], la prise que peuvent avoir sur les ressources libyennes différentes parties prenantes. Le motif qui justifiait le renversement du régime de Kadhafi mettait en rapport les usages qu'il produisait de ces ressources et d'autres plus profitables qu'il contrariait. Dès lors que son emprise pouvait lui être contestée de manière légitime du fait des usages qu'il en accomplissait, les puissances internes et internationales purent se mettre en action. Aujourd'hui, pour ces puissances il s'agit d'établir les nouvelles emprises qui permettront les nouveaux usages. La guerre qui se poursuit au-delà du renversement du régime de Kadhafi durera tant qu'un consensus ne sera pas établi entre ces différentes puissances quant au contrôle et aux usages de ces ressources.

Dans cette dispute violente, pour mobiliser leur opinion et les ressources publiques, les puissances extérieures puisent dans leur propre répertoire idéologique et symbolique. Elles impliquent leur société au nom d'un intérêt général menacé par des forces hostiles, de sorte à masquer ou à montrer ce à quoi elles s'appliquent : soumettre les ressources libyennes à l'emprise de certains intérêts. Aussi les médias de ces puissances travaillent-ils sur un registre connu pour fabriquer une opinion favorable, ou tout du moins qui ne puisse pas s'opposer, aux objectifs gouvernementaux qui sont ou pas en mesure d'associer intérêt général (de sécurité) et intérêts particuliers (de partis politiques, de banques et de grandes entreprises)[2].

De même, les puissances sociales libyennes puisent dans leurs ressources les moyens de construire des forces en mesure de contrôler et de justifier des droits sur un territoire et des ressources. Contrairement à l'opinion publique occidentale, ici les intérêts particuliers s'entrechoquent en leur nom propre et ceux de leurs partenaires. Ici on ne discute pas davantage d'islam et de laïcité que d'intérêts et de ressources, de pouvoir de négociation (de telle tribu ou de telle ville), de plans étrangers, de reconnaissance internationale, etc. Les médias qui ne se cachent plus beaucoup d'être en charge de fabriquer l'opinion ne s'attachent pas à parler de ces négociations réelles, ils couvriront *ad nauseam* la situation du terme de *chaos libyen*[3]. Ils opposeront le chaos libyen et le plan onusien, et ressasseront le sujet en boucle. Comme s'ils étaient extérieurs à ce chaos, que celui-ci était interne à des Libyens incapables de se gouverner et que seules une intervention ou une tutelle extérieures étaient en mesure de rétablir l'ordre. Alors que le bon sens n'a aucun mal à comprendre qu'ils puissent empêcher les Libyens de s'entendre entre eux lorsque cela peut menacer leurs intérêts. De ce point de vue on peut dire qu'une connivence existe entre l'opinion publique, les médias et leur gouvernement : le mensonge à lui seul ne peut les faire tenir ensemble. On ment pour l'intérêt général. De l'autre côté, les puissants étrangers ne diront pas aux Libyens, qu'ils voudraient considérer comme leurs obligés, ce qu'ils veulent, puisqu'ils croient être en mesure de le leur imposer.

Non, le chaos libyen n'est pas le fait des Libyens, il est le fait d'une situation antérieure qui leur a été imposée et d'une situation actuelle que certains intérêts menacés empêchent de se dénouer. À partir du moment où elle a reconnu à un peuple la souveraineté, la communauté internationale veut avoir affaire à un pouvoir avec lequel elle puisse traiter avec avantage[4]. S'il devient hostile, on peut lui rappeler sa situation de dépendance[5] ou rechercher de nouveaux partenaires plus conciliants si elles n'ont pas été privées de la possibilité de les choisir. Le Soudan est une bonne illustration : la non-coopération du régime d'El Béchir, la possibilité d'avoir de nouveaux partenaires au Sud-Soudan, ont conduit à la dislocation du Soudan sans que l'emprise des nouveaux partenaires n'ait besoin d'être fermement établie. « L'ordre westphalien, c'est-à-dire celui de l'équilibre et des rapports de forces, dont les grandes puissances sont traditionnellement les premières bénéficiaires, fut remis en question à plusieurs reprises, toujours par des « superpuissances » en devenant : la



France de Louis XIV et plus tard de Napoléon Bonaparte, l'Allemagne hitlérienne, l'Union soviétique. [6] Le statu quo n'étant plus en faveur des puissances qui l'ont mis en place, elles le feront contester par des forces intéressées qu'elles avaient pris le soin d'écarter.

L'empressement des Nations unies et des puissances extérieures[7] à établir un pouvoir central sur le contrôle des ressources naturelles et des populations semblerait manquer de résonance dans la société libyenne. Cela tient au fait que les puissances extérieures et les puissances locales ne se sont pas accordées quant aux conditions d'exercice du pouvoir qui permettrait de confier indifféremment la gestion de l'État à un groupe ou à un autre. Les collectifs sociaux et territoriaux, villes et tribus, ne veulent pas concéder le monopole de la violence à un groupe particulier qui bénéficierait de surcroît de la reconnaissance internationale. Ce qui s'est joué entre les princes européens du XVII^e siècle et a conduit à l'établissement du système westphalien des relations internationales[8], se joue aujourd'hui à l'intérieur de la Libye entre les différents groupes armés libyens. *Ce que redoutent et contre quoi s'arçoutent aujourd'hui les différents groupes, c'est qu'un groupe puisse avoir à la fois le monopole sur la violence et sur les ressources naturelles, produisant ainsi une asymétrie de pouvoir structurelle entre le groupe dominant et les autres*[9]. Les groupes refuseront le désarmement, la formation d'une armée nationale, comme réclamés par l'État de droit, tant que cela ne s'effectuera pas sur la base d'une structure équilibrée des pouvoirs. Ils refusent le retour du « système de Kadhafi sans Kadhafi », soit un système de pouvoir asymétrique en faveur d'un pouvoir central. L'intervention extérieure en Libye a ouvert la boîte de Pandore que constituait la société postcoloniale : la société mal « comprise », autoritairement comprise comme un bloc,

par le système de relations internationales ne pourra plus être « comprise » à l'image de celle postcoloniale[10]. Ce à quoi nous sommes confrontés en Lybie suite à l'intervention extérieure, et plus généralement dans les pays postcoloniaux au moment des élections, *c'est la nouvelle difficulté à laquelle doit faire face le système de pouvoirs postcolonial pour s'imposer. Ne bénéficiant plus d'un partenaire local à la légitimité contestable, ne disposant plus des ressources nécessaires pour l'entretien du système asymétrique de pouvoir, les parties prenantes rejettent le système de pouvoir dont elles ne profitent plus et à la production duquel elles n'ont pas participé.* Avec la faillite économique, programmée, parce que contenue dans l'asymétrie structurelle du système de pouvoir postcolonial, mais maintenant avérée, il n'est plus possible de sauver ces pouvoirs au nom du développement[11]. Il faut alors essayer de le faire au nom de la démocratie. Mais problème, *si l'imposition de ce système asymétrique de pouvoir ne va plus de soi après un demi-siècle d'expérience postcoloniale et de diffusion des valeurs occidentales, il reste que la démocratisation de la société et du pouvoir bute sur les asymétries structurelles de pouvoir mises en place par le colonialisme* (voir le fameux exemple du double collège algérien) et reconduites avec la greffe du modèle européen de l'État-nation par le système de pouvoir postcolonial avec le régime et la structure de propriété coloniaux[12]. Et on ne peut dire que la réflexion et l'attention aient été attirées sur ces points.

C'est ainsi qu'il faut interpréter les espoirs et déconvenues qu'ont suscités les « révolutions arabes » : espoirs causés par la progression de l'indifférenciation citoyenne au sein des « sociétés arabes » et échecs créés par les asymétries de pouvoir entre les sociétés civiles de ces sociétés et les pouvoirs réels. Les opinions publiques occidentales pourront être nourries aux printemps

« arabes » puis aux hivers « islamiques » pour disserter sur les retournements de situation[13].

Parce que la « communauté internationale » persiste à s'en tenir à une reconstruction de l'État par le haut sans remettre en cause le système de pouvoir postcolonial (brouillant la dynamique des liens sociaux par un modèle institutionnel surimposé, privant l'élite d'un rapport efficient à cette dynamique et la rendant plus sensible aux influences extérieures qu'intérieures), elle ne peut s'accorder avec une société libyenne (qui n'a pas participé à la remise en cause d'un pouvoir asymétrique pour que la communauté internationale lui impose un semblable) plus intéressée par une reconsidération du système de pouvoir et la construction d'une société locale équilibrée et dynamique en mesure de valoriser ses ressources au mieux de ses intérêts[14]. *C'est la survie du système de pouvoir que l'État postcolonial a reconduit qui se joue en Libye. C'est le régime et la structure de la propriété qui sont en jeu.* Les sociétés postcoloniales veulent produire le système de pouvoir qui doit les régenter, autrement le droit continuera d'être sans prise sur elles. État et droit sont indissociables. Pour que les sociétés soumettent leurs règles de fonctionnement au droit et non à la violence à laquelle elles sont souvent condamnées, pour qu'elles puissent se construire comme société de droit, économie cohérente de marché et administration performante, il faut que le droit soit à leur mesure.

* Enseignant chercheur, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif député du Front des Forces Socialistes, Béjaïa.

Note :

[1] « Le système des relations internationales tel qu'on l'a connu au cours des trois derniers siècles fut établi au lendemain de la guerre de Trente Ans (1618 - 1648) par les traités de Westphalie (1648). La paix de Westphalie et le système « westphalien » qui en découla introduisirent les concepts directeurs des relations internationales modernes : l'équilibre des puissances, l'inviolabilité de la souveraineté nationale et le principe de non-ingérence dans les affaires d'autrui. » « Le désarroi de la puissance. Les États unis vers la « guerre permanente » ? » par Arnaud Blin www.diploweb.com/forum/blin.htm
[2] Sur l'attitude de la France voir « Dans les mails d'Hillary Clinton, un autre récit de l'intervention française en Libye » par Thomas Cantaloube, *mediapart*, le 28 juin 2015. <http://arretsurlinfo.ch/dans-les-mails-dhillary-clinton-un-autre-recit-de-lintervention-francaise-en-libye/>
[3] « Ce qu'on décrit de loin comme un chaos, n'en est pas un, proteste Patrick Haimzadeh, ancien diplomate à Tripoli devenu chercheur. Lorsqu'on prend le soin de regarder de près, on s'aperçoit que chaque conflit ou affrontement a sa logique et répond à la défense d'intérêts précis. Ne pas mesurer cela est ne rien comprendre à la Libye, donc se priver des bons outils pour aider ce pays à s'en sortir. » RENÉ BACKMANN *Le chaos libyen cache un enchevêtrement de solides intérêts.* <http://forumdesdemocrates.over-blog.com/2015/05/le-chaos-libyen-cache-un-enchevêtrement-de-solides-intérêts.html>
[4] Avant l'indépendance la France veut rompre le front indépendantiste interne, après elle voulait un partenaire convenable compte tenu des velléités nationalistes des dirigeants.
[5] L'incapacité de l'Égypte à assurer sa sécurité alimentaire a permis à Kissinger de la contraindre à signer une paix avec l'État hébreu. De manière générale chacun défend son pouvoir de négociation qui dépend de sa capacité de mobilité dans les systèmes d'interdépendance auxquels il appartient. Celui qui est unilatéralement déterminé est condamné à subir le pouvoir de ce qui le détermine.
[6] Art. cit. op. Le désarroi de la puissance. <http://www.diploweb.com/forum/blin.htm>
[7] Le G7 appelle les Libyens à prendre « des décisions politiques audacieuses ». « <http://www.aps.dz/monde/24252-le-g7-appelle-les-libyens-%C3%A0-prendre-des-%C3%A9cisions-politiques-audacieuses>

[8] « Le « paradigme westphalien » au miroir de l'histoire. L'Europe des traités de Westphalie » par Lucien BELY. www.afri-ct.org/IMG/pdf/Article_Bely.pdf

[9] Faut-il rire ou pleurer de l'aveuglement qui permet aux médias occidentaux d'appeler à la démocratisation alors que les sociétés sont soumises à des ordres qui le leur interdisent, de la séparation des valeurs démocratiques de leur milieu d'exercice qui leur permet de chanter et de pleurer sur la démocratie.

[10] « Pour résoudre la crise libyenne, encore faut-il la comprendre. Logiques locales, erreurs d'analyse occidentales ». Orient XXI, Magazine, Patrick Haimzadeh, 30 janvier 2015. <http://orientxxi.info/magazine/pour-resoudre-la-crise-libyenne.0802>

[11] Il faut peut-être rappeler que cette asymétrie s'oppose au développement d'une société civile marchande et non marchande autonome.

[12] Il est très étrange que dans la situation postcoloniale, la place de la propriété dans l'analyse n'ait pas eu ce qu'elle aurait dû avoir, au regard de celle qu'elle a occupée dans les deux approches marxiste et libérale. La première opposant propriétaires et non-propriétaires, la seconde associant propriété et liberté.

[13] On peut se demander, face à une telle disjonction entre les conditions subjectives et objectives de la démocratie, si les sentiments démocratiques n'ont pas été utilisés précisément pour sauver l'ancien système de pouvoir, en les extirpant de leur société, en les heurtant avec le système de pouvoir réel en même temps qu'en activant l'opposition idéologique entre islamistes et laïcs pour détourner l'attention du réel obstacle à la démocratisation.

[14] Abdelkader Kadoura, professeur de droit constitutionnel, membre élu de la commission de rédaction de la Constitution dont il préside le comité en charge du pouvoir local le rappelle en effet sur sa page Facebook : « Le pouvoir local est la base de la construction de l'État en Libye. On ne peut en effet comparer la Libye avec aucun autre pays, système politique ou juridique, car notre pays, volontairement ou non, s'est constitué autour du caractère tribal et régional et c'est une chose que l'on ne peut négliger, que ce soit dans une perspective politique islamique ou séculaire » cité par Patrick Haimzadeh in art. op. cit. « Pour résoudre la crise libyenne, encore faut-il la comprendre ».

Ramadan à la belle étoile



Chaque année durant le Ramadan, la capitale devient la destination favorite des villageois démunis venus profiter de la charité des Cairotes. Ils dorment sur les trottoirs et mangent à leur faim avant de repartir chez eux. Reportage.

Al-Ahram Hebdo

Chaque année au mois du Ramadan, les rues des alentours de la mosquée Al-Husseïn se transforment en grand dortoir à ciel ouvert. Des villageois démunis envahissent les trottoirs et dorment à même le sol. Ils sont natifs de Charqiya, Ménoufiya, Qalioubiya, Daqahliya, Gharbiya... Durant ce mois béni, ils viennent au Caire pour travailler ou mendier et campent devant cette mosquée.

Le vacarme de la rue et les lumières scintillantes qui ornent la mosquée n'empêchent pas Am Hokcha, venu de Charqiya, de dormir un peu avant le souhour. Depuis dix ans, ce paysan septuagénaire vient au Caire pour profiter de la générosité des Cairotes durant le mois saint du Ramadan.

«Je ne possède pas de terrain agricole, je travaille dans les champs pour gagner mon pain. Avec l'âge, je n'ai la force ni de retourner la terre, ni de la cultiver comme je le faisais autrefois. Et ma maigre retraite qui ne dépasse pas les 100 L.E. ne me suffit pas pour me nourrir. Pour moi, la capitale c'est l'Eden. Là, je mange à ma faim, sans dépenser un sou, grâce aux tables de charité et je dors dans la rue, l'hôtel des pauvres, qui ne ferme jamais ses portes», dit Hokcha qui ne peut se permettre de payer 20 L.E. par jour pour dormir à l'hôtel populaire Nour Al-Sabah, situé tout près de la mosquée. Un hôtel qui n'accueille que des villageois.

Autour de ce monde, un business fructueux a vu le jour. Ahmad, âgé de 35 ans, dresse des tapis en plastique afin que les villageois puissent trouver où dormir à bon marché. Il loue la place à 2 L.E., un tapis peut servir

une dizaine de personnes. Ahmad et les autres qui se sont lancés dans ce business se partagent le droit de louer des tapis autour de la mosquée. Les prix sont fixes: 2 L.E. par jour et par personne. «Même si le client ne veut pas dormir, il doit commander une boisson. Un minimum de charge est exigé pour l'usage de mon tapis, même s'il doit se reposer uniquement», dit Ahmad avec une pointe d'humour. Il confie entretenir avec beaucoup de soin «son hôtel ambulant». «Chaque jour, je ramasse les tapis et je les lave pour accueillir de nouveaux clients», poursuit Ahmad qui possède quatre tapis.

AUTOUR DES MOSQUÉES

Durant le mois du Ramadan, beaucoup de trottoirs du Caire sont occupés par des villageois. Bien qu'ils soient traqués de toutes parts par la police, ils connaissent tous les endroits où ils peuvent passer une nuit tranquille. «Ils campent autour des grandes mosquées cairotes comme Al-Husseïn, Sayeda Nefissa, Sayeda Zeinab ou bien dans les cimetières du quartier Al-Mégawrine. Certains occupent même les trottoirs qui entourent la gare, pour être proches des trains et économiser les frais de transport, quand ils auront décidé de retourner dans leurs villages», explique Hayam Sébaï, sociologue et metteur en scène.

Hamdi Al-Zoghbi, surveillant à la gare du Caire, nous apprend que chaque jour, 9 trains arrivent de Haute-Egypte et 12 de Basse-Egypte. La masse de gens qui affluent vers la capitale est plus importante en début de journée et les premiers jours de la semaine. Par contre, le mercredi et le jeudi, le flux vers les villages est plus important. Les villageois qui débarquent au Caire ont des objectifs précis.

«Habituellement, les gens natifs de Haute-Egypte viennent pour travailler dans le secteur de construction, ceux de Basse-Egypte sont des vendeurs ambulants. Mais la situation diffère durant le mois du Ramadan. Ce sont les plus nécessiteux qui viennent pour recevoir la charité. Cette catégorie est donc prête à vivre dans n'importe quelles conditions et rentrer par la suite avec un peu d'argent dans les poches», explique Hamdi.

REPARTIR... OU RESTER

Si certains considèrent cette visite dans la capitale comme passagère, d'autres finissent par s'installer définitivement dans la capitale. C'est sur le trottoir situé en face de la gare du Caire que Mahmoud, un étudiant qui vient de passer son bac, s'est installé.

Ses examens terminés, il s'est précipité vers la capitale pour ramasser un peu d'argent et s'offrir des vêtements neufs pour la fête. Ce petit espace qui lui sert de dortoir est composé d'un sac de citron rempli de citrons qui lui sert de coussin, de pages d'un vieux journal en guise de matelas avec le pont du 6 Octobre comme toit pour se protéger de la chaleur de l'été.

A dix heures, quand le mouvement augmente dans la rue, il se réveille pour vendre ce qu'il a ramené de chez lui. «Ici, personne ne me connaît. La cohue du Caire me permet de me fondre dans la foule. Cela me libère des contraintes rigoureuses de la Haute-Egypte. Vendre du citron dans mon village à Sohag est une honte. Pour nous, les villageois, dormir dans la rue est une catastrophe, car la pauvreté est un péché que les familles déploient un grand effort pour cacher», lance Mahmoud qui se sert de la devanture d'un kiosque pour étendre son linge.

PHÉNOMÈNE HISTORIQUE

Pour Sayed Al-Achmawi, professeur d'histoire contemporaine à la faculté de lettres, de l'Université du Caire, ces visites d'un mois sont un phénomène historique. «Au cours de l'histoire égyptienne, c'est souvent le duo épidémie et pauvreté qui a poussé ces villageois à quitter leurs villages. C'est dans un contexte économique et social difficile que l'exode rural s'est déclenché. Pour ces villageois, goûter aux mets de la ville et voir les femmes cairotes sont des rêves qui ont toujours animé leurs esprits».

D'après lui, le Ramadan est pour eux une occasion à ne pas rater, surtout que le pouvoir a toujours été tolérant envers les gens qui dorment dans la rue durant le mois du Ramadan et lors des moments religieux. D'ailleurs, les derviches et les fidèles ont pris cette habitude de dormir tout près des mosquées ou des mausolées, une sorte de rigueur puritaine de leur part.

Et les chiffres semblent le prouver. Selon une étude effectuée par l'Organisme central de la mobilisation et des statistiques, le taux de pauvreté est en recrudescence, soit 25,2% de la population en 2010-2011 contre 26,3% en 2012-2013. Une recherche sur le revenu et les dépenses a montré qu'une famille égyptienne a besoin de 1620 L.E. par mois, pour pouvoir couvrir ses besoins. 49% des habitants des provinces de Haute-Egypte n'atteignent pas ce revenu, contre un tiers de ce taux dans les régions urbaines. Le gouvernorat d'Assiout est celui qui a atteint le taux le plus élevé de pauvreté, soit 60% contre 16% dans la capitale. Cette pauvreté prend de l'ampleur lors des saisons de fêtes, surtout que les besoins des familles augmentent.

BRAVER TOUS LES DANGERS

Mais dormir dans la rue, c'est aussi braver tous les dangers. «Il faut élaborer des techniques pour pouvoir dormir dans la rue», explique Tolba, un mendiant de 37 ans. De l'insécurité aux manifestations en passant par les pickpockets, les dangers sont nombreux. «Les marches et les manifestations sont moins nombreuses que l'année dernière. On arrive à dormir tranquillement. L'année dernière, le Ramadan a coïncidé avec les événements de Rabea. On devait se déplacer d'un coin à un autre et parfois fuir pour éviter de se faire écraser, de se blesser ou d'être arrêtés par la police», assure Tolba qui change aussi de coin selon le temps. «Pas de climatiseur dans la rue, seuls les arbres peuvent nous servir à nous protéger du soleil», explique Tolba. Sénoussi, 64 ans, préfère le silence des cimetières. Là, il peut dormir tranquillement et plonger dans un profond sommeil. Un solide carton que lui a donné une famille riche lui sert de coussin et contient tout son trésor qu'il conserve précieusement sous sa tête lorsqu'il dort.

Natif de Béni-Soueïf, ce vendeur d'encens a pris pour habitude d'écouler ses articles au Caire durant le mois du Ramadan. Ce qui lui permet de rembourser quelques dettes qu'il a contractées durant l'année. Il préfère fuir la cohue et les lumières des quartiers vivants pour dormir tranquillement. Il confie avoir du mal à dormir près d'autres personnes sur un même trottoir. C'est pour cela qu'il choisit, depuis cinq ans, ce trottoir adjacent à un cimetière appartenant à une grande famille cairote.

«Dormir auprès des morts est bien plus confortable. Ce sont eux qui sommeillent et veillent sur la ville jusqu'au lever du soleil. De plus, les morts ne ronflent pas. C'est un grand avantage», conclut-il en riant.

Comment le ramadan en France est devenu un marronnier

On le lit partout, on l'entend en boucle, plusieurs millions de Français ont entamé le ramadan et personne ne peut l'ignorer.

Rue89

Oui, à l'instar de Noël ou du chassé-croisé entre juilletistes et aoûtistes, cette fête musulmane a clairement obtenu son diplôme de marronnier – sujet sur un événement récurrent –, avec 34 000 résultats affichés dans Google actualités. Le public est lui aussi en demande croissante, comme le montre l'évolution des requêtes Google depuis 2004.

Chaque année apporte son lot d'articles explicatifs, d'angles d'actualité ou décalés pour traiter cette information devenue inévitable. En a-t-il toujours été ainsi ?

«LE TRAITEMENT GÉNÉRAL RESSEMBLE À CELUI DE RADIO ORIENT»

Si l'on se plonge, par exemple, dans les archives du quotidien Libération, on se rend compte qu'il y a quelques années, l'événement était plutôt annoncé par des brèves et illustré par les attentats en Algérie. Aujourd'hui, on voit apparaître des angles économiques et sociaux pour traiter la chose.

Jérôme Noujain est journaliste à Radio Orient. Il a perçu un vrai changement :

«On en parle de plus en plus et de mieux en mieux. Je ne lis plus de commentaires du type "le mouton dans la baignoire".»

Le journaliste salue l'honnêteté du traitement qui se rapproche beaucoup de celui de Radio Orient, pourtant spécialisé :

«Nous, on s'adresse aux auditeurs maghrébins, pour eux on prend l'atmosphère. Et sans compter les programmes de divertissement, le traitement général ressemble au nôtre.»

UN SIGNE DE «NORMALISATION»

La radio a évoqué dans son journal, le premier soir de ramadan, les mesures anti-émeutes à Bagdad ou encore les mosquées de Lille et de Strasbourg qui vont ouvrir leurs portes pour l'occasion, un sujet également traité dans la presse nationale et à la télé.

Beaucoup d'autres articles qui ciblent les pratiquants sont aujourd'hui publiés dans la presse généraliste, ils sont en quelque sorte des modes d'emploi pour bien faire son ramadan.

Pour le sociologue Vincent Geisser, cette récurrence du sujet ramadan est très significative :

«On le considère davantage comme un

sujet français. De plus en plus, on interroge directement les pratiquants au lieu de parler d'eux, ils sont considérés comme des citoyens comme les autres.»

Le chercheur estime qu'il y a dix ans, on traitait des musulmans comme d'une présence étrangère en France. Cette évolution de l'écho médiatique du ramadan serait un signe de «normalisation». La fête serait de moins en moins un fait d'immigration, et de plus en plus un fait national. Bref, on ne traiterait plus les immigrés comme des extra-terrestres... (Voir la vidéo)

«LE RAMADAN FAIT PARTIE DU RYTHME DE LA VIE D'UN SUPERMARCHÉ»

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. Une certaine institutionnalisation de l'islam, avec la création du Conseil français du culte musulman (CFCM) en 2003. Mais le sociologue évoque aussi le développement commercial :

«Aujourd'hui, le ramadan fait partie du rythme de la vie d'un supermarché. [Les supermarchés] s'y adaptent, et cela s'inscrit de plus en plus dans le paysage naturel.»

Fateh Kimouche, le fondateur du site Al-Kanz, insiste beaucoup lui aussi sur cette «révolution sociologique silencieuse» qui pointe régulièrement dans l'actualité. Il parle carrément de «coming-out» :

«J'insiste sur le mot : c'est comme pour l'homosexualité. Les acteurs économiques sont aujourd'hui de plus en plus décomplexés. Depuis deux-trois ans, il y a eu une prise de conscience des entrepreneurs et des médias et ils s'entraînent les uns les autres, par mimétisme.»

L'essor de la publicité pour les produits halal et la multiplication des enquêtes comme celle que Canal Plus a diffusée récemment sont de clairs indicateurs de la bonne santé économique du secteur.

«ARRÊTONS DE PENSER QUE LE 11 SEPTEMBRE EST LE DÉPART DE TOUT»

Saïd Branine, rédacteur en chef du site Oumma.com, date très précisément ce coming-out :

«L'intérêt du monde occidental pour l'islam est croissant depuis le 11 septembre 2001. En bien ou en mal, mais il y a depuis une très forte médiatisation, qui augmente.» Ben Laden serait derrière la médiatisation de l'islam ? Vincent Geisser préfère prendre des gants. L'attentat du World Trade



Center a selon lui bien attiré l'attention, mais il y a eu des précédents qui ont aussi fait émerger la question de l'islam en France, comme la guerre d'Algérie :

«Il faut arrêter de penser que le 11 Septembre est le départ de tout. Ce nouvel intérêt a plutôt commencé dans les années 90 et il a de multiples facteurs.»

L'ISLAM, CETTE RELIGION «EXOTIQUE»

Pourtant, les articles sur le ramadan ne satisfont pas complètement Saïd Branine, pour qui l'image reste encore un peu biaisée. «Comment les entreprises s'adaptent au ramadan» ou «Le ramadan prive les palaces de précieux clients» ont tout particulièrement le don de l'énerver :

«On le présente encore trop comme un problème, alors que c'est une démarche spirituelle, individuelle. C'est entre le croyant et son seigneur, pas entre le croyant et son entreprise.»

Vincent Geisser relève malgré tout qu'il reste du travail à faire :

«Notre vision est toujours "exotisante", ce n'est certes plus l'islam "étranger" mais

c'est toujours l'islam "étrange." C'est peut-être que le mouvement est en cours, pas totalement terminé. On se rappelle des polémiques sur le voile ou sur la prière dans la rue qui ont occasionné de nombreuses protestations envers les médias.

L'INTÉGRATION PAR LES GÂTEAUX

Mais alors qu'on voyait dans les débats sur les prières de rue un islam incompatible avec la société française, le traitement du ramadan porte l'idée inverse. Schizophrénie médiatique ? Fateh Kimouche pense plutôt que c'est parce que le sujet est plus facile à traiter :

«On dit toujours que l'islam c'est compliqué, c'est faux. Et surtout le ramadan, ce n'est pas un sujet compliqué, ce n'est pas lourd à traiter. Le ramadan est une fête de la générosité, de la tempérance, on apporte des gâteaux aux gens, qu'ils soient pratiquants ou non. Ça a un vrai poids social.»

C'est l'ironie du sort : on nous demandait de nous intégrer par le jambon, mais c'est nous qui apportons les gâteaux.»

Il semble bien que la case marronnier ait marqué une étape symbolique vers la coexistence.

Les photos des repas de l'Iftar à travers le monde

RÉALITÉS TUNISIE

Les musulmans du monde entier jeûnent le Ramadan, mais chacun fait la rupture à sa façon ! De l'Afghanistan à la Tunisie, découvrez la diversité des repas de l'Iftar et les spécialités culinaires de chaque pays.

TUNISIE



IRAN



AUSTRALIE



NIGERIA



INDE



MALAISIE



INDONÉSIE



IRAQ



AFGHANISTAN



TURQUIE



CHINE



Chirac, Sarkozy et Hollande : trois présidents sur écoute

Les documents obtenus par WikiLeaks et que publie «Libération» révèlent que la NSA a, au moins de 2006 à mai 2012, espionné Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande.



Un adage en vogue dans les milieux du renseignement veut qu'en matière d'espionnage, on n'ait pas d'alliés – ou, à tout le moins, qu'ils ne soient pas forcément des amis. «S'espionner entre amis, cela ne se fait pas», s'était d'ailleurs indignée Angela Merkel en apprenant en octobre 2013, par des révélations du Spiegel, que l'Agence nationale de sécurité (NSA) américaine avait ciblé son téléphone portable. Une sélection de documents que publient Libération et Mediapart en collaboration avec WikiLeaks révèle qu'en France, ce sont trois présidents successifs, et certains de leurs collaborateurs, qui ont été espionnés sur une période allant au moins de 2006, lors du second mandat de Jacques Chirac, à mai 2012, juste après l'installation à l'Élysée de François Hollande.

«SÉLECTEURS»

On peut y lire, notamment, comment Jacques Chirac a, en 2006, poussé son candidat pour le poste de sous-secrétaire général adjoint des Nations unies, mais aussi que, selon la NSA, le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Philippe Douste-Blazy, avait une «propension [...] à faire des déclarations inexactes ou inopportunes». On peut y lire aussi –ce qui ne surprendra personne– que Nicolas Sarkozy se voyait, en 2008, comme «le seul homme capable de résoudre la crise financière». Ou qu'il se plaignait, en 2010, du «recul de Washington sur sa proposition d'accord de coopération bilatérale sur le renseignement», accord que les deux interlocuteurs mention-

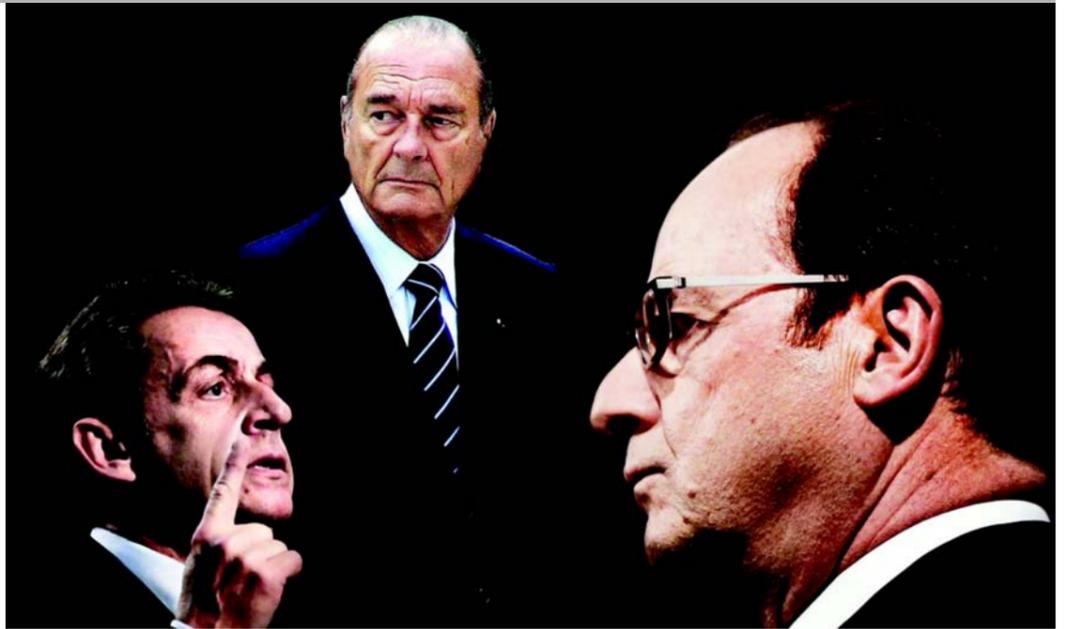
nés dans la note, l'ambassadeur de France à Washington, Pierre Vimont, et le conseiller diplomatique, Jean-David Levitte, attribuaient précisément au «souhait des États-Unis de continuer à espionner la France»...

Le mémo le plus récent date du 22 mai 2012 –soit après la mise en place d'un protocole d'échanges d'informations –entre la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et la NSA, qui remonterait, selon le Monde, à la fin 2011 – et fait état de «réunions secrètes» pour discuter d'une possible sortie de la Grèce de la zone euro, mais également des inquiétudes de Jean-Marc Ayrault quant aux réactions d'Angela Merkel si elle venait à avoir vent de la rencontre entre le nouveau président et l'opposition allemande.

A vrai dire, si le contenu des notes est classé comme hautement confidentiel, il ne révèle pas pour autant de secrets d'État. Il témoigne, en tout état de cause, de l'intérêt porté par la NSA à la France. A ce titre, l'autre type de document obtenu par WikiLeaks est au moins aussi frappant. Il s'agit d'un extrait d'une base de données de la NSA mentionnant une série de numéros de téléphone, fixes et mobiles, identifiés comme des «sélecteurs». Autrement dit, sur la base d'une collecte massive d'informations, l'agence identifie des chiffres qui motivent par la suite des recherches précises de contenus. Le tout en fonction de «besoins d'information» formalisés à partir de 2002, qui touchent à la politique intérieure ou aux enjeux économiques.

«NOUVELLES POSSIBILITÉS DE COLLECTE»

Dans cette liste, qui date d'après nos recoupements de l'année 2010, Li-



bération a pu identifier les numéros de portable de membres de l'exécutif – le président Nicolas Sarkozy, les secrétaires d'État aux Affaires européennes et au Commerce Jean-Pierre Jouyet et Pierre Lellouche –, mais aussi des cibles plus larges : le standard du ministère des Finances, celui de l'Agriculture, ainsi que l'antenne à l'Élysée du Centre de transmissions gouvernemental, qui dépend du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN). Ce service est précisément responsable de la sécurisation des communications de l'exécutif, ainsi que de la permanence des liaisons gouvernementales, le «téléphone rouge». Rien n'indique pour autant que les liaisons sécurisées aient, elles, été compromises.

Parmi les autres noms, la liste témoigne d'une identification plutôt précise des interlocuteurs. Les téléphones mobiles de conseillers du Président, comme le secrétaire général de l'Élysée de l'époque, Claude Guéant, ou Jean-David Levitte, sont aussi listés. Contactés par Libération, ni l'un ni l'autre ne se disent surpris. Le premier juge le procédé «inadmissible». Le second, philosophe, indique être «toujours parti du principe [qu'il était] écouté, et pas seulement par nos amis et partenaires américains».

On trouve aussi des membres du cabinet ou de l'administration du mi-

nistère des Affaires étrangères – son porte-parole d'alors, Bernard Valero, ainsi que Laurence Tubiana, fonctionnaire au Quai d'Orsay qui a été chargée en 2009 des négociations pour la conférence sur le climat de Copenhague. A la différence des autres cibles, cette dernière ne relève d'ailleurs pas de la branche chargée d'intercepter les communications européennes, le «S2C32» (déjà identifié dans le scandale Merkel), mais d'un bureau chargé notamment d'«améliorer l'accès à la cible», d'«accroître les efforts de ciblage et d'exploitation» et de «développer de nouvelles possibilités de collecte». En clair, de voir dans quelle mesure il serait possible de pirater son téléphone, voire d'installer des logiciels espions dans son ordinateur.

Cette sélection de documents ne révèle qu'une partie des activités de la NSA en matière d'espionnage des dirigeants français : rien ne permet de connaître la quantité de comptes rendus d'écoutes ayant été communiqués aux dirigeants de la NSA, et les présidents prennent également des précautions pour évoquer les sujets les plus sensibles – rencontres bilatérales ou communications chiffrées. Mais les documents confirment, en tout état de cause, à quel point les États-Unis peuvent s'intéresser au détail des communications de dirigeants de pays alliés.

En octobre 2013, le député –socialiste Jean-Jacques Urvoas, rapporteur du projet de loi sur le renseignement, se plaignait d'ailleurs dans les colonnes du Monde que «les États-Unis n'ont pas d'alliés, ils n'ont que des cibles ou des vassaux».

«ZONE GRISE»

Reste désormais à savoir si ces pratiques se sont poursuivies au-delà de la date des derniers documents que nous publions en collaboration avec WikiLeaks. Sollicité par Libération et Mediapart, l'entourage de François Hollande assure qu'au moment de la visite d'État du Président à Washington, en février 2014, «l'engagement a été pris [par Barack Obama] de ne plus pratiquer d'écoutes indifférenciées concernant les services de l'État des pays alliés». Également sollicités, ni la NSA ni la Maison Blanche n'avaient encore réagi, mardi soir à l'heure du bouclage.

L'espionnage à l'étranger est l'ultime «zone grise» du renseignement – il est d'ailleurs, en France, le véritable point aveugle du projet de loi sur le renseignement, voué à être adopté ce mercredi. En avril, une résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe préconisait la mise en place d'un «code du renseignement multilatéral». On en est évidemment encore très loin.

Bac : le meilleur du pire des copies d'histoire-géographie

Le Point

Aujourd'hui, place à l'histoire-géographie! 685 000 candidats planchent depuis mercredi 17 juin sur leurs épreuves écrites, pour le meilleur... et pour le pire. Chaque année, les épreuves donnent lieu à un petit florilège de perles involontaires, et souvent très drôles... Relevées par des correcteurs et compilées dans Brèves de copies de bac 2 (édition Chiflet & Cie, 128 pages, 10 euros), sur sujetdebac.fr et perlesdubac.fr, nous vous en proposons quelques chefs d'œuvres... Naïveté, ignorance ou lapsus, ces bourdes n'ont certainement pas aidé leurs auteurs à obtenir leur précieux diplôme, mais ont cependant réussi l'exploit de faire sourire (ou pleurer) les correcteurs. Nous avons évidemment scrupuleusement respecté l'orthographe très inventive des candidats.

HISTOIRE

Rome était sans arrêt en but à des luttes intestinales. Le président américain a rencontré son monologue français Hollande...

Le régime de Vichy a toujours été très bon pour la santé.

De tout temps les hommes se battent, car comme dit le proverbe la faim justifie les moyens.

Finalement, les Chinois sont punis de confectionner tous nos objets car ils ne peuvent plus de rapporter de souvenirs made in France à leurs amis car en dessous c'est marqué "Made in China".

Jacques Chirac a dit que le gouvernement précédent a été laxatif dans la conduite de l'État. La Chine a trois religions : le taoïsme, le kung-fusiannisme, le bouddhisme.

Aux États-Unis, on ne voit pas pourquoi leur 14 juillet tombe le 4 juillet. Preuve qu'ils veulent toujours se faire remarquer.

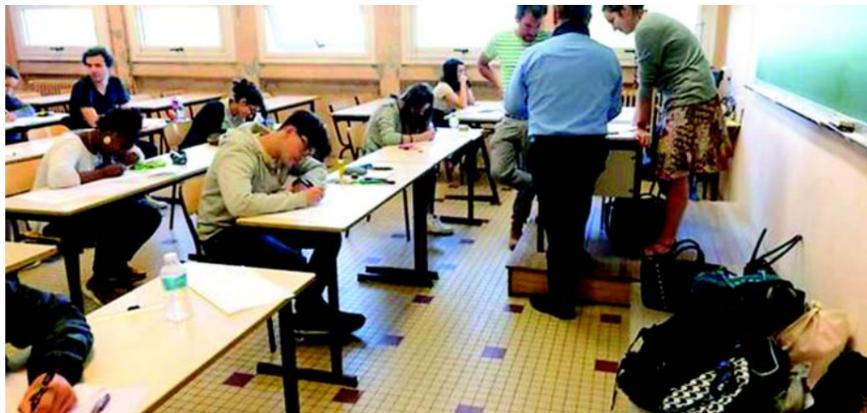
L'Amérique du sud ne peut pas lutter avec l'Amérique du Nord, à part le Brésil qui s'en sort grâce au football et à son carnaval.

On compte plusieurs périodes de colocations sous la Ve république.

La récente guerre du Mali a été gagnée par les américains, suite à leur victoire en Iran et au Liban. Jacques Chirac était premier ministre lors de l'enterrement des idées de de Gaulle.

A la fin de sa vie, De Gaulle était tellement

Le Point.fr a compilé les plus belles bourdes, coquilles et contresens des dissertations de ces dernières années. Florilège de ces perles.



célèbre qu'on a inventé un parti politique pour lui rendre hommage : le parti gaulliste RPR.

Le document doit comporter une erreur : Jacques Chirac est un Président de la République et pas Premier Ministre.

Jacques Chirac dit que les français ne veulent plus de la collectivisation, ça veut dire qu'ils en ont assez de vivre en collectivité les uns sur les autres. Charles de la Gaule a été Président de la République.

La Société, entre 1850 et nos jours, a connu différents changements. Tout d'abord, les pauvres à la campagne sont devenus riches en villes. Les villes ont pu, avec la création de nombreuses boutiques, à Paris et un peu à la campagne, gagner de l'argent. Les jeux à gratter ont aussi permis de faire gagner des Euros à ce pays...

Encore maintenant, un des slogans les plus criés par les étudiants dans la rue est "CRS URSS !", par nostalgie de la guerre froide.

Comme vous pouvez le voir, cette caricature représente Uncle Ben's, symbole des USA, dominant un globe. C'est sans conteste la preuve que les américains dominent le monde.

En 1948, en observant sa carte, Staline se rendit compte qu'il y avait encore un petit village d'irréductibles occidentaux qui lui résistaient encore et toujours : c'était Berlin-Ouest !

Une fois mort, Kennedy ne pouvait plus y faire grand-chose.

La guerre froide en résumé, c'est l'histoire de deux super puissances super armées mais qui n'avaient pas les couill** de s'en servir : au lieu de ça, ils ont passé leur temps à se balancer des avions en papier.

Quand on a vu la guerre froide cette année, on a pas vu l'Europe : c'est dire que si sa participation a été anequetotique.

Exemples de colonies françaises : Indochine (qui regroupe Inde + Chine), Sénégal, Madagascar ou encore quelques îles en bas de la carte.

Internet a révolutionné les moyens de communication sans fil, particulièrement avec Louis Fy.

L'ONU est une institution qui permet au pays riche de contrôler les pays pauvres tout en douceur. Cela évite des guerres et des morts, ce qui est plutôt positif.

François Hollande a été élu pour remplacer Monsieur Nicolas de la République sur le trône de l'Élysée Française.

GÉOGRAPHIE

Avec l'arrivée de nouvelles populations, les hammams qui prêchent dans les mosquées sont débordés.

Tant qu'il fera aussi chaud en Afrique, le pays

ne pourra pas s'enrichir car il est très fatigant de travaillé quand il fait chaud.

L'Europe, c'est comme le mariage dit mon grand-père, ceux qui sont dehors veulent y entrer et ceux qui sont dedans veulent en sortir.

On voit bien le racisme dans le nom que l'on a donné aux pays africains comme le Monte-Negro. L'Afrique du Sud est un pays émergent, comme le montre l'émergence de la violence, même chez les sportifs comme Oscar Pistorius.

Au départ de l'Europe, deux clan s'affrontent : les fédéralistes et les unionistes. Comme l'Union fait la force, les unionistes ont gagné.

Grâce à la mondialisation on peut manger autre chose que les endives au jambon de ma mère comme les souchi ou la pizza.

La prochaine coupe du monde de football aura lieu au Brésil, juste à côté de l'Afrique du Sud.

Actuellement, la population chinoise s'élève à plus de 20 milliards d'habitants.

L'UE est le plus grand pays du monde, même la Chine est toute petite à côté.

Q : Citez deux villes mondiales. / R : "Mexique" et "Chine".

L'Afrique du sud a été créée en 1815 par Nelson Mandela.

En Afrique du sud, il y a plusieurs peuples qui ne parlent pas la même langue : c'est la bio-diversité.

Pour gérer durablement ce type de milieu, il faut penser à l'écologie : par exemple, replanter des fleurs et des arbres, laisser les chenilles devenir des papillons ou encore tailler régulièrement les haies.

Sur le schéma, l'UE est celui qui a le plus gros rond. Les autres pays ont des ronds moins gros. Et aussi plein de flèches partent un peu partout. L'UE a aussi le plus grand score. Donc c'est que c'est plutôt bien.

Les États-Unis ont beau être les maîtres du monde, ils sont moins nombreux que les Chinois, et la quantité, ça compte.

L'Asie est principalement dominée par les Chinois qui envahissent le monde telles de petites fourmis creusant des tunnels.

Les pays pauvres se sont quasiment tous rassemblés en Afrique. Il aurait plutôt dû se rapprocher des États-Unis, comme l'ont fait le Mexique et le Canada.

Au Japon, le manque de place oblige les autorités à construire des aéroports sous-marins.



RENAULT
Passion for life

Renault MEGANE

Roulez en toute élégance

رمضان كريم



1 923 000 DA

ABS - 6 AIRBAGS
RÉGULATEUR- LIMITEUR DE VITESSE
JANTES ALLIAGE 17"

(*) PRIX EN TTC. TAXE VÉHICULES NEUFS INCLUSE, DANS LA LIMITE DU STOCK DISPONIBLE. PEINTURE MÉTALLISÉE NON INCLUSE.
POUR PLUS D'INFORMATIONS : 0770 90 50 00 / contact.client@renault.dz

www.renault.dz



**LA PREMIÈRE
COUCHE ADULTE
FABRIQUÉE EN ALGÉRIE**

Uni-form® est une marque de FADERCO®

Pour tout renseignement appelez le

0770 777 600

L'incontinence peut vous mettre dans l'embarras mais ne devrait pas vous empêcher de profiter de la vie et mettre un frein aux activités que vous aimez.

Aujourd'hui, l'incontinence n'est plus une fatalité et des solutions efficaces et sûres existent.



Uni-form® est la marque algérienne qui vous apporte une solution aux problèmes liés à l'incontinence adulte. Un produit riche d'une expertise de près de 30 ans dans le domaine de l'hygiène personnelle, issu des dernières technologies et certifié par le laboratoire allemand **Dermatest®**. Une gamme répondant à vos besoins en vous apportant sécurité et confort, afin de mieux vivre l'incontinence au quotidien.

Au moins quatre services ont été saccagés Vol par effraction dans le siège de la direction des transports

Le siège de la direction des transports de la wilaya d'Oran a été saccagé dans la nuit de mardi à mercredi, a-t-on appris de sources concordantes.



Ph.: B. H. Karim

Houari Saaidia

Outre le vol d'objets, principalement du matériel informatique contenant des bases de données, au moins quatre services de cette administration ont été mis dans un désordre indescriptible. Hier, aux premières heures de la matinée, la police était présente en force sur les lieux, dans le cadre des premières investigations. Les hommes de la police scientifique s'affairaient au moyen de leur matériel technique portable à relever les moindres indices susceptibles de mettre les enquêteurs sur une piste et d'identifier les auteurs de cet acte : prise de photos sur la scène du crime, descriptif minutieux de l'état des lieux, prélèvement d'empreintes digitales et de tout autre indice biologique, etc. D'ores et déjà, l'hypothèse d'un seul individu est exclue de facto, le coup étant sans nul doute l'œuvre d'un groupe, en raison de l'ampleur des dégâts, leur

étendue dans l'espace de ce bâtiment à trois étages, la force et l'arsenal d'outils supposés avoir été déployés, mais également la consistance physique du butin emporté. Le saccage a ciblé notamment les services des sanctions administratives, des voyageurs, de la comptabilité, du contrôle technique ainsi que le bureau de la direction générale situé au dernier étage. Le préjudice occasionné à la DTWO pourrait aller bien au-delà du matériel volé, quand on sait que les assaillants nocturnes de l'ex-Complexe laitier d'Oran (CLO) qui fait office de siège provisoire de cette direction en attendant le déménagement imminent vers la zone des sièges, ont mis main basse sur des unités centrales supposés être des data-bases du secteur local des transports. Néanmoins, renseignement pris auprès du directeur de la DTWO, Talha Khalel, il n'y a aucune atteinte à noter s'agissant du côté software, c'est-à-dire tout ce qui a trait aux banques

de données informatiques et aux systèmes d'exploitation sécurisés. Sans vouloir minimiser encore moins banaliser ce forfait, le même responsable a tenu à préciser en substance que « sans préjuger des résultats de l'enquête préliminaire diligentée par la police judiciaire, il ne s'agit pas, selon toute apparence, d'un acte criminel organisé mettant en jeu un plan bien échafaudé ayant d'autres visées sournoises, mais simplement d'un vol, plutôt l'œuvre d'amateur ». Il n'en demeure pas moins que d'un point de vue pénal, on est bel et bien devant un cas de « vol qualifié » puisque le vol s'est accompagné d'au moins une des circonstances aggravantes : effraction (les portes ont été défoncées ou leur serrures forcées), escalade (la clôture de l'enceinte a été escaladée), vol commis de nuit. Il faut dire, par ailleurs, que les auteurs ont mis à sac tout ce qu'ils ont trouvé sur leur chemin, y compris l'emblème national.

Ils exigent leur intégration dans des grades supérieurs Des enseignants protestent devant le siège de l'académie

S. M.

La colère couve parmi les enseignants classés dans les catégories en voie d'extinction à Oran. Ils étaient hier matin des dizaines d'enseignants (200 selon les contestataires) devant le siège de la direction de l'Education nationale pour exiger leur intégration dans des grades supérieurs. Les protestataires en colère avaient été rejoints par des nouvelles recrues qui attendent depuis plusieurs mois leur titularisation. Ils ont scandé durant plusieurs heures

des slogans pour réclamer leurs droits bafoués. Les enseignants classés dans les catégories en voie d'extinction demandent notamment l'application de la circulaire interministérielle n° 04 datée du 06 juillet 2014 fixant les modalités d'application de certaines dispositions réglementaires liées aux fonctionnaires du secteur. La circulaire stipule l'intégration des enseignants ayant 20 ans de service dans le grade d'enseignant formateur. «La wilaya d'Oran fait quasiment l'exception en matière de régularisation des ensei-

gnants ayant suivi une formation continue depuis 2009 à 2014. Nos collègues de autres wilayas ont bénéficié de promotion dans des catégories supérieures. Le directeur de l'académie s'est engagé à prendre en charge nos revendications, mais sur le terrain il subsiste encore des blocages. Nous sommes ballottés entre le service du personnel de la direction de l'Education nationale et le contrôleur financier de la wilaya», regrette un délégué des concernés tout en annonçant une escalade de la contestation dans les jours à venir.

Tranche de Vie

Par El-Guellil
V.I.Père



pensent. Ils vous l'enverront dire. Vous le feront savoir... Vous en-

tendrez leurs ragots contre les autres. Jamais ceux qu'ils répandent sur vous.

Les docteurs es-crocs paraissent fragiles et timides. C'est ainsi qu'ils amadouent leurs nouvelles rencontres. Ils les flattent. Lorsque vous les rencontrerez, ils insisteront sur vos qualités innombrables. « Ils m'admirent penseriez-vous ». Personne ne peut échapper à leurs mailles. Ils ont toujours un peu de mal, un peu de venin à étendre sur quelqu'un.

Ils ne se croient pas supérieurs aux autres, bien au contraire. C'est parce qu'ils se sentent plus petits et plus vils qu'ils vont répandre leur venin. C'est en rabaisant les autres qu'ils les ramènent à leur hauteur, rétablissant ainsi l'égalité qui fait défaut à leur nature.

Ils se rassemblent en associations de docteurs es-crocs. Car comme les vipères, ils aiment à vivre proches les uns des autres. Ainsi ils peuvent persifler à loisir, produisant un bruit collectif destiné à impressionner. Lorsque l'un d'entre eux sera fatigué de cracher son venin, il comptera sur les autres pour prendre le relais. Enlacés les uns contre les autres, les sociétaires docteurs es-crocs se tiennent chauds, se sentent forts. Ce n'est rien d'autre qu'un moyen de s'assurer de leur force, ou plutôt de la faiblesse des autres. Quiconque n'est pas l'ami est nécessairement l'ennemi. Mais même un ami, même une autre vipère, peut être traité en ennemi. « Touche pas à mes intérêts ! » Ils ne vous diront jamais ce qu'ils

Malgré les assurances de la Seor Les perturbations de l'AEP perdurent à Arzew

Bouhassoune Lahouari

Depuis le début de ramadhan, de nombreux quartiers de la ville d'Arzew (et l'on cite la cité Beaumarché, l'avenue Frantz Fanon, Cité Sonatrach...) enregistrent une forte perturbation en matière d'alimentation en eau potable. Si ce n'est pas une coupure nette, c'est goutte à goutte que les robinets coulent, exaspérant les ménages qui ne trouvent plus où donner de la tête en ce mois sacré de ramadhan. Les ménages n'ont pas été avertis de cette perturbation pour prendre les mesures qui s'imposent pour palier au manque de cette denrée vitale. Le problème en matière d'alimentation en eau potable se manifeste soit par l'absence totale d'eau dans les robinets, soit l'eau coule au compte-gouttes par manque de pression. Ce phénomène est donc ressenti dans de nombreux foyers de la ville d'Arzew, déplorent les abonnés de la Seor. En effet, l'agence d'Arzew de la Seor ne semble pas avoir pris la précaution de prévenir ses abonnés sur ces pertur-

bations survenant de surcroît en ce mois de ramadhan qui coïncide avec la saison caniculaire. Cette situation irritante dénote de la manière dont est gérée la distribution de l'eau potable dans la commune d'Arzew où la population ne trouve pas une oreille d'écoute pour répondre aux légitimes préoccupations.

Contactée par nos soins, la responsable de la communication de la Seor reconnaît « la perturbation en matière d'alimentation en eau potable qui est due au transfert du réseau de la station de dessalement vers le MAO ». Selon la même source, « la situation, qui n'a perduré que deux ou trois jours seulement, a été rétablie ». Quant au problème de pression, la même interlocutrice signale que « celle-ci est à 14 bars, ce qui est très suffisant pour que l'eau potable arrive dans tous les foyers ». Toutefois, hier encore la situation perdurait car les robinets coulaient toujours à très faible pression, affirment de nombreux riverains. Comme quoi, la situation ne semble pas tout à fait rétablie !

Gdyel Secousse tellurique d'une magnitude de 3,1 degrés

J. Boukraa

Un tremblement de terre d'une magnitude de 3,1 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistré avant-hier mardi à 21h33mn (heure locale). Son épicerne a été localisé à 3 km au nord-ouest de Gdyel (Oran), selon le communiqué du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (Craag). Cette secousse tellurique n'a pas occasionné de dégâts et aucun blessé n'est à déplorer, affirme la Protection civile. Toutefois, bon nombre de citoyens de certains quartiers de

la ville d'Oran ont affirmé avoir ressenti la terre trembler. C'est le cas aussi à Arzew. Coïncée entre la plaque eurasiatique et la plaque africaine, l'Algérie est constamment en mouvement, et Oran n'est pas épargnée. Sur tout le territoire, on enregistre une moyenne de 60 à 80 secousses par mois. Mais 90% de ces secousses ne sont pas ressenties par la population, car leurs magnitudes sont inférieures à 2,5 degrés sur l'échelle de Richter. Le degré des répliques qui sont ressenties par la population est autour de 3 et 3,5 sur l'échelle de Richter.

Boutlélis Démantèlement d'un réseau spécialisé dans les vols de véhicules

K. Assia

Les éléments de la sûreté de la Daira de Boutlélis ont réussi à élucider le mystère qui entoure le vol d'un véhicule de marque Toyota. C'est à la suite d'une plainte déposée pour vol de véhicule sous la menace d'arme blanche que l'enquête a été entamée. En effet, la victime, âgée de 21 ans, a précisé que le véhicule qui lui a été volé a été acquis dans le cadre du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes ANSEJ. Poursuivant leurs investigations, les enquêteurs ont dévoilé que la victime n'est autre que le mis en cause. Autrement dit, celui-ci avait vendu son véhicule à un réseau spécialisé dans le vol des voitures. Après une perquisition or-

donnée dans son domicile, les policiers découvrent une somme de 64 millions de centimes, soit le reste du montant de la vente de la Toyota. Son interrogatoire a permis aux enquêteurs de connaître le prix exact de vente, soit 70 millions de centimes.

Les policiers ont récupéré lors de l'opération de perquisition 11 clés de véhicules dont 4 pour véhicules de marque Hilux, cinq pour véhicule de marque Renault, une clé pour véhicule Chevrolet et une autre pour véhicule Hyundai.

Les quatre membres du réseau spécialisé dans le vol des véhicules, âgés entre 29 et 35 ans, ont été tous identifiés et deux d'entre eux ont été arrêtés et présentés au tribunal où ils ont été placés sous mandat de dépôt.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

BENFAÏT Dounia, 62 ans, Ain El-Turck
BOUSEDRA Abdelrahmane, 42 ans, Tiaret
MADANI Mohammed, 58 ans, El-Hassi
AZZA Fatima, 80 ans, rue Abane Ramdane

Horaires des prières pour Oran et ses environs

| 14 ramadhan 1436 | | | | |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|
| El Fedjr 04h03 | Dohr 13h07 | Assar 16h57 | Maghreb 20h26 | Icha 22h04 |



AÏN TÉMOUCHENT

85 postes pour les corps des directeurs et d'inspecteurs d'éducation

Mohamed Bensafi

La direction de l'éducation d'Aïn Témouchent vient d'ouvrir un concours pour le recrutement de 85 nouveaux postes d'emploi, a indiqué notre source. Le concours, prévu le 22 juillet prochain, concerne les directeurs d'établissements et les inspecteurs de l'éducation. Des opportunités ouvertes devant les fonctionnaires du secteur de l'éducation nationale des trois paliers pour passer aux grades supérieurs. La réception des dossiers

d'inscription au concours a commencé dimanche dernier et se poursuivra jusqu'au 9 juillet prochain. Pour ce qui est des candidats désireux de rejoindre les postes de directeurs d'établissement, 05 postes sont prévus pour la fonction de directeur de lycée, directeur de CEM (11 postes), directeur d'école primaire (58) ainsi que le grade de sous-directeur d'école primaire (06 postes). Notre source souligne qu'il est exigé des candidats d'avoir occupé les postes respectivement de censeur, d'adjoint de directeur de CEM ou d'école pri-

maire pendant une durée de cinq ans, ou de sept ans en tant que professeur d'enseignement, dans le palier respectif. Pour le poste de directeur adjoint d'école primaire, le concours est ouvert pour les professeurs d'enseignement dans ce cycle se prévalant d'une ancienneté de 05 à 07 ans. Pour ce qui a trait au recrutement des inspecteurs de l'éducation et toujours selon notre source, il est proposé un ensemble de 05 postes laissés vacants par leurs titulaires, suite à des départs à la retraite ou pour changement de wilaya.

ADRAR

Une ligne électrique Timimoune-Tinerkouk mise en service

Bentouba Saïd

La nouvelle ligne électrique Timimoune-Tinerkouk sur une distance de 62 km, a été mise en service ce dimanche par la direction de distribution de Sonelgaz de la wilaya d'Adrar dans le cadre de la sécurisation et le renforcement de l'alimentation en énergie électrique pour toute la région de Zaouit Debag, surtout dans cette période de chaleur, a-t-on appris du directeur de Sonelgaz d'Adrar, M. Chabane Abdelhak. Une enveloppe de 16 milliards de centimes a été investie par Sonelgaz uni-

quement pour le réseau. Une action qui va mettre fin aux coupures d'électricité surtout que la région nord de la wilaya d'Adrar a bénéficié aussi d'un point de MT/MT (moyenne tension/moyenne tension) comme partie de compensation afin de relever le niveau de tension et un réseau de ligne MTS (moyenne tension sous terrain) sur une distance de quatre kilomètres. La mise en service de cette nouvelle ligne a été accueillie avec une grande satisfaction par la population de la daïra de Tinerkouk surtout qu'elle a coïncidé avec le mois de Ramadhan. Dans

la même stratégie au plan d'urgence 2015, une deuxième ligne de 60 KV est en cours de réalisation avec un taux d'avancement de 85% avec 11 postes transformateurs 630 KV dont 05 ont été mis en service afin de régler tous les problèmes de transport d'énergie électrique d'une manière durable dans cette région connue par la dispersion des habitants dans les ksours sur de longues distances. Il est à noter que la même localité a bénéficié dans le cadre du plan d'urgence 2014 de 36 postes transformateurs mis en service durant la même année.

TÉNÈS

La plage centrale envahie par les familles

Bencherki Otsmane

En quête d'un peu de fraîcheur, alimentée par une légère brise marine, la côte chélifienne a connu au cours des deux nuits précédentes un rush inhabituel où un nombre indéterminé de familles ont pris d'assaut la plage centrale, ou celle de «La Marina», situées à Ténès, juste après la rupture du jeûne. L'occasion a été saisie par les femmes (jeunes filles ou mariées) pour barboter dans l'eau en raison de l'obscurité qui y règne la nuit et, par conséquent, offrant davantage de discrétion pour celles qui se baignent. D'ailleurs, au niveau de ces deux plages, peu de jeunes célibataires s'y aventurent. On y trouve seulement des familles dont la plupart ne sont même pas accompagnées de la gente masculine. Ce qui laisse une certaine liberté à ces jeunes filles et femmes qui, faut-il le reconnaître, n'osent pas se jeter à l'eau au cours de la journée quand les badauds investissent les lieux. Il y a même parmi certaines familles celles qui ramènent le s'hour pour leur permettre de veiller davantage et de profiter de la fraîcheur de la nuit. Toujours est-il que depuis le début de la canicule, si certaines familles optent pour la promenade tout au long du front de mer qui va de la plage La Marina au port de pêche sur une distance de près d'un kilomètre et demi, d'autres par contre préfèrent s'attabler dans les cafétérias, débits de boissons ou tout simplement les crémeries pour apaiser leur soif en cette période de chaleur. Du coup, c'est une ambiance conviviale nocturne qui s'installe durant ce mois sacré sur cette côte pour perdurer à des heures tardives

de la nuit. Il faut noter également que le même phénomène est observé sur l'ensemble du rivage de la côte où il est plus accentué au niveau des agglomérations côtières de la wilaya, à l'image de Béni-Haoua, Oued Goussine, Oued Gseb, La Marsa, El-Guelta, etc. Par ailleurs, si sur le plan sécuritaire, les agents de police ou ceux de la gendarmerie veillent au grain, notamment par une présence accrue, discrète mais efficace pour sécuriser les estivants, il en est autrement sur le plan des moyens mis à la disposition des citoyens au niveau des plages principales de la wilaya. En effet, malgré les efforts consentis par les pouvoirs publics, beaucoup reste à faire de l'avis de familles que nous avons rencontrées au niveau de la plage centrale de la ville de Ténès. A commencer par l'éclairage qui fait cruellement défaut, associé à l'absence de sanitaires. Côté culturel, plusieurs familles déplorent qu'en ce mois de ramadhan, les veillées artistiques ne soient pas au rendez-vous contrai-

rement aux années précédentes où il ne passait pas une nuit sans qu'une activité culturelle soit programmée. Concernant le transport pour ceux ou celles qui ne possèdent pas de véhicules, il faut souligner que des bus assurent la desserte des agglomérations avoisinantes jusqu'à la côte. Le retour de ces familles est également assuré par ces mêmes bus à des heures tardives de la nuit. Une mère avec quatre de ses enfants dont deux filles fréquentant un lycée nous a confié : «A part quelques fausses notes, je peux vous dire que nous passons d'agréables moments au bord de la mer et mes deux jeunes filles en profitent au maximum pour se baigner car au cours de la journée, il m'est difficile de les laisser fréquenter les plages». De toute évidence, en absence de soirées artistiques, les familles chéelifiennes se plaisent à se rendre, par centaines, sur la plage, le soir après le f'tour, pour le plaisir d'une soirée bercée par le clapotis des vagues et balayée par les embruns marins.

CHLEF

Mise en service d'un échangeur

Abbad Miloud

M. Ouali Abdelkader, ministre des Travaux publics, a procédé ce lundi à la mise en service d'un échangeur situé sur le territoire de la commune de Oued Fodda. Il s'agit du quatrième et dernier échangeur après ceux de Chlef, Oued Sly et Boukadir, situés sur la totalité de la distance, soit 53,200 km, traversant le territoire de la wilaya de Chlef. Cet

échangeur permet le raccordement à la route nationale numéro 4 qui relie la ville d'Alger à celle d'Oran. Il permet également aux usagers de véhicules qui le désirent de pénétrer dans le centre urbain de Oued Fodda. Le représentant du gouvernement a insisté auprès des responsables concernés pour la prise en charge des dégradations survenues sur les tronçons réalisés dans l'ancien programme autoroutier.

RELIZANE

71 affaires traitées par la police judiciaire en une semaine

Mahi Ahmed

Les services de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Relizane ont traité durant la première semaine du mois de Ramadhan 71 affaires impliquant 54 individus dont 24 ont été écroués alors que 26 autres ont bénéficié de la citation directe. Le détail des affaires indique que le volet des crimes et délits contre autrui arrive en tête avec 33 affaires permettant l'arrestation de 24 malfaiteurs, suivi du chapitre des crimes et délits commis contre les biens avec 22 affaires mettant en

cause 08 personnes. En outre, 11 affaires en relation avec les stupéfiants ont été enregistrées et une quantité de 300 g de drogue et 11 comprimés psychotropes ont été ainsi saisis. Les mêmes services de la PJ signalent que 53 opérations policières ont été menées permettant le contrôle de 215 véhicules et l'interpellation de 273 individus, dont trois femmes, parmi lesquels 18 furent déferés devant le parquet de Relizane qui a écroué 15 d'entre eux alors que le reste a bénéficié de la citation directe et le contrôle judiciaire pour les délits commis.

TIARET

Premières journées théâtrales

El-Houari Dilmi

Correspondant avec la célébration du 53^e anniversaire du recouvrement de l'indépendance nationale, la capitale des Hauts-Plateaux de l'Ouest accueille du 5 au 10 juillet les premières journées théâtrales, à l'initiative de la coopérative Nawet El Masrah, avec le parrainage de la direction de la culture. Placées sous le thème de la « Lionne d'argent pour un théâtre réaliste », plusieurs pièces figurent au programme de cette manifestation culturelle, comme « Pour ne pas oublier nos chouchou » du jeune réalisateur Yeddou Med, ou encore « Dialogue nocturne » de Chaouch Habib et un monodrame de M'hamed Hadj Messaoud, « Secrétaire pour un jour », sont

également programmés les 7 et 8 juillet, avant une soirée de clôture, le 10 juillet, qui sera ponctuée par une table ronde radiophonique sur l'art des tréteaux, vu par de jeunes réalisateurs, et la distribution de cadeaux aux groupes participants, en l'honneur desquels une soirée musicale sera dédiée à l'hôtel Tagdempt. Place forte du quatrième art, dans un passé pas si lointain, l'antique Tihert renoue avec le théâtre, à la faveur de l'émergence de jeunes comédiens, pétris de talent, à l'exemple de Abdelkader Dekkiche, Djamel Larroussi, Meriem Bouali, Benabdessadouk, Mohamed Kamel Zendak, Djelab Miloud, Mohamed Hocine, ou encore la jeune Benhamou Khadidja, promise à un bel avenir dans l'art des planches.

EL-BAYADH

La traque aux motocyclettes se poursuit

Hadj Mostefaoui

Une vaste campagne de lutte contre le bruit et plus particulièrement contre les désagréments causés par le vrombissement incessant et les rodéos au centre-ville des motocyclistes, lancés à plein gaz à travers les artères de la ville, est menée tambour battant par les policiers relevant de la voie publique. Une opération largement applaudie par la population locale, exaspérée par l'incivisme des motocyclistes qui n'ont cessé de donner des sueurs froides aux enfants en bas âge

et aux piétons, foulant aux pieds les règles les plus élémentaires du code de la route en milieu urbain. L'impunité n'est guère de mise aujourd'hui puisque l'on a su que cette traque des motocyclistes se poursuit de jour comme de nuit et que pas moins de 45 d'entre eux ont été verbalisés pour défaut de papiers réglementaires et excès de vitesse, en sus de la saisie et de la mise en fourrière de leurs deux-roues. Une période de détente et de calme pour les citoyens et qui mériterait d'être maintenue toute l'année.

MATEMORE

La rénovation du réseau d'assainissement à la traîne

Abid Djebbar

La commune de Matemore relevant de la daïra de Ghriss a réservé dernièrement une enveloppe financière conséquente de cinq milliards de centimes puisés du budget communal dans le cadre du programme de développement communal (PCD) pour la rénovation du réseau d'assainissement de la ville. Il s'agit de résoudre le problème qui perdure depuis longtemps, apprend-on de source admi-

nistrative. Les travaux de réalisation ont été entamés par une entreprise, mais la méthode de travail et la lenteur des travaux en question ont été longuement critiquées par le wali lors de sa visite d'inspection sur les lieux, ce qui nécessite, selon lui, un renforcement par d'autres entreprises secondaires afin de gagner du temps en ces moments de grande chaleur et de canicule et en vue d'éviter les maladies transmissibles qui pourraient affecter les citoyens de cette commune.

TÉBESSA

L'informel, le désordre et le laisser-aller

Ali Chabana

Le mois de Ramadhan serait-il le moment idéal, pour certains, pour s'improviser des activités commerciales? La réponse est affirmative, si on constate tous ces étals de fortune, érigés à la va-vite, squattant souvent les espaces les plus réduits.

Les revendeurs poussent le bouchon, jusqu'à occuper les chaussées. Ainsi donc, le marché informel reprend du poil de la bête durant ce mois où les marchands de tout acabit se multiplient à vue d'œil, et ainsi, les

quantités de marchandises mises à la vente augmentent sans que cela influe, sensiblement, sur les prix. Des commerçants occasionnels, en veux-tu, en voilà, pire le changement d'activité commerciale fait légion, un revendeur de friperie usagée peut facilement se reconvertir en vendeur de «zlabia» sans que cela suscite la moindre surprise chez des clients, occupés à faire leurs achats, sans discernement. Le cafetier du coin, lui aussi et pour arrondir ses fins de mois, prend l'initiative d'ouvrir son propre étal de légumes et fruits. Un désordre inouï qui se-

lon quelques-uns fait l'affaire de tous, raisons sociales obligent, on laisse faire et on laisse aller.

La fête de l'Aïd viendra, elle aussi, renforcer ce climat d'un marché totalement débridé et sans contrôle. Et plus tard ce sera la rentrée scolaire et chacun trouvera sa chance pour redécouvrir les vertus du commerce, avec la certitude de ne rien perdre, mais tout à gagner, dans l'affaire, tant la conjoncture est favorable pour permettre cette pirouette. Le cordonnier espérera un jour devenir boulanger et la boucle sera bouclée !!!

Les céréales affectées par le manque de pluie

A. Chabana

Jusqu'au mois de mars dernier, on a, peut-être, très tôt cru à une année agricole faste, ou d'une pluviométrie plus que satisfaisante, en automne comme en hiver. Et puis, vint avril, le moment propice de la maturation du grain et les effets dévastateurs de la sécheresse apparaissaient de nouveau, plus une goutte d'eau. Tout était à revoir. C'est l'aveu amer du président de la Chambre de l'Agriculture de Tébéssa, M. Soltani Mustapha. Encore, une année supplémentaire de disette et de désolation et les fellahs sont dans le désarroi, croulant sous les dettes, pour les petits d'entre eux après avoir tout, ou presque, investi en labourant leurs petits lopins de terre, peu de possibi-

lités de remboursement ne seraient que les semences ou l'assurance tous risques qui exclut, comme catastrophe naturelle, la sécheresse. Cela, nous rappelle le résultat de 2014 et sa faible récolte de 300.000 quintaux. Ainsi, pour le même responsable, le recours à l'irrigation complémentaire devient une nécessité absolue.

Les grandes cultures céréalières occupent, à elles seules, quelque 210.000 ha emblavés, chaque campagne; mais les dégâts causés par la sécheresse qui devient endémique, affectent une grande partie des superficies, et les prévisions rétrécissent telle une peau de chagrin.

Seules sur les parcelles situées au sud de la wilaya: Djarech, Ferkanne, Marmouthia... et où la campa-

gne de moissons-battages a déjà débuté, l'on compte réalisé une bonne récolte. Contrairement à la céréaliculture, l'oléiculture, par contre est spéculation d'avenir, selon, M. Soltani M. En effet, en dépit des retards constatés dans la réalisation du programme de plantation de 30.000 ha, les oliviers sont, aujourd'hui, au nombre de quelque 1,2 million, notamment dans la région du sud, à Saf Saf Ouesra, M'zara et jusqu'à Bir El Ater. Une culture d'avenir, appelée à se développer davantage, avec le soutien et l'accompagnement des pouvoirs publics, si toutefois, toutes précautions seront prises pour leur protection phytosanitaire et l'accompagnement des oléiculteurs dans la commercialisation de leurs produits.

DRÉAN

Les chauffeurs de taxis protestent contre les «clandestins»

A. Ouelaa

Les représentants syndicaux d'une vingtaine de chauffeurs de taxis se sont rendus, mardi matin, au siège de la Sûreté de daïra de Dréan, pour dénoncer ce qu'ils considèrent comme une concurrence déloyale de la part des 'taxis clandestins'. Selon ces chauffeurs de taxis qui assurent

la desserte Dréan/Annaba, ces 'clandestins', avec arrogance, viennent même leur disputer la station qui leur est réservée, en criant à tue-tête qu'ils rentrent au centre-ville. Situation qui a fini par exacerber les chauffeurs de taxis qui se rendent à la station de Sidi Brahim, distante d'un kilomètre du centre-ville. D'où ce malaise pour les 70 taxis qui vont

à Sidi Brahim et se voient, lourdement pénalisés, avec en moyenne 2 à 3 rotations, par jour, sur une distance de 24 km. Voilà donc, la cause de ces contestations répétées, à longueur d'année, pour un stationnement qui n'arrange pas tous ceux qui se rendent, quotidiennement, en ville, préférant notamment, les véhicules se rendant du côté de la gare.

OUARGLA

Des repas et des colis alimentaires pour les nécessiteux

Dix-neuf (19) restaurants de solidarité sont ouverts, à travers la wilaya de Ouargla pour offrir des repas d'El Iftar (rupture du jeûne) au profit des personnes nécessiteuses et aux gens de passage, durant le mois de ramadhan, ont indiqué des responsables du secteur de l'Action sociale (DAS) de la wilaya. Quelque 10.465 repas chauds ont été servis aux personnes, dans le besoin et aux gens de passage, depuis le début du mois sacré à travers les espaces consacrés aux actions de solidarité, soit 6.456 repas servis à table et autres à emporter, a indiqué la même source. Pas moins de 176

benévols ont été mobilisés pour assurer l'encadrement de ces structures de solidarité, ouverts à travers les communes de la wilaya et aux principaux carrefours, a ajouté la même source.

Le DAS de Ouargla a précisé, par ailleurs, que l'opération de distribution de colis alimentaires, au profit des familles démunies a atteint un taux de 98%, soit 20.689 familles parmi un nombre global de 24.000 familles nécessiteuses concernées par cette opération de solidarité. Une enveloppe globale de plus de 153 millions de dinars a été consacrée, cette année, aux actions de solidarité

menées durant le mois de Ramadhan, dont plus de 79 millions de dinars représentant la contribution des communes, la wilaya (30 millions DA), le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme (9 millions de DA), a-t-on signalé. D'autres contributions financières ont été prévues, également, dans le cadre du programme de solidarité pour le mois sacré, dont 10 millions de dinars du Fonds de la 'zakat' et un total de plus de 24 millions de DA, représentant la contribution du groupe Sonatrach et bienfaiteurs, a-t-on fait savoir de même source.

BATNA

Le gaz naturel pour près de 11.000 foyers

Pas moins de 10.966 foyers seront raccordés, au cours de l'exercice 2015, dans la wilaya de Batna, au réseau de distribution public du gaz naturel, a indiqué le directeur local de la distribution, Nabil Gousmia.

Les opérations de mise en gaz prévues dans ce cadre porteront le nombre d'abonnés à 193.579 foyers et feront grimper le taux de raccordement de la wilaya à 70% (68,55% à fin 2014), a ajouté le même responsable.

La direction de la distribution

de l'électricité et du gaz de Batna a mobilisé 4,94 milliards de dinars pour l'exécution des opérations programmées pour 2015, portant sur la construction de 964 km de lignes électriques et la pose de 284,24 km de conduites de gaz naturel.

MÉDÉA

Cap sur l'Artisanat

Rabah Benaouda

«Nous ne cesserons jamais de dire et répéter, à l'adresse de tous nos commerçants, en produits artisanaux, qu'ils soient traditionnels ou modernes, que la priorité dans les ventes doit être accordée, exclusivement, aux produits locaux. Par ce geste, nous permettrons à toutes nos artisanes et à tous nos artisans de pouvoir écouler leur production pour qu'ils n'aient plus à faire face à ce problème de mévente de leurs produits et dont ils n'ont que trop souffert.» C'est ce que n'a pas manqué d'exprimer, à l'issue de la visite d'inspection qu'elle venait d'effectuer, mardi dernier, dans la wilaya de Médéa, la ministre déléguée chargée de l'Artisanat traditionnel, Mme Aïcha Tagabou. Et d'ajouter, à l'adresse de tous les responsables concernés: «il faudrait une présence permanente sur ces espaces, centres et autres locaux artisanaux si nous voulons réellement valoriser le produit artisanal local, qu'il soit traditionnel ou moderne.» C'est, en effet, à une visite d'inspection très chargée, en cette journée caniculaire de mardi dernier, comportant pas moins de cinq étapes dont quatre, dans le chef-lieu de wilaya et la dernière dans la commune de Tamezguida, plus précisément dans l'espace artisanal (ex-El-Hamdania), situé en bordure de la RN 1, qu'ont été conviées Mme Aïcha Tagabou et la délégation qui l'accompagnait. Ainsi, après une courte pause dans le salon d'honneur, du siège de la wilaya de Médéa, où elle venait d'être accueillie par les autorités locales, la délégation officielle se rendra, directement à la Maison de l'Artisanat sise au quartier Rekia Mustapha (ex-quartier Nador), plus connu sous le nom de «Bab El-gort», situé à la périphérie immédiate du centre-ville de Médéa, où elle a été accueillie par le directeur de cette institution artisanale, M. Malek-Eddine Bouame, qui lui présentera un exposé exhaustif, relatif aux différentes activités de cette 'Maison de l'Artisanat' ainsi que sur la situation de ce secteur dans la wilaya de Médéa. L'on saura ainsi qu'au 30 mars 2015, le nombre des artisanes et artisans inscrits, officiellement, avait atteint les 7.848. Ce qui s'est répercuté sur la création de 20.105 emplois effectifs dans les spécialités de la menuiserie artistique, la sculpture sur bois, la céramique artistique, l'habit traditionnel, le cuir, la sculpture sur pierres, la rafia, les concentrés de fruits, la pâtisserie typi-

quement traditionnelle, la broderie, les bijoux traditionnels... Suivra le tour de visite des nombreux stands et autres ateliers où toutes les explications ont été données à Mme Aïcha Tagabou. Une visite d'inspection qui a coïncidé avec l'ouverture des travaux d'une session de formation d'artisanes et artisans, dans diverses spécialités, auxquels la délégation officielle a rendu visite. Une Maison de l'Artisanat dont la visite s'est achevée avec la remise de certificats d'aides financières, à des artisanes et artisans, octroyés par la Caisse nationale de promotion des activités de l'industrie artisanale (CNPAT) en même temps que des diplômes à des artisans-stagiaires ayant terminé leur formation. Mme la ministre s'est, également, rendue au musée des Arts et Traditions populaires (ex-Dar El Emir Abdelkader), situé dans la vieille ville de Médéa, où la délégation officielle a visité les différentes salles d'expositions tout en recevant les explications nécessaires sur les activités multiples de ce musée. Ce sera ensuite le Centre d'information et d'orientation touristiques, faisant face à l'OPOW 'Chahid Imame Lyès', qui accueillera la délégation. L'occasion pour Mme Aïcha Tagabou de prendre connaissance du projet de réalisation d'une autre Maison de l'Artisanat, à Ksar El-Boukhari, entièrement achevée et dont sa réception définitive reste, toutefois, tributaire de son raccordement aux réseaux de gaz et d'électricité.

Ce qui sera fait, en principe, avant la fin de l'année en cours, selon les informations qui nous ont été données. Une infrastructure qui aura coûté une enveloppe financière de près de 6 milliards de centimes. A Aïn D'heb, un quartier situé à la périphérie sud de la ville de Médéa, la délégation officielle se rendra dans une entreprise privée de menuiserie et meubles d'art dont elle visitera le showroom et les différents ateliers tout en suivant les explications données par son propriétaire.

Une visite qui prendra fin dans l'espace artisanal de Tamezguida où Mme Aïcha Tagabou en visitera les différents locaux commerciaux, avant de faire une déclaration finale à la presse dans laquelle elle se dira «être très contente de cette visite, dans la wilaya de Médéa qui possède, assurément, de grandes richesses en matière d'artisanat traditionnel», tout en appelant les jeunes «à s'intéresser et intégrer le monde de l'artisanat traditionnel qui constitue un créneau créateur d'emplois sûrs et durables».

Extension du réseau d'électricité

Rabah Benaouda

Poursuivant son programme d'électrification rurale, à travers la wilaya de Médéa, la direction de Distribution de l'électricité et de gaz de Médéa annonce un nouveau raccordement de pas moins de 181 foyers, situés dans des zones rurales dont certaines enclavées. Un nouveau raccordement, dont la mise en service effective entre dans le cadre de la mise en application du Plan quinquennal 2010-2014 dans ses 1^{ère} et 2^{ème} tranches, qui est caractérisé par une longueur linéaire totale de plus de 15 km et dont

viennent de bénéficier, ainsi, ces 181 foyers ruraux.

Des foyers situés, notamment, dans les fractions 'Zeboudja', dans la commune de Bir Ben Abed (daïra de Guelb El-Kebir), 'Ouled Bouyahia', dans la commune et chef-lieu de daïra de Souaghi, 'Aïn El-Kahla', dans la commune de Tlétat des Douairs (daïra de Seghouane), 'El-Frid', dans la commune de Harbil (daïra de Ouamri), 'El-Khank', dans la commune et chef-lieu de daïra de Ouamri, et, enfin, le quartier 'El-Emir Abdelkader', dans la commune et chef-lieu de daïra de Chellalet el-Adhaoura.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

15 ramadhan 1436

| | | | | |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|
| El Fedjr 03h42 | Dohr 12h52 | Assar 16h44 | Maghreb 20h14 | Icha 21h54 |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|



APPARTEMENTS

■ A vendre des Appartements F3 et F4 très bien finis, immeuble construction neuve de 5 étages avec Ascenseur et très bien situé à côté de la clinique Abed à Medioni - Tél : 0555.33.54.73

■ Vends Studio - Sup. 28 m² - 8^{ème} étage - Résidence Gambetta - Tél : 0795.41.18.09

■ P. vend Appart luxe Duplex F4 - 5^{ème} + 6^{ème} étage - 104 m². Cité fermée, sécurisée à Haï Yasmine 2 à côté 4^{ème} Périphérique - ORAN - Tél : 0554.022.881

■ ES-SENIA 200 Logts : - Loue 1 Studio au RDC - Vend / Echange Villa R+1. Nouvelle construction. Sup. 180 m². Double façade - Mobile : 0551.70.33.19

■ Loue pour saison estivale 10 J - 20 J - 30 J : Studios - Appartements équipés - Eau H24 - Quartier résidentiel calme à 300 m de la plage de Trouville - Tél : 0771.75.32.76

■ S. BELABBES : A vendre très bel Appart F3 - Acté - Situé à Cité 56 Logts S. Djillali. 2^{ème} étage. Sup 70 m². Refait à neuf. Toutes commodités - Mob : 0661.112.374

■ Loue F3 - 3^{ème} étage - 3 millions/mois - Situé à Haï Chouhada - ORAN - Tél : 0791.82.73.30

■ A vendre Appart F3 - RDC - Cité SOMERIE 1er Novembre 1954 à Missergine - ORAN - Acté + Livret foncier - Tél : 0556.76.32.00

■ A.V. bel Appart à Akid Lotfi F3 RDC dans un immeuble très calme. Toutes Commod. Acté. Bien aménagé, à côté de pâtisserie Le Carry. Prix après visite - Tél : 0782.51.99.62 - 0779.90.88.76

■ A louer F2 à 200 Logts ES-SENIA pour 01 an, plus (Couple marié ou Cabinet médical) - Tél : 0560.234.304

■ A vendre Appartement situé à Cité les Pyramides USTO - ORAN - F4 - 128 m² de surface - Acté - 4^{ème} étage. Refait à neuf - Contacter Tél : 0551.50.10.77

■ Vends F2. 60 m². Acté à Haï Salem Yasmine 2. Quartier résidentiel. Toutes commodités. Deux balcons. Prix offert : 700 M. Prix demandé : 750 M - Tél : 0540.52.40.90 - Curieux s'abstenir

■ Loue Appart F3 à Haï Seddikia face Tribunal au 3^{ème} étage - Tél : 0772.98.37.92 - Entre 8 h - 17 h

■ A louer un Appart F4 - 2^{ème} étage - situé à Haï El-Chouhada - Pour Info. Appeler le : 0668.67.49.67

■ A louer pour Société : F4 - 120 m² - 1^{er} étage - face Rond-point Bahja - Tél : 0661.20.63.01

■ Pour vos vacances loue à M. Ben M'hidi (Ex-Port-Say - Tlemcen) Studios équipés à 100 m de la plage, pour Ramadhan Réduct. 60% - Tél : 0770.32.89.78

■ Vends Appartement grand standing vue sur mer. Front de Mer. 153 m² : 1 Salon, 3 Chambres, 3 SDB + Cuisine + 2 Dressings - Tél : 0771.23.71.63 ou 045.20.11.57

■ Location Appart F5 C. SDB. R.-de-C. Cité 500 Logts GDYEL - Vends Appart F4 C. SDB Résidence Perret 10^{ème} étage Miramar. ORAN - Contacter : 0661.20.31.86

■ Vends Apparts : F2 Akid Lotfi 3^{ème} étg. + F3 Akid Lotfi 10^{ème} étg. + F3 C. SDB 1^{er} étg. Pt du Jour + Carcasse 236 m² Canastel - AG. BENSALIM - 04, Rue Med Khemisti - ORAN - 041.29.26.03 / 0552.58.43.72

■ A vendre bel Appartement F3 toutes commodités. 5^{ème} étg. Bloc très calme côté pâtisserie l'Opéra Résidence Benkhaldoun. Prix 1 M 100 (négociable) sans intermédiaire - Tél : 0772.91.49.93 (Accepte Promesse de Vente)

■ Bonjour : F3 à louer à l'Hippodrome St Eugène : 1 Salon - 2 Chambres - Cuisine - S. de B. plus cour - au 2^{ème} étage - état neuf - Tél : 0775.70.12.94

■ A vendre bel Appartement type F2 - 54 m². Cuisine équipée. Climatisation. Chauffage. Chauffe-bain - 02 façades - sis à Cité 50 Logts GDYEL - Tél : 0560.09.25.30

■ Loue des Apparts meublés et équipés. Toutes commodités. Garage. Eau H24 - dans un quartier très calme pour famille à Trouville - Ain Turck - ORAN - Tél : 0783.11.00.82

■ URGENT : A vendre F4 - 2^{ème} étage à Canastel - Acté - dans une villa de 159 m² : 1,650 U. Négoc. + A louer F4 au 1^{er} étage dans villa 7 U/Mois Négoc. - Tél : 0696.25.10.08

■ Vends Appartement F3 - Toutes commodités - Situé au plein centre-ville d'ORAN à la Rue Bugeaud - Me contacter au : 0540.79.51.34

■ Part loue pour Juillet ou Septembre F3 meublé, équipé de toutes commodités (Frigo. Cuisinière. Vaisselle. Parapluie. Eau H24...) - Endroit familial, calme et sécurisé. Parking assuré - Ain El Turck (Corniche oranaise) - Mob : 0661.25.94.62

■ Vends F3 meublé à ORAN Cité Montecarlo. 6^{ème} étage avec Ascenseur. Refait à neuf. Toutes commodités. Double façade. Très ensoleillé - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0560.63.45.63 / 0542.71.42.60

■ A vendre Appartement individuel F2, RDC, avec cuisine, SDB et grande cour. Valable Bureau ou Cabinet. Possibilité extension. Acté + Livret foncier - Gambetta. ORAN - Tél : 0555.93.90.15

■ Bureau d'Affaires vend 3 Apparts F4 avec garage et un Studio à Belgaid - ORAN - Tél : 0550.30.16.10

■ Vends F3. Acté. RDC. Haï Sabah 300 Logts sur Gd Bd Ligne 11. Valable Crèche - Prof. Libérale - Habitation - Tél. 0561.975.085 / 0778.185.058

■ Location Apparts F2 et F3 équipés, bien aménagés dans résidence toutes commodités (Restaurant - Sauna - Cafétéria...) à Paradis-plage - Ain Turck - Tél. 041.44.59.15 - 0777.01.34.14

■ Loue F1 à Ain El Turck (quartier résidentiel) 100 m de la plage - toutes commodités - composé d'1 salon + chambre + cuisine + SDB + terrasse - Garage - Eau H/24 - Tél. 0552.96.18.30

■ Echange Appart F3 aménagé en F4. Double façade. RDC. Toutes commodités. Bon voisinage. Cité Bremer. SIDI BELABBES - contre F3 à ORAN côté Gambetta - Seddikia - Contact N° Tél. 0796.23.58.29

■ Vente FS 146 m², toutes commodités cuisine, équiper, chauff. Centrl, 6^{ème} étage une résidence neuve à côté palais d'Or Bir El Djir - 0770.87.03.11

■ A louer ou à vendre un appartement F3 meublé 5^{ème} étage à cap Falcon Ain El Turck - Tél : 0542.72.46.39

■ Tlemcen loue Appart à usage professionnel 2 pièces + cuisine + salle de bain au RDC 50 m² situé lot Sekkal Bd Derrah Abderrahmane Kiffane - Tél : 0771.98.04.76

■ Vds Appart F3 - Sup. 135 m² : Gd Salon - 2 Pièces - Cuisine - SDB - WC - 2 Balcons - Meublé totalement. Au 3^{ème} étage nouvelle construction 3 étages. Endroit très calme à ORAN Hippodrome - Tél. 0779.19.81.68

■ Vends F4 à ZAHANA - Tél : 0773.25.51.41

■ A vendre Appartement situé à cité les Falaises Gambetta - ORAN - en face Hôtel Ibis. F3 - 80 m² de surface - Contact : 0555.03.01.36 - 0560.04.92.82

VILLAS

■ A TLEMCCEN : Vds ou Echange Maison 500 m² avec Gd jardin et cour, F5 avec 1 Gd salon ouvert + Gd garage - contre petite Maison à ORAN - Prix après visite - Mercidi - Tél : 0774.54.93.15 - 0554.96.24.41

■ Vds / Ech. Villa - Actée - 400 m² à SIG : 4 Ch. + Sal. + Cuis. + SDB (équipés) + Conserverie d'olive (Equiptement et Machine) + Bureau + Chambre froide - contre Local ou Appart à ORAN - Tél : 0661.63.08.80

■ A vendre Villa 220 m². Moustakbel 2. Pépinière. ORAN - Tél : 0775.16.69.82 - 0559.44.94.71

■ Location Niveau Villa 5 pièces - équipé - au centre d'ORAN quartier résidentiel, pour 2 mois période estivale - Tél : 0775.16.69.82

■ Villa 219 m². 2 pièces + salon + cuisine + cour + garage + jardin + douche et sanitaires + hall + terrasse - Adresse : 13, Rue BOUARFA Miloud - HASSI EL GHALA (AIN TEMOUCHENT) - Tél. 0558.64.46.45

■ Vente d'une Maison de 250 m². 3 Chambres. 2 Garages. Cour. Puits - à Benfréha - Offert 12 M - Tél. 0554.07.00.78

■ A vendre une Maison de Maître - Actée - Superficie 125 m² - R+2. Finie à 70% - située à côté de la nouvelle Daïra de Bir El Djir - ORAN - Tél. 0770.53.06.12

■ A vendre ou Echange Maison de Maître 80 m² à Maraval - R+1 - 3 pièces + 2 terrasses - Désistement. Ancien prix offre 1.350 - contre F3 - Tél. 0793.54.57.24

■ Villa à vendre à Bousfer (2 Km les Andalous) comprenant : 4 Locaux au RDC - 1^{er} étage : 5 pièces - Cuisine - SDB - Superficie : 217 m² (2 Façades) - Tél. Fixe : 040.20.25.23 - Mobile : 0551.15.29.76

■ TLEMCCEN : Vends Carcasse R+2 à BOUHANAK sur boulevard commercial - 130 m² - Prix après visite - Tél. 0553.90.68.67

■ Vends Villa R+1 - 225 m² - Actée - Nouvelle construction. Double façade, près du Boulevard Millenium - Haï Khemisti - ORAN - Tél. 0561.08.09.26

■ A Fernandville ORAN : Vends Villa 210 m² nouvelle construction : 4 Chambres. 2 Salons. Cuisine équipée + séjour. Hammam + SDB. 2 WC - Avant-cour et Cour - Sous-sol pour 5 voitures - Tél. 0559.88.53.03

■ Loue à Ain Turck pour l'été pour famille : Maison près de la plage. 2 Pces + SDB + cuisine + cour - Equipée - Meublée - Tél. 0663.12.43.21 - (10 h à 19 h)

■ Vds à ZABANA - ARZEW : Carcasse 200 m². Plate forme et piliers. Vue panoramique sur mer - Acté avec Permis de Construire - Tél. 0795.30.99.93

■ A vendre M. de Maître - Sup. 250 m² - RDC : grand garage - 1^{er} étage : Habitation - à MEDBEUR - MASCARA - Tél : 0790.06.88.64

■ A.V. belle Villa - Actée - 350 m² à Bousseville. Ain Turck - ORAN. Toutes commodités - 6 Pces - 2 SDB + cour + Gd garage 5 véhicules - 2 Niveaux. Quartier résidentiel - Possibilité extension - Prix après visite - Tél : 0555.61.53.11

■ A vendre une Maison de Maître - Actée - à Ain El Turck avec 7 Pces + cuisine + WC + garage + cour et terrasse avec Antenne de Djazzi - Tél : 0780.43.37.44

■ A vendre une Villa 350 m² à Gambetta. R+2 + deux Locaux - Bon voisinage - Actée - Tél. 0553.74.90.97 / 0551.33.64.07

■ Vends à Choupot - Affaire à Saisir - Niveau de Villa : 6 Pièces - 2 SDB - 2 Gdes Terrasses - 6 Balcons - Pas de vis-à-vis - Face jardin - Tél. 0773.63.98.70

■ A vendre Maison à Boulanger à côté de Grossiste. Belle affaire + 02 garages et Sup. 170 m² - Tél : 0552.75.21.04

■ A vendre Villa luxe 240 m² R+1 avec piscine avec toutes commodités. 5 Pces, salon, cuisine équipée, garage deux voitures - à Canastel - Tél : 0555.11.71.13 - 0772.25.08.10

■ Vente villa 550 m², 16 m de façade Cave + R+1 construite 1978 Les palmiers Tél : 0770.51.27.43

■ Vds Villa R+1 - 2 façades. Vue sur mer. 4 Chambres + 2 Salons + Cuisine + 2 SDB + 2 garages à Bousfer-plage - Tél : 0661.60.44.52

■ A vendre Villa R+3 - 207 m² avec sous-sol situé à 40 m de Gd Bd Route Belgaid. Coop. Panorama. S/Sol : 207 m² - R-CH : 170 m² - 1er étg. : F5. 167 m² + terrasse - 2ème étg. : F5. 167 m² - 3ème étg. : F3. 80 m² + terrasse - Tél. 0561.69.87.75 - Prix après visite

TERRAINS

■ A TLEMCCEN : Vds 11.000 m² C. Zenata D. Faç. sur la Route Nationale. 100 m de Faç. Papiers en règle. Fiche cadastrale + LV. Certif. d'urbanisme - Convient pour tous projets Comm. ou Social (Promo) Prix après visite - Tél : 0774.52.93.15 - 0554.93.24.41

■ Vends Lot de Terrain 144 m² Coopérative Panorama, avec 10 m de façade - Tél : 0557.65.28.73

■ Vends Terrain 200 m² Coopérative SARA - CANASTEL - Tél : 0550.59.01.57

■ Vends Terrain avec Acte notarié. Sup. 957 m². Double façade sur la Route Nationale de BETHOUIA - SIG après Chehairia (W. ORAN) - Tél. 0772.44.48.93

■ TLEMCCEN : Vds Lot de Terrain avec plate-forme 130 m² à HABAK - Mansourah - Tél. 0560.21.76.28

■ A Fernandville ORAN : A vendre Lot de Terrain 602 m² - 2 façades 25 sur 24 - Tél. 0559.88.53.03

■ A vendre Lot de Terrain 120 m² à Bir El Djir Centre à la fin de la Rue Khaloul Houari - ORAN - Tél : 0777.91.21.98

■ Vends des Lots de Terrain à Sidi Maârouf - W. d'ORAN : 156 m² - 232 m² - 1.000 m² - Tél : 0550.94.02.92

■ Vends 05 Lots de terrain. Actés, viabilisés, dans une résidence fermée, à une nouvelle extension de Bir El Djir, à un prix intéressant - Contacter le : 0555.03.33.83

■ A vendre un Terrain de grande superficie situé près de la ville d'ORAN, sur l'axe de l'autoroute ORAN - TLEMCCEN - Toute personne intéressée contacter : 0662.03.27.15 - Merci

■ Vends Lot de Terrain 240 m². 2 Façades. Bd Millenium - PO : 7,5 - Vends Lot de Terrain 136 m² Bousfer-plage 1,2 - Tél : 0770.95.18.00

■ A vendre les Terrains : 220 m² + 180 m² + 146 m² + 602 m² + 270 m² à Fernandville - 225 m² + 198 m² + 500 m² + 200 m² à Canastel - Tél : 0555.11.71.13 - 0772.25.08.10

■ SBA : Vends Ferme Agricole 02 Hectares 30 ares - Titre + L. Foncier à HOUAOUARA à 10 min de la ville. Puits + habitation + hangar + bergerie + arbres fruitiers + 250 arbres d'olives en pleine production - Tél : 0778.31.77.85 / 0556.45.60.88

■ Vends Lot de terrain 150 m² à Canastel - ORAN - Très bien situé - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0560.63.45.63 / 0542.71.42.60

■ Vds Lot Terrain à Belgaid vue sur mer. 168 m². Acté + Loue Villa pour Société sup. 319 m² à Senia toutes commodités - Tél. 0658.12.43.13

■ Vends à Ain Ferah - Daïra de Oued El-Abtal (W. MASCARA) : Terre Agricole (105 Ha) en partie irriguée - Tél : 0770.89.28.84

LOCAUX

■ Location de Chambre froide - TLEMCCEN - Tél. 0552.00.58.82 / 0771.06.42.23

■ Vends Local aménagé 37,49 m² à la Cité ARCOPRIM (Akid Lotfi) ORAN - Tél. 0780.92.98.50

■ A louer un Hangar de 1.000 m² à la Zone Industrielle Hassi Ameur - Tél. 0550.29.99.48

■ Loue en face nouvelle Cour de Justice USTO : 1 Plateau de 16 Bureaux - Tél. 0558.27.67.51 - Après 20 H - Vends au même endroit 2 F3

■ A vendre Local Haï Sabah Cité BatiOr 125 Logts : 28 m² - Prix 310 Mille - Bonne affaire - Tél. 0667.29.71.77 / 0770.65.01.38

■ A louer 02 Locaux (25 m² chacun) - Bien situés pour commerce - Cité Kara - Es-Senia (ORAN) - Tél. 0774.45.34.09

■ Vends à TLEMCCEN - Kiffane sur rue commerciale : Un Local de 130 m² aménagé avec sanitaires - Convient pour activités commerciales, bureaux, professions libérales - Tél. 0561.59.26.78

■ Vends Local commercial 45 m² avec sanitaires et arrière-boutique - Toutes commodités (Électricité - Eau - Gaz...) à l'Hippodrome - ORAN - Tél. 0779.19.81.68

■ Loue Pizzeria au bord de la mer (pieds dans l'eau) à MERS EL HADJADJ ex-Port-aux-Poules - Tél. 0771.72.50.90

■ Loue Local à St Eugène Rue Khelifa Benaloul - ORAN : 14 m de longueur et 5 m de largeur avec Sanitaires - Eau - Elect. - Dalle de sol - Tél. 0771.13.14.41 - 0794.53.31.18

■ Vends Local 33 m² Promoteur Arbi El-Yasmine. 430 U. Acté. Possib. Prom. de Vente + Local 18 m² St-Pierre Rue Dumanoir en parallèle Mirauchaux 300 U - AG. DJIWED EL ADL - 0771.53.77.94 - 0796.74.05.52

■ A vendre un Hangar de 1.000 m² demi fini (avec une Charpente métallique) - Acté - à Hassi Ameur - Tél : 0550.29.99.48

■ A louer Dépôt 400 m² situé à Sananès pour un prix de 100.000,00 DA/mois - Contacter le : 0555.92.03.56

■ A louer Local. Sup. 30 m². Bien situé avec sanitaires. Bien aménagé - à l'Avenue d'Arcole - Tél. 0552.32.86.35 - 0778.87.19.21

■ A.V. / A louer un Local valable pour tous types d'activités. Bien fini (82 m²) avec 03 rideaux & 02 façades. Rue Zaoui Med - Maraval - Tél. 0770.91.67.67

■ Vends Local 42 m². Acté. Toutes commodités. Bien situé dans centre nouvelle cité Ben Smir - Ain Turck - ORAN - Tél. pour visite : 041.60.46.95 - 0772.52.49.60

EMPLOIS

■ Bureau d'Etude Statistique à ORAN cherche un Directeur de Production et Planification ORAN - ALGER, maîtrisant fichiers de données, sérieux et dynamique, expér. dans le domaine souhaitée - forstat_emploi@forstat.dz

■ Importante Entreprise à Oran recrute même nouveaux Diplômés : Ingénieur en électronique option automatisme - Ingénieur en électromécanique - Technicien « opérateur sur machine » - Envoyez votre C.V. à : rh.recrutement.important@gmail.com

■ Société de Taxis cherche des Chauffeurs mariés, avec Diplôme de Taxis - Veuillez nous contacter entre 12 h et 16 h - Tél : 0770.60.01.18

■ Cherche Opticienne et Optométriste sur la wilaya de MOSTAGANEM - Veuillez envoyer vos CV sur l'adresse suivante : djafar75@hotmail.fr

■ Particulier cherche une Femme de ménage âgée, sérieuse - Téléphoner après 16 H au N° : 0540.93.93.15

■ Laboratoire d'analyses médicales cherche Biologiste - Envoyer CV à l'adresse : labo.cmb@hotmail.com

■ Bureau d'Etude Statistique à ORAN cherche un Informaticien, maîtrisant Excel, Visuel Basic et Access - expérience dans le domaine souhaitée - forstat_emploi@forstat.dz

■ Recrute Secrétaire polyvalente maîtrisant parfaite de l'Excel et du français - Envoyer CV détaillé par mail : etsyoussef@gmail.com

■ Recrute Responsable Qualité avec expériences dans l'agro-alimentaire - Envoyer CV détaillé par mail : etsyoussef@gmail.com

■ Recrute Technicien en électricité industrielle avec expériences dans l'injection plastique - Envoyer CV détaillé par mail : etsyoussef@gmail.com

■ Recrute Conducteur de Clark avec expériences dans le domaine - Envoyer CV détaillé par mail : etsyoussef@gmail.com

■ Recrute Ingénieur en électrotechnique avec ou sans expériences - Envoyer CV détaillé par mail : etsyoussef@gmail.com

■ Bureau de comptabilité à Oran recrute Comptable par voie de CTA - Envoyer CV : expertiseifrs@yahoo.fr

■ URGENT : Recrutons 10 Agents Polyvalents sérieux et motivés, résidant à ORAN - (Heures flexibles / Salaire motivant) - Contactez le 0559.24.57.65

■ Hôtel 03 étoiles cherche : 01 Maître d'hôtel - 01 Serveur - 01 Plongeur - Résidant à ORAN - Tél : 041.29.17.44 ou envoyer à : drhrecrutehotel@gmail.com

■ Société privée / ORAN recrute : T.S. ou Ingénieur en Electromécanique. Expérience sur machine soufflage - Opérateurs sur machine - Secrétaire maîtrisant l'outil informatique et rédaction - Contact : 0660.37.83.76

■ Sté privée de Hassi Ameur recrute un Clariste, maîtrise parfaitement la conduite des Clarks et particulièrement dans les Chambres froides - âgé entre 25 et 40 ans (Expérience plus de 3 ans) - F.H. recrutement@outlook.fr

■ Salon de coiffure sis à Plateau cherche Coiffeuse expérimentée - Contactez le N° 0795.62.23.67

■ Cherche Coiffeuse qualifiée évoluant dans de bonnes conditions de travail, dans Salon de beauté Gd Stand à Haï Eryad ORAN Promotion Hasnaoui - Tél. 0770.26.31.61 - 0561.62.93.64

■ Particulier cherche Nourrice à plein temps à domicile sur ORAN - Expérience exigée - Contacter le : 0661.20.12.12

■ Station RYAD à GDYEL recrute 01 Pompiste et 01 Lavagiste / Vidangiste qualifiés - Appeler au 0781.25.80.34 - de 9 H à 17 H

■ Salon de coiffure à Maraval cherche Coiffeuse qualifiée et Apprentie - Tél : 0550.24.58.86

■ J. Homme âgé de 32 ans, possède Permis de Conduire catégorie B - C - D - Expérience plus de 5 ans : Cherche Travail - Tél : 0555.37.07.66

■ Le Village Touristique « SYPHAX » recrute pour la saison estivale 2015 : Serveurs - Femme de ménage - Adresse vos C.V. par Fax au N° suivant : 043.69.71.45

■Entrep. en Bâtiment privée à ORAN cherche pour ses chantiers à MECHRIA : Métreur Vérificateur expérimenté plus de 5 ans - Menuisier Poseur - Chef de Chantier expérimenté - Mob : 0770.98.23.95 - Tél/Fax : 041.24.17.20

■Unité de transformation de plastique recherche pour sa production : Conducteur sur machine extrudeuse et refendeuse avec expérience - Envoyer CV : Adhepap@yahoo.fr ou par Fax au : 041.28.23.93

■WINMERT PVC cherche Agents qualifiés en Menuiserie PVC (Montage et Pose) - Envoyez votre CV à l'adresse E-mail : info@winmert.com - Fax : 041.61.70.09 - Tél : 041.61.70.10

VEHICULES

■Vends Citroën Berlingo. Tôle (Blanc Banquise). 2 Portes coulissantes. 1,6 HDI. 92 CH. Année 2015 - Km 9.000 - Tél : 0551.23.50.63 - 0770.78.06.46

■Véhicule à vendre : Golf 5 - 2 L. - Année 2004. Immatriculé 31 - Prix demandé : 1.000.000 DA - Tél : 0672.00.71.25

■A vendre Véhicule de marque HYUNDAI Atos la GLS - Année 2011 - Première Main - Tél : 0770.31.07.49

■Vds PASSAT CC. 37000 Km. 2013. Couleur Noire 4 Saisons avec Carte Grise 31 - Pas d'Incessibilité - Toutes Options - Tél. 0795.30.99.93

■Achète Camionnette HAFÉI double cabine - peu roulé - Tél : 0796.98.60.49 - Après 12 H

■Vente Véhicule NISSAN Tiida. 2010. Diesel 1,5 DDI. 106 CV. 6 vitesses. Noir. En bon état. Toutes options (toit ouvrant, siège cuir, DVD, Tél., Bt.) 61000 Km - Tél : 0560.08.60.23

■A Vendre : SEAT LEON. 2011. Blanche. 59.000 Km (Carte Grise) - Tél. 0554.24.90.96

■Vends LEON - FR - Année 2013 - Blanche - Roulé 38.000 Km - Tél : 0541.03.77.18

■Vends Rétro Chargeur sur pneu marque JCB Type 3 CX - Année 1998 - Bon état - Contacter le : 0555.03.21.31

■Achat Véhicules accidentés ou en panne, Légers ou Lourds - Tél. 021.91.35.62 / 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82

DIVERS

■Vends Huile d'olive Vierge garantie origine BEJAÏA. Production Novembre 2014. Vente en Vrac par Bidon de 5 litres - Prix 500 DA le litre - Disponible à ORAN - Tél : 0775.16.92.14 ou 0797.88.16.86

■Vous êtes étudiant, lycéen ou écolier, ou simplement une personne qui veut perfectionner son français parlé et écrit en utilisant les bonnes vieilles méthodes - Appelez au : 0551.33.93.72 et au 0795.91.02.88

■J. Homme sérieux, cherche Location Numéro de Taxi à ORAN - Tél. 0697.04.24.09

■A.V. : Compresseur MICHELIN 500 L (Neuf) - Tronçonneuse de goudron (Neuve) (Travaux Publics) - Moteur SIEMENS 20 Ch. 25 Ch. - Pompe HP de lavage 200 bars (+ Piston d'huile) - Tél. 0794.15.76.11

■Vends Extrudeuse plastique pour Tuyau PEB - PEHD + Broyeur 30 Chs - Tél. 0557.20.37.48

■Mère 3 Enfants cherche Aide « SOS » « Séance radiothérapie » Brûlure à bras (Main droite) - Tél. 0781.50.98.53

■Collectionneur : Vends Journal d'antiquité de la Ville d'ORAN 1881 - 1882... 1890 - 04 Volumes 50 DA le quotidien - Appeler au : 0660.57.27.36

■Association Arred El-Irada ouvre ses portes pour Crèche d'été et Colonie de vacances (piscine) même pour les cas particuliers (Autistes) (Coran - Cuisine - Peinture - Travaux M.) Castors - ORAN - Contacter : 0556.77.88.43

■URGENT : Père de famille cherche un Numéro de Taxi Wilaya 31 ORAN - Tél : 0550.61.89.08

■Nourrice à Seddikia ORAN - Sérieuse et disponible à toute heure, garde des Enfants de 6 mois à 5 ans - Contacter au Mobile : 0781.51.89.66

■Pour ouverture Crèmerie à ORAN Centre-ville : Cherche Partenaire avec Matériel - Tél. 0669.71.94.01

■Vends Pont Bascule 80 tonnes. 18 m de long - Neuf - Tél. 0550.99.14.74

■Vends Aléuseuse de bloc + Fraiseuse 1,5 + Presse 70 tonnes + 3 Postes de soudure - Tél : 0560.35.97.55

■Salon de coiffure Dames vous propose une Promotion BOTOX pour cheveux et Lissage brésilien pour tous types de cheveux même pour Enfants - Tél : 0778.22.94.60

■Vends 2 Machines Injection plastique marque BATTENFELD + 1 Extrudeuse pour tuyaux (ESPAGNE) + Scie mécanique 350 mm - Tél : 0661.22.68.06

■Pour vos événements professionnel ou familial (Déjeuner - Collation - Mariage) Entreprise à ORAN loue : Matériels de restauration - Mobiliers (Tables - Chaises - Vaisselles) - Tél. 0560.71.02.62

■Vends Remorque Frigo occasion très bon état avec moteur THERMO-KING - Tél. 0555.85.80.26 - ORAN

■Pour cause changement d'activité : Vends Unité de production gaz CO2. Capacité 300 Kg / Heure - peu servi - Tél. 0661.20.16.77 heures bureau - intermédiaire s'abstenir

■A vendre un Lot de citerne en inox en forme Entonnoir et Citerne en inox pour stockage produit détergent - Tél. 0554.36.08.04 - 0550.31.86.89

■Assistance Plus Stage Spécial ETE + Augmenter vos chances de réussite pour : (5 AP + BEM + BAC) 2016 - Du 27 Juin au 10 Juillet - Gambetta : 041.53.30.27 - Maraval : 041.25.85.55

■L'école EL HAYAT SCHOOL informe les parents désireux inscrire leurs enfants dans les cycles PR - Moyen et Secondaire que les inscriptions se feront sur le site : www.elhayat-school.dz

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire En date du 03 Juin 2015 de l'EPE/SPA FERMETURES MISCHLER ALGERIE Au capital social de 75.000.000 DA

L'an deux mille quinze et le trois du mois de Juin s'est réunie l'Assemblée Générale de l'EPE/SPA FERMETURES MISCHLER ALGERIE - ORAN.
Au siège du Groupe DIVINDUS Pôle Ouest Oran, il a été adopté les résolutions suivantes :

- Résolution n° 01 :** Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2014.
- Résolution n° 02 :** Affectation du résultat de l'exercice 2014.
- Résolution n° 03 :** Audit externe.
- Résolution n° 04 :** Perspective et survie de l'entreprise.
- Résolution n° 05 :** Mise en place de la structure d'audit interne.
- Résolution n° 06 :** Orientations spécifiques PLD.
- Résolution n° 07 :** Reconfiguration du Conseil d'Administration.
- Résolution n° 08 :** Partie variable du Cadre Dirigeant Principal.
- Résolution n° 09 :** Rémunération des Administrateurs.
- Résolution n° 10 :** Honoraires du Commissaire aux comptes.
- Résolution n° 11 :** Mandat du Commissaire aux comptes.
- Résolution n° 12 :** Dispositions de mise en retraite.
- Résolution n° 13 :** Publicité légale.

LE DIRECTEUR GENERAL
S. SERDOUN

Entreprise Recrute :

- * Quatre (04) Mécaniciens Industriels.
- * Quatre (04) Electromécaniciens.
- * Cinq (05) Menuisiers Ebénistes.

Conditions requises :

- Diplôme dans la filière.
- Dix (10) ans d'expérience requise dans le domaine.
- Ayant le sens de responsabilité.
- Sérieux.
- Disponibilité absolue.

Avantage :

- Salaire selon compétence.
- Couverture sociale (Assurance).
- Contrat de travail.

Remarque : Un essai sera accordé aux candidats sélectionnés.

Envoyez SVP votre CV à l'adresse :
info@decopors.com

SIDI BEL-ABES PUBLICITE

Pour toutes vos annonces publicitaires
- Félicitations
- Remerciements
- & Autres Avis...

Adressez-vous au Bureau
CANAL SUR S.B.A.

Résidence El Feth (Hasnaoui) près
CNEP C.Ville
Tél/Fax : 048 65 29 94 / 048 54 01 10
0555 05 90 10 / 0771 623 347

L'Entreprise ETI Groupe

décline toute responsabilité à
l'utilisation frauduleuse des Cachets
et des Griffes de :

**ETI Group Méditerranée,
ETI Group Saïda et G.M.I.**

suite à un vol à la date du 11/06/2015.

Location : Dépôt de stockage

- Situé à la sortie de Belgaïd.
- A côté dépôt IFRI.
- Très accessible.
- Surface de 10.000 m² constituée d'une plate-forme, dont 1.000 m² bâtis pour des bureaux aménagés avec sanitaires.
- Le dépôt est entouré d'un mur et 2 portails pour l'accès des différents camions et engins.
- Un poste de garde pour le gardiennage et la surveillance durant la journée et la nuit.

Contact :
0560.00.51.27 - 0555.03.01.36 - 041.62.42.74

TLEMCEM PUBLICITE

Pour toutes vos annonces publicitaires
- Félicitations
- Remerciements
- & Autres Avis...

Adressez-vous au
Bureau CANAL SUR de TLEMCEM

Placette Bab El Hdid entrée Rue de Paris
Tél/Fax : 043 26 58 21 / 0551 00 30 40 /
0555 05 90 10

Malaisie

Départ : 09 Aout 2015 10 Nuits **189.000** DA
05 nuits Kuala Lumpur 05 nuits Langkawi
billet d'avion avec Emirates airlines + hôtel 4* + transferts + 4 excursions

Tunisie 08 Nuits **36.000** DA
Départs : 22 juillet et 02 Aout 2015
08 nuits Sousse Hôtel Diar Meriem
Transport par bus Touristique + hôtel 3*** + 4 excursions

FADIS VOYAGES 13 rue TALEB ABDERRAHMAN B.E.O (lycée Okba).
Tél: 021621 244 / 0561 675 420
0561 675 437 fadisvoyages@hotmail.fr

Offre Special Air el Fitri

TUNISIE
8 Jours / 7 Nuits
All Inclusive
59990 Da

73, Bois des cars III D. Brahim - Alger
TEL : 021 33 59 65 / 0550 347 342
0560 194 677 / 0560 194 731
E-mail : gherbi.travels@hotmail.com

Plusieurs modèles
Présentoir vitré
Offre Spécial Ramadan
-20%
-10% -10%

(Lumineux avec roulettes et verrouillage)
votre vitrine sur mesure c'est possible !

Contactez nous ou Consultez notre Site epstar.net
0550.55.41.95-0550.41.49.21-0550.40.45.59 Livraison Gratuite

FÉLICITATIONS

Les familles
KHERRADJI et
SOLTAN
félicitent leur fille
« KHERRADJI
ASMA
NAILA »

pour sa réussite à l'examen de
Cinquième avec Mention et une
moyenne de 9,60 et lui
souhaitent beaucoup de succès
et de réussite dans son parcours
scolaire.



FÉLICITATIONS

Monsieur ABDELMOUDJIB Saïd
et Madame ABDELMOUDJIB
Amel née KILOU félicitent
leur fille

ASMA

pour l'obtention de son diplôme
de Docteur en Pharmacie et lui
souhaitent un avenir très
prometteur INCHA'ALLAH.

Ton père, ta mère et ton frère
Djaafar qui t'aiment.

ANNIVERSAIRE

En ce jour du 02 Juillet 2015, le
petit prince :
DENANE ILYESSE
fêtera ses 3 ans... Et bien sûr en
faisant un vœu avant de souffler
ses bougies, comme lorsque l'on
voit une étoile filante... Ton papa
Khaled, ta maman Nardjisse et
moi, nous nous joignons pour te
souhaiter le plus merveilleux des
anniversaires, en espérant que
chaque instant de ce jour
contribue à faire régner la joie
dans ton cœur... Happy Birthday
TITIWAWA.
Tata Dalila qui t'adore

Cabinet d'Etudes Techniques à ORAN

Recrute pour ses besoins :

- Technicien supérieur en VRD.
- Technicien supérieur Bâtiments.
- Architectes.

Conditions de recrutement :

- Bonne connaissance Autocad.
- Résidence obligatoire à Oran.
- Expérience exigée.

Envoyez vos CV + lettre de motivation à :
oran_cabinet@gmail.com

A la recherche de PROFESSEUR DE GUITARE

Conditions de recrutement :

- Avoir de sérieuses références.
- Donner des cours pour 01 enfant de 07 ans.
- Donner des cours à domicile.

Les candidats répondant aux conditions sont
priés d'appeler au numéro de Mobile
suivant : **0554.53.56.92**

**EUURL Meubles chezvous informe
sa clientèle d'un nouvel
Arrivage de salles à manger Haut
de gamme à des prix étudiés.**

- Table 06/08 chaises en hêtre
- Bahut avec miroir
- Argentier

**Conception et design
allemand fabrication turque.**

Point de vente :
Magasin chezvous
Adresse : 101 Cité Jourdain les
Castors ORAN
Tél/Fax : 041 45 59 10 -
Mobile : 0553 81 30 69

Entreprise de Travaux Publics : Recrute :

- Ingénieur en Travaux Publics
- Topographe : (Technicien supérieur géomètre / topographe)
- Conducteur de Travaux : Ingénieur / Technicien en Travaux Publics et Aménagement
- Métreur / Vérificateur
- Conducteur niveleuse
- Conducteur (pelle hydraulique, chargeur, pelleuse)
- Conducteur finisseur
- Mécanicien d'engins : Technicien en maintenance des engins (Travaux Publics)
- Coffreurs et Ferrailleurs
- Maçons
- Ouvriers spécialisés en Travaux Publics

Merci d'envoyer votre candidature, à :
Fax : 041 42 29 98
N° de téléphone : 05 54 50 70 77
(Heure d'appel : 09 h 00 à 16 h 00)

Qualités requises :

- Sens et respect de l'organisation et du travail
- Polyvalence, bon sens et ingéniosité
- Esprit d'équipe
- Une expérience souhaitable de plus de 4 ans
- Résidant la wilaya d'Oran ou proximités
- Lieu de travail : Oran
- Salaire : Selon le profil

**VOS VACANCES
EN TURQUIE**
DÉPART D'ORAN

ISTANBUL
7 Nuits et 8 jours
Du 24 au 31 Juillet
Du 03 au 10 Août
Du 17 au 24 Août
Du 26 Août au 02 Septembre

ANTALYA-KEMER
9 Nuits et 10 jours
Du 05 au 08 Août
Du 10 au 19 Août

Billet d'avion
Frais de visa
Transfert Aéroport-Hôtel
BADE HOTEL DELUXE
2 excursions.

132000 DA
PETIT-DÉJEUNER
★★★★

Billet d'avion
Frais de visa.
Transfert Aéroport-Hôtel
FANTASIA HOTEL DELUXE
Ultra-All-Inclusive

199000 DA
ULTRA-ALL-INCLUSIVE
★★★★★

041 538 923 - 0561 757 809 - 0555 348 764

**Deux morts par hémorragie digestive
et 22 cas d'agressions à l'arme blanche**

Les Urgences du CHUC submergées

Rekibi Chikhi

Le Ramadhan, censé être un mois du pardon et de la miséricorde, est une période où l'on enregistre le plus d'agressions physiques et verbales. Les agressions à l'arme blanche s'élèvent à 22 cas, durant la période allant du 18 au 30 juin, selon un bilan du CHUC, soit une moyenne de 2 agressions par jour, avec une seule évacuation d'une victime de l'extérieur de la wilaya. C'est, donc, le mois où les services des Urgences médicales du CHU 'Dr Benbadis' sont assaillis par les citoyens pour un simple soin médical ou une intervention chirurgicale. Le couloir des Urgences grouille de monde, chaque soirée, des gémissements de douleur, des questions de toute part et des prières d'un prompt rétablissement emplissent le lieu. De très vieilles personnes terrassées par la canicule attendaient, le regard hagard, leur tour, sur leurs chaises roulantes, occupées au tiers seulement, par leurs frères corps. Tout le monde scrutait les derniers qui entraient pour deviner le mal abattu sur eux et les aurait conduit si tard, dans ces lieux. La tête bandée, un jeune entre dans le couloir, entouré de ses amis, visiblement très en colère « il a été victime

d'une agression à l'arme blanche », apprend-on de l'un de ses accompagnateurs. La vue du sang ruisselant a attiré la sympathie et le groupe a été privilégié par les présents mais il a vite été écarté par l'arrivée de 2 victimes d'un accident de voiture survenu dans la localité Bounouara, l'un des deux conducteurs sur une chaise roulante, souffrait d'une fracture à la jambe, « l'accident est survenu quelques minutes avant la rupture du jeune », nous a informé un jeune qui a accompagné l'une des victimes et qui essaye de la rassurer en lui disant « ce n'est rien, tu n'es pas blessé et le sang sur ta chemise provient d'une petite plaie sur ta lèvre ». Une dame, le bras en plâtre, attendait son mari, pour lui servir son « f'tour »: « j'ai glissé juste avant la prière du Maghreb, je suis allée à l'hôpital d'El Khroub avant d'être évacuée ici au CHU ».

Le bilan des cas traités, seulement pour la période du 18 au 30 juin, établi par la direction des Activités médicales et paramédicales, s'élève à 27 accidents de la circulation survenus sur le territoire de la wilaya de Constantine, à côté de pas moins de 38 évacuations des autres wilayas, c'est dire que l'on traite plus de cas évacués de l'extérieur de la wilaya que ceux de la

wilaya elle-même. Malheureusement, 6 décès sont à déplorer signale le bilan. Y a-t-il lieu de considérer que les Constantinois sont plus prudents, sur les routes du fait qu'ils font moins d'accidents que ceux des autres wilayas mais qu'ils sont, par contre, plus violents ? Signalons que certaines victimes d'agressions ont été opérées sur le champ, d'autres retenues à l'hôpital alors que d'autres sont rentrées chez elles, après les soins prodigués. Les hémorragies digestives ont fait 2 victimes pendant cette douzaine de jours. B.I et B.S, 2 médecins de garde au service 'Gastro' nous ont informés que ce service qui traite les problèmes digestifs accueille pas moins de 80 cas par garde, « il ne nous reste aucune feuille libre du carnet des ordonnances, à la fin de notre garde, le régime alimentaire et les mauvaises habitudes, durant ce mois provoquent beaucoup de dysfonctionnements de l'appareil digestif ». Et d'ajouter « les urgences chirurgicales doivent affronter les cas d'appendicite, d'ABC de foie et les hémorroïdes dont souffrent plus les femmes que les hommes ». Ceci sans oublier les faux malades qui apportent leur pierre en confondant les symptômes et qui accourent aux urgences médicales pour un simple mal de tête.

**Début de relogement
de 3.000 familles, aujourd'hui**

Une opération de relogement ciblant 3.000 familles, occupant des sites précaires, à Constantine, sera entamée, jeudi, pour se poursuivre jusqu'à la fin du mois de juillet, a indiqué, mercredi, à l'APS, le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Abdelghani Dib. Il s'agit de « la plus importante opération de relogement, depuis l'Indépendance, dans la wilaya de Constantine », a affirmé ce responsable, précisant

que l'opération s'effectuera en plusieurs étapes et ciblera, dans l'ordre, les familles occupant les derniers bidonvilles de la ville et celles qui vivent sur des sites menacés par le glissement de terrain. L'entame de l'opération, aujourd'hui, donnera lieu au relogement de 500 familles vivant dans une quinzaine de sites précaires, disséminés à travers l'agglomération constantinoise, a, encore, indiqué M. Dib, précisant que les familles concernées seront relo-

gées dans des appartements neufs construits à Ali Mendjeli. La scolarité des enfants ne sera pas affectée par le déménagement des familles, dès lors qu'une douzaine d'établissements scolaires seront ouverts à Ali Mendjeli, a, également, affirmé le directeur de l'OPGI, soulignant que ce relogement permettra à la ville de Constantine de « tourner, définitivement, la page de l'habitat précaire, pour se consacrer à l'assainissement du dossier du logement social ».

Bab El Kantara

Une réhabilitation qui tarde à venir

A. El Abci

Les habitants de Bab El Kantara, vieux quartier composé de bâtiments datant pour la plupart de l'ère coloniale et se trouvant dans un état de délabrement avancé, attendent depuis plusieurs années que des travaux de réhabilitation les touchent enfin à leur tour « mais en vain ». Pourtant, ce ne sont pas les demandes et démarches engagées aussi bien auprès de l'APC, la wilaya ou l'OPGI qui ont manqué, selon des membres du comité de quartier. « Bien au contraire, diront-ils, nous les avons harcelés et cela durant longtemps, à telle enseigne qu'une opération de rénovation de quelques cages d'escaliers et de ravalement de façades a bien été entamée il y a plus de dix ans maintenant, mais qui n'a malheureusement touché qu'un nombre très limité de bâtiments, notamment à l'avenue Khaznadar, avant de tourner court ». Nos interlocuteurs ajoutent que cela a provoqué la surprise gé-

nérale des habitants car ce n'était pas du tout ce qui était prévu ni par eux ni par le comité de quartier. Ils ont alors aussitôt contacté l'OPGI qui a expliqué que « les entreprises refusent de plus en plus de faire ce genre de travaux et plusieurs appels d'offres lancés, dans ce cadre, sont demeurés infructueux ». Argument qui est loin de les convaincre. Même s'ils l'admettaient en sa période, ils n'en pensent pas moins qu'il ne peut pas être toujours valable à l'heure actuelle. La preuve, les 400 immeubles qui sont en cours de réhabilitation pour « Constantine capitale de la culture arabe ». En tout cas, poursuivront-ils, les dizaines de bâtiments qui avaient besoin d'un pressent rafistolage en raison de leur état de dégradation avancé se retrouvent encore plus détériorés que jamais plus d'une décennie après. Ainsi, ce sont des dizaines de bâtiments situés dans les différentes rues et ruelles du quartier, selon nos vis-à-vis, dont les résidents réclament leur

programmation pour des réfections « urgentes », tellement ils sont dans un état qui laisse à désirer. Et cela surtout au vu des dégradations concernant plusieurs vieux bâtiments de quatre étages et plus des rues de Madoui Boudjemaa, Oulmi Djamil, l'avenue des frères Khaznadar et la place Emir Abdelkader, qui sont dans une situation catastrophique. En effet, les caves y sont inondées dégageant des odeurs nauséabondes. Les cages d'escaliers sont dans un état lamentable, surtout celles faites en bois, et menacent de s'effondrer à tout moment. Les terrasses des immeubles ont besoin d'étanchéité, car les infiltrations d'eau en hiver ne concernent pas uniquement les étages supérieurs, mais peuvent toucher les étages inférieurs et on risque de voir s'effondrer des murs entiers. Il en va de même des vides sanitaires qui gagneraient à être réparés ainsi que les façades dont des pans entiers ont perdu leur peinture qui est complètement lessivée.. etc.

Université Mentouri

**Une formation d'excellence
en fabrication mécanique,
en septembre**

Une formation d'excellence en fabrication mécanique sera dispensée, en septembre prochain, à l'Université «Mentouri» de Constantine, a indiqué, mercredi, le recteur de cet établissement d'Enseignement supérieur, le Dr. Abdelhamid Djekoune. S'exprimant, lors de la cérémonie de clôture de l'année universitaire 2014-2015, organisée à l'auditorium «Mohamed-Seddik Benyahia» en présence des autorités de la wilaya, le Dr. Djekoune a précisé que cette filière sera rattachée au département de Génie mécanique de la faculté des Sciences et de la Technologie, domicilié au campus central de l'Université-mère. Cet acquis sera renforcé par l'ouverture, à la rentrée universitaire 2015-2016, d'un Institut technologique destiné à déve-

opper des formations professionnalisantes, adaptées aux besoins des différentes entreprises, a-t-il indiqué, dans une déclaration à l'APS. Sur un autre plan, le Dr. Djekoune a fait savoir que l'Université 'Mentouri' a prévu 6.800 places pédagogiques pour les nouveaux bacheliers de cette année, avant de préciser que cet établissement compte, actuellement, 29.000 étudiants inscrits en Licence, 6.400 en Master, 197 en Magister et 2.612 doctorants. La cérémonie de clôture de l'année universitaire 2014-2015 a été couronnée par la remise de prix et de cadeaux d'encouragement à 40 lauréats des niveaux Licence et Master des 20 départements, relevant des instituts et facultés de l'Université «Mentouri».

**Deux morts et 12 blessés
dans six accidents
de la route**

A. E. A.

Le bilan des accidents de la circulation de la journée d'avant-hier a été particulièrement lourd. Selon la cellule de communication de la protection civile, pas moins de six accidents de la route ont été enregistrés mardi dernier, causant deux morts et douze blessés. Les deux accidents les plus dangereux et qui ont été mortels, se sont produits avant le f'tour au niveau de Boussouf sur la route de Massinissa et dans la commune de Benbadis. Là un véhicule s'est renversé avant d'aller heurter violemment un mur de séparation sur la route de Massinissa, causant le décès du chauffeur âgé de 42 ans et des blessures graves à la tête à son compa-

gnon âgé de 15 ans. La victime a été évacuée à la morgue du centre hospitalo-universitaire (CHU) Benbadis de Constantine, alors que le blessé a reçu les premiers secours sur place et transporté au même CHU. La seconde tragédie est survenue lorsqu'un véhicule et une moto se sont télescopés sur le chemin de wilaya no 27 au lieu-dit « Zaaroura », dans la zone industrielle de la commune de Benbadis, entraînant un mort. La victime qui n'est autre que le conducteur de la moto, âgé de 29 ans, morte sur le coup, a été évacuée au CHU Benbadis pour être déposée à la morgue. Pour leur part, les gendarmes ont ouvert des enquêtes à l'effet de déterminer les circonstances exactes des deux drames.

**220.000 quintaux
de céréales récoltés**

Rekibi Chikhi

Le dernier bilan de la campagne moisson-battage, qui n'a démarré que le 21 juin dernier, fait déjà état d'une production de 220.000 quintaux de céréales entre blé dur, blé tendre, avoine et orge », a déclaré hier M. Yacine Guederi le directeur des services agricoles de Constantine.

Le blé dur, apprend-on, représente plus de la moitié de la production avec pas moins de 147.000 quintaux sur 17 mille hectares de superficie moissonnée ». Malheureusement le grenier de l'est a été victime de beau-

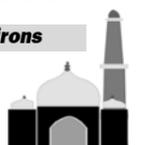
coup d'incendies « la superficie ravagée par les flammes s'élève à 87 hectares », nous apprend également notre interlocuteur qui affirme que ce secteur a bien vécu de bien plus mauvais jours en matière d'incendies de récolte et que la région nord et sud sont les plus à en pâtir. La grêle a fait des siennes aussi avec 540 autres hectares qui ont été détruits.

«Des campagnes de sensibilisation en direction des fellahs sur les dangers de la canicule et les accidents engendrés par les défaillances dans les installations électriques ont été menés », dira notre interlocuteur à la fin.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

15 ramadhan 1436

| | | | | |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|
| El Fedjr 03h31 | Dohr 12h38 | Assar 16h29 | Maghreb 19h59 | Icha 21h38 |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|



Homologation des stades La LFP émet des réserves

Kamel Mohamed

La Ligue de football professionnel (LFP) a émis plusieurs réserves sur l'homologation des stades devant abriter les matches du championnat professionnel de Ligue 1, a-t-on appris auprès de cette structure de gestion des compétitions.

Le championnat de Ligue 1 débutera le 1^{er} août prochain, rappelle-t-on. La Commission d'homologation des stades a, déjà, effectué un premier travail dans ce sens, soit après la fin du championnat de la saison précédente. Elle a constaté qu'il y a des manques et des insuffisances dans plusieurs stades, à travers le territoire national, notamment en matière d'accueil et de sécurité des supporters. La même commission a relevé, aussi, des insuffisances dans les vestiaires,

notamment ceux de l'équipe adverse. Elle a constaté, en outre, que plusieurs stades ne sont pas dotés de cabines de presse, ce qui représente un danger pour les journalistes. Pour rappel, la Télévision algérienne a exigé davantage de sécurité, sachant que plusieurs de ses équipements ont été saccagés lors des matches de championnat. En ce sens, la Commission d'homologation a remis, aux responsables des stades concernés, ses réserves en vue de les lever, éventuellement, après la deuxième opération d'inspection. La LFP a demandé à la Commission d'homologation de faire montre d'intransigeance et de rigueur et de ne rien laisser au hasard. Les accidents mortels survenus au stade du 5-Juillet, avec la mort de deux supporters ayant chuté des gradins supérieurs, il y a deux

années, ainsi que la mort du joueur camerounais de la JS Kabylie, Albert Ebossé, la saison dernière, ont amené la LFP à durcir les conditions d'homologation des stades. La LFP insiste sur la sécurité, en sommant les responsables des stades qui relèvent des wilayas et des APC, de réunir l'ensemble des conditions de sécurité. Pour ce qui est de la programmation des matches, en nocturne, la LFP ne veut pas obliger les clubs à jouer sous les projecteurs dans la mesure où il y a des conditions à réunir mais qui ne relèvent pas, directement des clubs. En plus des problèmes récurrents d'éclairage dans les stades, il y a des problèmes de transport et de sécurité pour les matches qui se déroulent en nocturne. De ce fait, la LFP n'a pas exigé des clubs de programmer les matches en soirées.

Paradou AC

La Ligue 2, une étape intermédiaire

M. Zeggai

Comme à l'accoutumée, le Paradou Athlétique Club n'a pas dérogé à la règle en étant parmi les premières formations à reprendre le chemin des entraînements. En effet, les « Jaune et Bleu » ont entamé le travail à la forêt Bouchaoui sous la houlette de l'entraîneur Chérif El Ouazani. Ce dernier s'est montré satisfait d'autant plus que tout le monde a répondu présent pour la reprise. Donc, les Pacistes abordent la première étape de la préparation d'avant-saison dans de bonnes conditions ce qui permettra au staff technique d'établir une évaluation du travail effectué avant le stage bloqué ponctué de matches amicaux qui permettront au coach d'avoir une idée sur la valeur de l'effectif.

A propos du recrutement, Zetchi Kheireddine, le président du Paradou, en concert avec son staff technique et ses proches collaborateurs, a ren-

forcé son équipe par six éléments. Il s'agit des Benaâtha (ex-JSMB), Meftahi (ex-JSMC), Chahrouh (ex-JSMC), Herida (ex-RCK), Belhadj (ex-IB Lakharia), Mahsas (ex-WAB) en attendant que les contacts engagés avec d'autres recrues aboutissent. Avec les jeunes Académiciens qui ont déjà fait leurs preuves, le PAC a les moyens d'imposer sa présence en Ligue 2. « Cette division est une étape intermédiaire pour notre philosophie de club formateur. A cet effet, les joueurs doivent redoubler d'efforts pour répondre aux critères de la Ligue 1 », dixit Zetchi. Ce dernier a été conforté dans ses convictions et doublement satisfait par la réussite des jeunes du Paradou AC où les U 20 du coach Kamel Aïche ont réalisé le double en remportant la coupe et le championnat de la catégorie ainsi que les U 15 qui ont décroché la coupe d'Algérie face à l'USMA. Aujourd'hui, Zetchi Kheireddine affiche des

objectifs bien clairs. « Nous sommes convaincus de notre politique. Le Paradou, avec son centre de formation et les moyens mis en place pour les jeunes, est le mieux placé pour devenir l'un des principaux pourvoyeurs de jeunes talents. C'est d'ailleurs le but recherché. Quant aux objectifs immédiats, le maintien en Ligue 2 nous suffit largement en attendant mieux », a-t-il indiqué.

En somme, la situation prête à l'optimisme surtout si l'on tient compte de la sérénité et de la rigueur avec laquelle est géré le club. En somme, à ce rythme et avec la rigueur de gestion, le Paradou est en train de retrouver ses lettres de noblesse pour revenir au-devant de la scène. « C'est notre vision mais pas à n'importe quel prix. Nous sommes en train de mettre en place les mécanismes nécessaires et les bases qui nous permettront de mener à bien nos projets », conclura Zetchi.

AS Aïn M'lila - Mis en cause par Tarek Haskoura Belaribi et Guerdoud contre-attaquent

A.Mallem

Tandis que la situation du club demeure toujours bloquée, la passe d'armes engagée entre les postulants à la présidence de l'AS Aïn M'lila se poursuit encore. Mardi, les deux candidats Belaribi Chérif et Guerdoud Sebti, mis en cause dernièrement dans nos colonnes et plus précisément dans l'article intitulé « AS Aïn M'lila : Bras de fer pour la présidence du club » par l'ex-président du directoire Tarek Haskoura, nous ont rendu visite accompagnés de l'ancien entraîneur Azeroual dans le but de donner leur version suite aux « propos mensongers et diffamatoires », selon leur expression, que leur adversaire avait récemment tenus contre eux dans l'édition du dimanche 28 juin en page 17.

Et à ce sujet, Belaribi commença par exhiber la copie d'une plainte en diffamation qu'ils venaient de déposer

contre leur adversaire auprès du procureur de la République de Aïn M'lila. « Nous sommes outrés par ses allégations relatives à notre supposée radiation du mouvement sportif national. Qu'il apporte les preuves de cette radiation ! » Poursuivant leur réquisitoire, ils ont, à leur tour, accusé Haskoura d'avoir déposé son dossier de candidature bien après l'expiration des délais, « et par une autre personne car ce monsieur était absent de la ville ce jour-là », précisera Belaribi, en prenant à témoin la daïra et les services de la jeunesse et des sports. Et d'ajouter « qu'il a exercé des pressions sur les membres de la commission pour faire accepter son dossier, ce qui a contraint ces derniers à démissionner.

De ce fait, le processus des élections du nouveau président du club a été bloqué. Les autorités ont pris alors l'affaire en main. Guerdoud dira

que Haskoura a parlé de quorum mais il a falsifié la liste des membres de l'assemblée générale pour la porter à 73, alors qu'en réalité seuls une cinquantaine répondent aux critères et ouvrent droit au vote ». Belaribi à son tour ajouta « nous n'allons pas polémiquer avec cet arriviste qui cherche par tous les moyens à éliminer ses concurrents pour s'accaparer la direction du club. Je lance un appel en direction des autorités locales et de wilaya pour intervenir au plus vite dans l'intérêt de l'ASAM. Je dirais aussi que les anciens dirigeants et les joueurs sont interpellés pour prendre position et sauver notre club menacé de disparition ». Enfin, Belaribi Chérif se chargea de la conclusion en avouant « nous nous retrouverons bientôt devant la justice face à Haskoura et il devra alors répondre de ses actes ».

Copa America 2015 L'Argentine envoie un message au Chili



Guère emballante jusqu'ici, l'Albiceleste s'est soudainement réveillée en demi-finales de la Copa America pour étriller le Paraguay (6-1) et rejoindre le Chili pour une finale qui pourrait faire des étincelles. Il convient de toujours se méfier d'un volcan endormi. Depuis le début de la Copa America, malgré sa pléiade de stars sur le plan offensif, l'Argentine avait laissé un sentiment de trop peu.

Souvent brillante en première période, l'Albiceleste avait ensuite tendance à baisser de pied et à jouer les épicières pour gérer son avance. Avec succès contre l'Uruguay (1-0) et la Jamaïque (1-0) précédemment dans la compétition. Mais aussi avec perte face au Paraguay, contre qui elle avait laissé filer un avantage de deux longueurs lors de son premier match (2-2). Une Albirroja qui se dressait de nouveau sur la route de Lionel Messi et des sorts la nuit dernière en demi-finales. Et cette fois, l'Argentine n'a pas tergiversé en réalisant un véritable festival (6-1). Au point d'envoyer un message sans équivoque au Chili, son futur adversaire en finale. « On a atteint notre premier objectif qui était d'aller en finale, mais il faut maintenant gagner cette finale ». Un an après s'être incliné en finale de la Coupe du monde contre l'Allemagne (1-0), Messi ne veut en tout cas pas revivre le même scénario.

Et si le capitaine de l'Albiceleste n'a pas marqué lors de cette demi-finale à sens unique, il a néanmoins enchaîné les ouvertures lumineuses, distillé les passes décisives et écœuré les défenseurs paraguayens pendant 90 minutes. Après avoir éliminé le Brésil au tour précédent, les Guarani sont sévèrement retombés sur terre. Ainsi, dès la 15e minute, l'Argentine prenait l'avantage par Marcos Rojo, qui était à la réception d'un coup franc de Messi. Le Barcelonais était également à l'origine du deuxième but avec une passe parfaitement dosée pour Javier Pastore, toujours titulaire et une fois de plus très convaincant dans la compétition. Mais le Paraguay, qui avait perdu rapidement Derlis Gonzalez et son capitaine Roque Santa Cruz sur blessure, s'est rebellé. Lucas Barrios a profité d'un mauvais renvoi de la défense argentine, léthargique, pour réduire le score juste avant le retour aux vestiaires d'une superbe frappe de 20 mètres (2-1, 43e).

Le spectre d'un nouveau retour des Paraguayens demeurerait donc vivace. Mais dès la reprise, les Gauchos se chargeaient d'écrire un scénario différent.

En marquant coup sur coup deux buts (47e et 53e), Angel di Maria assommait définitivement le Paraguay. Dès lors, l'Argentine n'avait plus qu'à dérouler en fin de match et gérer un peu

son effectif avec la sortie de Pastore à un quart d'heure de la fin par exemple. Sur un centre impeccable de Messi, Sergio Agüero portait ainsi le score à 5-1 à la 80e minute. Puis trois minutes plus tard, Gonzalo Higuain, à peine entré en jeu, ajoutait un sixième et dernier but. « On savait que si on marquait rapidement, on allait avoir plus d'espaces, on a continué à jouer de la même façon pendant tout le match », s'est réjoui Messi qui espère offrir à son pays son premier trophée depuis la Copa America en 1993. Du côté du Paraguay, l'heure était à l'admiration en ce qui concerne son sélectionneur, Ramon Diaz : « Nous avons affronté tout simplement la meilleure équipe du monde, elle nous a été très supérieure dans tous les compartiments du jeu. Mais je suis très fier de mes joueurs qui ont réussi durant tout ce tournoi à renverser des situations compliquées. » Petite frustration, en revanche, chez son attaquant, Barrios : « C'est une défaite difficile à accepter, on vaut mieux que ce match, mais on était fatigués avec seulement deux jours de repos (Ndlr : après le quart de finale contre le Brésil) et l'Argentine a très bien joué ». Le Chili est en tout cas prévenu : s'il veut remporter pour la première fois la Copa America, il lui faudra éteindre le volcan argentin, qui s'est brutalement éveillé.

LFP - Les clubs rappelés à l'ordre Dépôt de dossier de comptes sociaux, avant le 15 juillet

Les clubs de football des deux Ligues professionnelles (1 et 2) ont été sommés de transmettre à la Ligue de football professionnel (LFP) « au plus tard, le 15 juillet 2015 », le dossier relatif à leurs comptes sociaux de l'exercice 2014.

Selon une lettre de rappel adressée aux clubs, publiée sur le site et dont l'APS détient une copie, les formations n'ayant pas tenu leurs

assemblées générales, avant le 30 juin 2015, doivent justifier le report par décision délivrée par le tribunal, territorialement compétent. Le dossier relatif aux comptes sociaux de l'exercice 2014, demandé par la LFP, comprend les états financiers réglementaires, le rapport au Commissaire aux comptes de l'exercice 2014, ainsi que le procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire,

ayant statué sur les comptes sociaux de l'exercice 2014. La LFP espère, par cette procédure, s'offrir les documents lui permettant de contrôler la gestion financière des clubs dont la quasi-totalité se distingue par des dépenses supérieures à leurs revenus, comme relevé par la structure footballistique algérienne, lors de son assemblée générale ordinaire, en mars précédent.

Record de 137.000 migrants en Méditerranée depuis début 2015

Un nombre record de 137.000 migrants ont traversé la Méditerranée dans des conditions périlleuses au cours du premier semestre 2015, la plupart du temps pour fuir des conflits, soit une hausse de 83% par rapport au premier semestre 2014, ont indiqué mercredi les Nations unies.



La situation devrait empirer avec l'été, quand les passeurs clandestins redoublent d'activité : le nombre de migrants en Méditerranée était passé en 2014 de 75.000 au premier semestre à 219.000 à la fin de l'année, selon l'agence des Nations unies pour les réfugiés. A la merci des passeurs, la plupart des migrants font cette traversée sur des embarcations de fortune. «L'Europe est confrontée à une crise des réfugiés par voie maritime qui atteint des proportions historiques», alerte le Haut commissariat des Nations unies aux réfugiés (UNHCR), précisant que ces migrants et réfugiés dans leur immense majorité fuyaient les guerres, les conflits et les persécutions. «La plupart des gens qui arrivent par voie maritime en Europe sont des réfugiés, qui cherchent une protection contre la guerre et les persécutions», souligne dans un communiqué le chef de l'UNHCR, Antonio Guterres. Un tiers des hommes, femmes et enfants qui ont rejoint par la mer la Grèce ou l'Italie cette année arrivent de Syrie, pays ravagé par la guerre depuis 2011. Les personnes fuyant la violence persistante en Afghanistan et le régime répressif en Erythrée représentent 12% des arrivées, selon le rapport de l'UNHCR. La Somalie, le Nigeria, l'Irak et le Soudan sont les autres principaux pays d'origine des migrants. Le nombre de ceux qui ont trouvé la mort au cours des six premiers mois de 2015 en tentant de traverser la Médi-

terranée s'est établi à 1.867, dont 1.308 pour le seul mois d'avril 2015. Les drames et les naufrages du mois d'avril ont conduit les dirigeants de l'Union européenne à accélérer les opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée, ramenant le nombre de victimes à 68 en mai, et 12 en juin. Cette baisse des drames lors des traversées montre qu'avec la bonne politique, soutenue par une réponse opérationnelle effective, il est possible de sauver plus de vies en mer», a commenté le chef de l'UNHCR Antonio Guterres. M. Guterres a mis l'accent sur la nécessité de «rester vigilant», soulignant que «pour les milliers de réfugiés et de migrants qui continuent de traverser la Méditerranée chaque semaine, le risque reste très élevé». Les réfugiés et migrants commencent souvent leur périple en cherchant refuge dans des pays voisins débordés, indique le rapport, citant le cas du Liban, dont un quart des habitants sont désormais des réfugiés syriens. Le rapport enregistre également un changement dans les itinéraires des migrants: le trajet de la Turquie vers la Grèce supplantant celui entre l'Afrique du Nord et l'Italie. L'Italie, qui a vu arriver l'année dernière 170.000 migrants et réfugiés sur ses côtes - plus des trois quarts du total des arrivées par voie maritime en Europe - a enregistré 67.500 arrivées au premier

semestre 2015. En revanche, la Grèce a enregistré sur les six premiers mois de 2015 68.000 arrivées, contre 43.500 sur l'ensemble de l'année 2014. Beaucoup de réfugiés et de migrants poursuivent leur route vers l'Allemagne et la Suède, réputés plus accueillants. Les migrants sont alors confrontés à un nouveau voyage long et dangereux, souvent à la merci des passeurs clandestins à travers les Balkans et la Hongrie. Le rapport appelle à plus de solidarité vis-à-vis des migrants (amélioration des conditions d'accueil, création de routes légales de migration) et des pays européens qui reçoivent le plus de migrants.

Le rapport salue la décision européenne de répartir entre plusieurs pays 40.000 demandeurs d'asile syriens et érythréens pour soulager la pression sur l'Italie et la Grèce, ajoutant que d'autres mesures étaient nécessaires. Le chef du gouvernement italien, Matteo Renzi, a piqué un coup de sang jeudi dernier contre ses homologues européens durant un débat consacré aux migrants, pour obtenir leur engagement à prendre en charge ces 40.000 demandeurs d'asile. Les ministres des Affaires étrangères de l'UE ont lancé fin juin une mission navale de lutte contre le trafic de migrants en Méditerranée, qui sera limitée dans un premier temps à une surveillance accrue des réseaux de passeurs.

Du basilic pousse ... au fond de la mer



Des passionnés de plongée ont lancé en Ligurie, dans le nord-est de l'Italie, une expérimentation de culture sous-marine de basilic, dans l'espoir de pouvoir développer le concept et l'exporter vers les côtes arides du globe. «L'idée m'est venue parce que je voulais créer plus d'interaction entre la surface et la plongée», explique à l'AFP Sergio Gambineri, PDG d'Ocean Reef, société spé-

cialisée dans les équipements de communication sous-marine. «J'ai choisi une activité typique de la ferme et je me suis dit: + Pourquoi ne pas le faire sous l'eau+?», ajoute-t-il. Il tente d'abord l'expérience en plantant des graines dans une boîte en plastique sous un simple ballon, juste pour se faire une idée. Et voilà que ça germe et que ça pousse. Il lance alors «la ferme de Nemo», un pro-

jet plus complet qui entame sa quatrième saison à une centaine de mètres du rivage, au large du village de Noli. A 8 mètres de profondeur, trois cloches en plastique fixées au fond de l'eau offrent autant de bulles d'air dans lesquelles sont installés des bacs de terreau classiques. L'évaporation maintient un taux d'humidité de 80 à 90% sous les cloches, la condensation fournit l'eau douce nécessaire aux plantes, qui régénèrent elles-mêmes l'air de leur bulle grâce à la photosynthèse. Une plate-forme fixée sous chaque bulle permet aux plongeurs de s'y tenir debout, sans leur masque, pour travailler. L'expérimentation oblige à plonger chaque jour, même si un système de capteurs et de caméras est actuellement testé pour surveiller les cultures à distance. «Cultiver sous l'eau apporte surtout une stabilité thermique. La mer conserve la température, sans grande différence entre le jour et la nuit», explique Gianni Fontanesi, responsable de la gestion du projet. A cette profondeur, 60% de la lumière de la surface arrive encore aux plantes, «ce qui est largement suffisant», ajoute-t-il.

Australie

L'interdiction de fumer déclenche une émeute dans une prison

Des policiers lourdement armés ont mis fin mercredi à une émeute ayant éclaté dans une prison australienne en raison de l'entrée en vigueur de l'interdiction de fumer. Pendant 15 heures, environ 300 détenus ont pris part à l'émeute au Centre de détention métropolitain de Melbourne, au cours de laquelle des feux ont été allumés et des portes ont été brisées. Certains détenus se sont emparés de bâtons et de barres

de fer entreposés dans le hangar agricole de la prison, selon les autorités. Trois membres de l'administration pénitentiaire ont été légèrement blessés tandis que cinq détenus ont été hospitalisés. Certains d'entre eux ont été mordu par les chiens de la police, qui est intervenue tôt mercredi matin en faisant usage de gaz lacrymogène, d'après les médias australiens. «Je suis profondément soulagé que personne n'ait été griè-

vement blessé», a déclaré le ministre de l'Intérieur de l'Etat de Victoria Wade Noonan. Aucun détenu n'a franchi l'enceinte de la prison au cours de l'émeute, a-t-il ajouté. Une enquête va être ouverte et les émeutiers seront poursuivis, a-t-il dit. «Ce comportement criminel ne sera pas toléré». L'émeute a été provoquée par l'entrée en vigueur mercredi de l'interdiction de fumer dans les établissements pénitentiaires de l'Etat de Victoria.

Plus de 15 tonnes de résine de cannabis interceptées en Espagne

Une cargaison de 15,7 tonnes de résine de cannabis a été saisie sur un bateau de marchandises transportant du sel près du port de Malaga, dans le sud de l'Espagne, a annoncé mercredi le ministère de l'Intérieur. Les neuf membres d'équipage, six Syriens et trois Indiens, ont été arrêtés, dans le cadre d'une opération menée en coopération avec les autorités italiennes et françaises et coordonnée par l'agence européenne de police Europol. Trois patrouilleurs espagnols et un hélicoptère ont intercepté le navire à 50 miles nautiques au sud de Malaga puis l'ont escorté jusqu'au port de cette

ville méditerranéenne, a précisé le ministère dans un communiqué.

«Après le déchargement d'une grande partie du sel qu'il transportait, un double-fond a été découvert dans la proue du bateau où les trafiquants avaient caché la drogue dans quelque 500 ballots», a-t-il expliqué. L'Espagne est l'un des principaux points d'entrée de la drogue en Europe, aussi bien de la cocaïne en provenance d'Amérique latine que du haschich venant du Maroc. La plus importante saisie de haschich en Espagne date de 2013, avec 52 tonnes découvertes dans une zone industrielle à Cordoue (sud).

L'Europe frappée par une canicule précoce



L'Europe de l'Ouest est frappée par une canicule précoce, la première de l'été, qui devrait durer plusieurs jours avec des risques pour la santé des personnes les plus fragiles et des épisodes de pollution atmosphérique. Du Portugal au Royaume-Uni en passant par l'Espagne, la France, la Belgique, les Pays-Bas, ainsi que le nord de l'Italie, le thermomètre ne devrait pas descendre sous les 30°C, avec souvent des pics autour de 40°C. Instruits par la canicule meurtrière de 2003, les pouvoirs publics ont multiplié les conseils sanitaires à la population: personnes âgées, jeunes enfants et personnes vulnérables sont invités à éviter de sortir ou à se rendre dans des locaux climatisés. Avec un maximum de 41° attendu à Tolède (centre), l'Espagne continuait d'étouffer et une grande partie du pays était en état d'alerte face aux risques d'incendies.

En France, où 40 départements ont été placés en alerte orange, le

thermomètre devait grimper mercredi jusqu'à 40° dans une bonne partie du pays, du sud-ouest au centre-est et à l'île de France. Un épisode de pollution à l'ozone est attendu en région parisienne, où il a été recommandé aux automobilistes de différer leurs déplacements ou de réduire leur vitesse. En Belgique, les températures pourraient culminer à 36° samedi. En Wallonie, les fonctionnaires effectuant des tâches pénibles, comme l'entretien des routes, ont vu leurs horaires de travail réduits d'une heure jusqu'à la fin de la vague de chaleur. Au Royaume-Uni où il faisait 35°C mardi, British Rail a prévu de ralentir la vitesse de certains trains en raison de la déformation des rails due à la chaleur. Les services de santé ont dispensé leurs conseils de prudence: boire beaucoup d'eau, porter des vêtements clairs et un chapeau, ne pas laisser enfants et animaux seuls dans une voiture...

Les Chinois prennent de la hauteur... et du poids



Les Chinois mangent plus, grandissent un peu mais grossissent beaucoup, selon une étude officielle portant sur 10 ans et montrant une progression alarmante de l'obésité, publiée mercredi dans la presse chinoise. En 10 ans, de 2002 à 2012, la taille moyenne d'un Chinois est ainsi passée à 1,67 mètre, soit près d'un demi-centimètre de plus qu'en 2002, selon l'étude réalisée par la Commission nationale pour la santé et le planning familial (CNSPF), équivalent d'un ministère. Les Chinois ont elles grandi un peu plus, passant de 1,551 mètre à 1,558 mètre. Les Chinois sont ainsi un peu plus petits que les Japonais et les Sud-Coréens, selon un expert chinois cité dans la presse. La population la plus grande du monde est celle des Pays-Bas, avec

1,84 mètre pour les hommes et 1,71 mètre pour les femmes en moyenne. Mais les Chinois ont pris 3,5 kilos de plus en une décennie et les Chinoises 2,9 kilos, soit un poids moyen de 66,2 kg pour les hommes et de 57,3 kg pour les femmes, selon l'étude. Des chiffres modérés qui pourraient masquer l'aggravation de la progression de l'obésité chez les adultes de plus de 18 ans, qui concernait en 2012 9,6% de la population. La proportion d'adultes en «surpoids» a elle augmenté de 7,1% à 11,9% en une décennie. Les statistiques concernant les jeunes âgés de 6 à 17 ans sont encore plus alarmantes: le nombre d'enfants obèses a triplé à 6% de cette population, tandis qu'il a augmenté d'un tiers pour atteindre 30,1% pour ceux en surpoids.

Promoteur IMMO-Concept

VOTRE FUTURE LOGEMENT A : BELAIR

- Résidence fermée et sécurisée.
- Belles terrasses, vue sur mer.
- Deux niveaux de parking en sous-sol.

LOGEMENT A PARTIR DE :
160 000 DA/M²



CONTACTEZ NOUS AU :

0667 107 429

EN VENTE :

- Logements de 03 à 06 pièces.
- Espaces de bureaux de 95 à 185 m²
- Locaux commerciaux sur deux niveaux.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

الديوان العمومي للمحضر القضائي
مكتب الأستاذ ماضي رضا
محضر قضائي لدى محكمة الغزوات
حي 320 مسكن عمارة أرقم 13 الغزوات
الهاتف/الفاكس: 043.46.75.76

إعلان عن بيع عقار محجوز بالمزاد العلني
(المادة 750 من قانون الإجراءات المدنية والإدارية)

بتاريخ: 2015/07/13
(الثالث عشر من شهر جويلية سنة ألفين وخمسة عشرة)

بناء على طلب:

السيد: مدير بنك التنمية المحلية وكالة العربي بن مهدي وهران رمز (417) ممثلة بمديرها.
الكائن مقرها: 99 شارع العربي بن مهدي وهران.

*بناء على الأمر بالحجز التنفيذي على عقار الصادر عن السيد رئيس محكمة باب العسة بتاريخ 2014/07/06
- رقم الترتيب: 14/00074 - فهرس رقم 14/182 - رقم 04/ت/14.
بناء على الأمر المتضمن تحديد جلستي الاعتراضات والبيع بالمزاد العلني الصادر عن السيد رئيس محكمة باب
العسة بتاريخ 2015/05/24 فهرس رقم 15/162 تحت رقم الترتيب 15/00061.
*نعلم نحن المحضر القضائي الأستاذ ماضي رضا المذكور أعلاه بأنه قد تم إيداع قائمة شروط البيع بأمانة ضبط
محكمة باب العسة تحت رقم 02/د/ش/2015 بخصوص العقار المملوك للسيدة أوسليم بشرة والمتمثل في دار
معدة للسكن الصيفي في طور الإنجاز كاتنة بإقليم بلدية مرسى بن مهدي بالمكان المسمى مشروع الإخوة والوفاق
من نوع ILOT K متكونة من طابق أرضي يحتوي على مرآب، دورة المياه، قاعة استقبال، غرفتين ومطبخ وطابق
أول يشتمل على غرفة استقبال، رواق، غرفتين ودورة المياه، جميع الأرض المشيد عليها الدار والأرض التابعة
لها مساحة 117.93 م² الحامل لرقم 84 من مخطط تجزئة الإخوة والوفاق المحددة: شمالا: بالقطعة رقم 78،
جنوبا: بالقطعة رقم 99، شرقا: بطريق، غربا: بالقطعة رقم 85. محل عقد الرهن المقيد والمشهد لدى المحافظة
المقارية مقاطعة الغزوات في 06/02/2006 حجم 09 رقم 17.
*وقد تم تحديد جلسة البيع بالمزاد العلني بتاريخ 2015/07/13 على الساعة الثانية (14:00 سا) مساء
بمحكمة باب العسة.

بسعر افتتاحي قدره **14.550.000.00** دج (أربعة عشرة مليون وخمسمائة وخمسين ألف دينار جزائري).
شروط البيع: إضافة إلى الشروط الواردة في دفتر الشروط المذكورة بقائمة شروط البيع يلتزم الراسي عليه
المزاد بدفع 5/1 الثمن والمصاريف والرسوم المستحقة حال انعقاد الجلسة وأن يدفع باقي المبلغ خلال ثمانية أيام
بأمانة ضبط المحكمة.
ولمعلومات أكثر ينبغي التقرب من السيد رئيس أمانة ضبط محكمة باب العسة حيث وضع دفتر شروط البيع
للإطلاع عليه أو بمقر مكتب المحضر القضائي الأستاذ ماضي رضا الكائن مقره بحي 320 مسكن عمارة أرقم
13 الغزوات - ولاية تلمسان.

المحضر القضائي

Planifiez vos vacances dès maintenant

PACKAGE ISTANBUL / ANTALYA
DU 24 JUILLET AU 01 AOUT

Ce tarif comprend :

- Billet via Air Algérie Alg-Ist-Orn
- Billet Istanbul - Antalya via Turkish Airlines
- Visa
- Transfert Aéroport / Hôtel / Aéroport
- Hôtel Istanbul 4 étoiles Taksim Life Plus avec petit déjeuner
- Hôtel Antalya 4 étoiles Atlas Beach en pension complète
- 1 Visite à Istanbul avec déjeuner
- Traversée du Bosphore en Yacht avec dîner

Prix : 169000 DA en chambre double

Pour plus d'information contactez-nous au :

32, Rue Aroumia Draoua - ORAN
Tél/Fax : 041 25 58 01 - Email : keltoumvoyages@hotmail.com



PENSÉE

Pour ma chère mère
Toute la vie n'est qu'un voyage vers la mort et
les morts ne sont vraiment morts que lorsque
les vivants les ont oubliés.

A la mémoire de notre chère mère

SIDI EL MERABET Kheïra.

Le 03-07-2010 : 5 ans passés déjà. Depuis ton
départ tout est vide. Tu seras toujours vivante
dans notre cœur.

Que Dieu, Le Tout-Puissant, t'accorde Sa Miséricorde et t'accueille
dans Son Vaste Paradis.

La famille MILOUDI.

Ta fille Aïcha.

Pour toi Maman seule.



Vos vacances d'été 2015

1. Turquie : Antalya & Istanbul
2. Maroc : Agadir
3. Espagne : Alicante, Benidorm

Remise Spéciale avant 30 juin

Contactez-nous aux :

Tél : 0554 50 96 16/17

Tél : 021 36 86 99 / 021 37 97 66

E-mail : Tourisme@dune-voyage.com

www.dune-voyage.com

Notre devise, le sérieux. Notre force, qualité et expérience.

PENSÉE

Triste et douloureuse fut la journée du 03 Juillet 2000 où nous a
quittés subitement et à jamais notre cher regretté père et grand-
père pour un monde meilleur

« **EI HADJ KADDA HABIBI** »

laissant derrière lui un grand vide difficile à combler.
Comme cela est dur de l'admettre « **PERE KADDA** ».
Un mot perdu dans la réalité dont nous sommes privés,
prononcé à jamais.

Voilà déjà 15 ans qu'il nous a quittés, une image éteinte que
nous ne voyons que dans nos rêves et dans nos pensées
silencieuses.

Jamais un jour ne passe sans que nous t'évoquions dans nos
cœurs, car le malheur de t'avoir perdu ne nous a pas fait oublier le bonheur que tu as apporté
et les conseils que tu nous as donnés. Malgré tout on a toujours besoin de tes conseils.
Si seulement nous avons l'occasion de ressentir ton parfum qui nous manque tellement, le
parfum paternel que nous avons perdu, mais Le Bon Dieu en a décidé autrement.

Nous ferons de notre mieux pour honorer ta mémoire et suivre tes conseils.
En ce douloureux souvenir, toute la famille « **HABIBI** », nous demandons à tous les amis et
à ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée pour toi frère et père.
Que Dieu Tout-Puissant t'accorde Sa Sainte Miséricorde et t'accueille dans Son Vaste
Paradis. Repose en paix cher père.

« A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons ».

« Ton fils AEK et ses enfants »

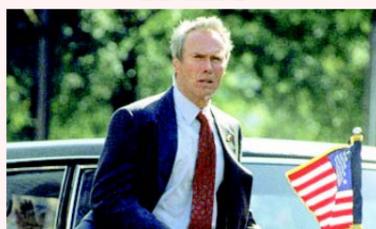




13.00 Journal télévisé
13.30 Bint el chahbander
15.00 Even Stevens
15.20 Sit-com El ghira
15.45 Moutaât el maïda
16.20 Oualid mama
17.00 Journal télévisé amazight
17.30 Voyage dans l'imaginaire
17.50 Biyen chetartek
18.15 Taqdar tarbah
18.45 Massabih Cirta
19.00 Journal télévisé
19.30 H'ana fi H'ana
19.50 Ki nissa ki ridjal
20.10 Tilawat el coran
20.30 Koulche aâdi
20.50 Cercala
21.05 Wassa balek
21.20 Houb fi qafasse el itiham
22.15 Fatima Fatma et Fatouma
22.30 Lamat ramdhan
23.30 100 fi saâ
01.00 Rihata zaman



19.50 Dans la ligne de mire



Avec Clint Eastwood, Rene Russo, John Malkovich, Dylan McDermott
Agent des services secrets, Frank Horrigan est hanté par le souvenir du 22 novembre 1963, date de l'assassinat de Kennedy. Ce jour-là, Horrigan faisait partie du service de protection du président et n'avait pas réussi à éviter le pire. Trente ans après, un appel anonyme lui remémore son douloureux échec.



JEUDI



19.55 MasterChef



Saison 5 - Episode 2
Présenté par Sandrine Quétier
Les douze candidats retenus la semaine dernière font leur entrée dans l'atelier, sous le regard de Yannick Delpech, Christian Etchebest et de Gilles Goujon. Ils commencent par s'affronter autour de deux produits courants : le poulet et les œufs. Les moins convainquants se retrouvent en test sous pression. Puis, sur la presqu'île de Quiberon (Morbihan), les autres préparent un menu typiquement breton.



19.55 Bones



Saison 10 - Episode 7
- Traders
Avec Emily Deschanel, John Boyd, David Boreanaz, Gil Bellows
Des restes humains sont découverts dans une aire de jeux pour enfants. Il s'agirait de ceux d'un homme marié, âgé d'une vingtaine d'années, et déclaré disparu par son épouse deux jours plus tôt. Le défunt travaillait en tant que trader pour un fonds d'investissement et avait fait quelques placements malheureux ces dernières semaines.



19.45 Le territoire des morts



Avec Asia Argento, Dennis Hopper, John Leguizamo, Simon Baker
Dans un avenir proche, des survivants se sont barricadés dans une ville bunker. Des milliers de zombies, qui désormais pensent et communiquent, s'organisent pour la prendre d'assaut. Le riche Kaufman, autoproclamé chef des vivants, engage un commando de mercenaires dirigé par Riley pour contrer les attaques de ces morts vivants devenus presque humains.



19.55 Scandal



Saison 4 - Episode 4
- Tel père, telle fille
Avec Kerry Washington, Scott Foley, Katie Lowes, Guillermo Diaz
Fitz s'en remet au talent d'Olivia pour gérer discrètement une situation qui pourrait nuire gravement à la réputation de la famille présidentielle. Leurs rapports sont strictement professionnels. De son côté, Jake manœuvre pour sauver ses arrières et ceux de l'agent Tom Larsen qui sont tous deux menacés par Rowan.

22.05 Lilyhammer



Saison 3 - Episode 4
- Le saut
Avec Steinar Sagen, Fridtjov Såheim, Steven Van Zandt
Lillehammer s'apprête à célébrer le vingtième anniversaire des jeux olympiques. Torgeir rêve de participer aux festivités qui serait pour lui l'occasion de réaliser son grand rêve : faire un saut à ski pendant la cérémonie. Jan apprend avec soulagement qu'il est innocenté et va pouvoir quitter la prison. Mais une mauvaise surprise l'attend à la sortie.



13.20 Prière du vendredi (direct)
14.30 Bouyout el rahmane
15.00 Dessin animé
15.30 Culinart
16.00 Dessin animé
16.40 Point culturel
17.20 Taqdar tarbah
18.00 Journal télévisé en français
18.25 En attendant el maghreb
19.00 Journal télévisé en arabe
19.30 Le ramadhan et le rire 4
19.40 Causerie religieuse
19.50 Coran sous titré en français
20.30 Boudhou 3
21.10 Madame Joséphine
21.25 Ass rohek
21.30 Dalti
21.50 Studio 27
22.15 Chitaa bared
23.00 Sfar fi el khayal - Série
23.15 Les nuits sacrées du ramadhan
01.00 Alg-rire



19.50 Thalassa



- La France entre ciel et mer : Entre Manche et Bretagne
Présenté par Georges Pernoud
Voici une invitation à découvrir le littoral français depuis le ciel et à fleur d'eau, de la baie de Somme aux côtes de Bretagne, en passant par les rivages normands. Des reportages permettent de suivre le rythme des marées du Cotentin, la folle journée d'une course de chevaux sur une plage, le char-gement des petits navires qui traquent le bar au large de la Bretagne, entre vagues et rochers, un véritable rodéo en mer d'Iroise.



VENDREDI



19.55 Koh-Lanta



Saison 13 - Episode 11
Présenté par Denis Brogniart
En Malaisie, le dernier conseil a laissé des traces au sein de la tribu blanche. Les esprits s'échauffent et quelques aventuriers craignent pour leur avenir sur l'île. Mais personne n'est décidé à se laisser faire. « Jeu de confort : les tables à bascule ». Les candidats disposent d'une table à bascule et d'une corde servant à la stabiliser. Le but de l'épreuve est d'arriver à y positionner sept blocs sur des emplacements dédiés.



19.55 NCIS : enquêtes spéciales



Saison 9 - Episode 16
- Guerre psy
Avec Jamie Lee Curtis, Pauley Perrette, Mark Harmon, Michael Weatherly
Gibbs et son équipe enquêtent sur la mort d'un réserviste de la marine, retrouvé pendu à son domicile. La piste du suicide est rapidement écartée lorsque le légiste découvre qu'on lui a tiré dessus. Son médecin, le docteur Cranston, révèle à l'équipe que le défunt était en instance de divorce mais qu'il n'était en aucun cas dépressif.



19.40 Stuart Little 2



Avec Geena Davis, Hugh Laurie, Jonathan Lipnicki, Anna Hoelck
Stuart, un souriceau, se sent bien seul depuis que son frère aîné, George, un vrai petit garçon, lui, préfère jouer avec ses copains. Un jour, alors que Stuart revient seul de l'école dans sa mini-voiture décapotable, Margalo, une femelle canari, tombe du ciel. Stuart, en preux chevalier, réussit à la sauver des griffes d'un faucon.



19.55 Transformers : l'âge de l'extinction



Avec Mark Wahlberg, Nicola Peltz, Jack Reynor, Stanley Tucci
Trois ans après les événements de Chicago, Cade Yeager, inventeur sans le sou vit au Texas avec sa fille Tessa. Dans un cinéma désaffecté, il récupère un vieux camion Mack, qui s'avère être Optimus Prime. Alors que les Transformers sont hors-la-loi Terre, Harold Attinger et les mercenaires de James Savoy les traquent pour le compte du gouvernement.

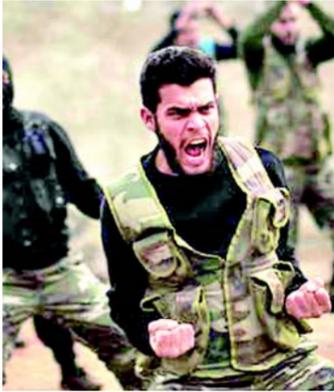


19.45 Lock Out



Avec Guy Pearce, Maggie Grace, Vincent Regan, Joseph Gilgun
Dans le futur, Snow, ex-agent de la CIA, est soupçonné d'avoir tué un militaire. Il doit être incarcéré au pénitencier MS-one, une station orbitale où les prisonniers sont plongés dans un sommeil artificiel. La fille du président américain est en visite sur MS-one lorsqu'un incident provoque le réveil et la mutinerie de tous les prisonniers, 500 criminels particulièrement dangereux.

Des « rebelles » exécutent 18 djihadistes en Syrie



Un groupe rebelle opérant autour de Damas a exécuté 18 membres présumés du groupe Etat islamique (Daech), selon une mise en scène reprenant celles réalisées par les djihadistes de l'EI.

La vidéo d'une vingtaine de minutes, postée mercredi, montre des combattants de Jaich al-Islam vêtus de combinaisons oranges, la tenue avec laquelle l'EI habille ses prisonniers avant de les exécuter. Les prisonniers vêtus de noir ont les mains menottées et les chevilles attachées à des bracelets métalliques reliés à un boulet en fonte.

Le registre imite par beaucoup d'aspects les productions de l'EI, usant des mêmes effets sonores et visuels. L'Armée de l'islam déclare dans la vidéo que ces exécutions viennent en représailles à la décapitation d'au moins trois de ses membres par l'EI, lors d'une bataille en février dans la province de Damas. Elle y accuse en outre l'EI d'être « un allié du régime de Bachar al-Assad », de trahir la communauté sunnite et de s'allier aux chiïtes et « Nousseïri », terme péjoratif pour désigner les alaouites.

Djezzy récompense les majors de promo de la formation professionnelle

Djezzy a participé au cours de cette semaine à la cérémonie de remise des diplômes organisée par la direction de la formation professionnelle de la wilaya d'Alger à l'honneur des apprentis majors de leur promotion. Ce sponsoring s'inscrit dans le cadre de la mise en application du programme d'aide matérielle et de soutien pédagogique au secteur de la formation professionnelle.

Djezzy, partenaire du savoir, met la formation professionnelle au centre de son intérêt avec la réalisation de plusieurs projets à ce jour: 223 apprentis stagiaires encadrés au sein de l'entreprise depuis 2009; 100 apprentis stagiaires actifs dans différentes spécialités; 06 journées portes ouvertes organisées sur l'apprentissage coïncidant avec les inscriptions à la formation professionnelle. A l'issue des cursus d'apprentissage, plusieurs apprentis stagiaires ont été recrutés au sein de la compagnie avec un statut permanent dans différents secteurs d'activités: nouvelles technologies, commercial & ressources humaines.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

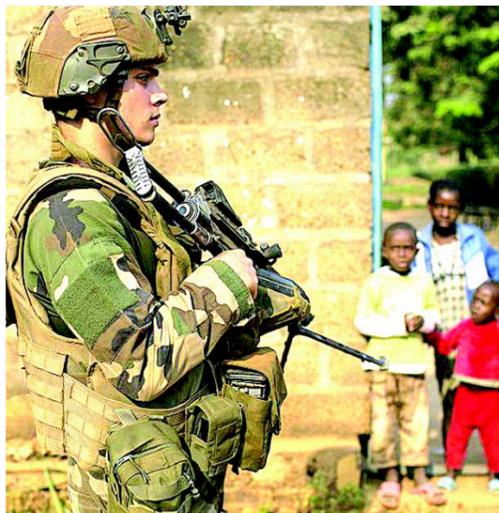
Un migrant tué au Maroc en marge d'une opération d'évacuation

Un homme originaire d'Afrique subsaharienne est décédé mercredi après avoir été agressé « à l'aide d'un objet tranchant », en marge d'une opération d'évacuation de squats de migrants à Tanger, ont indiqué les autorités, annonçant l'ouverture d'une enquête. La victime, dont la nationalité et l'identité ne sont pas précisées, a succombé à ses blessures après son transfert à l'hôpital», indiquent des sources locales, citées par l'agence MAP. Les autorités soulignent avoir été alertées par un autre ressortissant d'un pays d'Afrique subsaharienne alors qu'elles procédaient à « l'opération d'évacuation de migrants occupant illégalement des appartements du quartier Al Irfane ». Les faits sont intervenus « dans la cour d'un immeuble situé loin des lieux de l'intervention », précisent-elles.



Lundi soir, le ministère de l'Intérieur avait donné 24 heures aux migrants pour quitter ces logements. Dans le cas contraire, « les autorités seront dans l'obligation d'intervenir pour évacuer les occupants afin de remettre lesdits appartements à leurs propriétaires conformément à la législation en vigueur », avait-il averti.

Deux soldats français accusés de pédophilie au Burkina Faso



Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a immédiatement suspendu mardi deux soldats soupçonnés d'abus sexuels sur enfants au Burkina Faso, une célérité qui tranche avec la prudence observée lors d'un précédent scandale de même nature en Centrafrique. « Deux soldats français en mission au Burkina Faso ont été soupçonnés, hier (lundi), de s'être livrés à des actes à connotation sexuelle sur deux enfants », a annoncé à l'AFP le ministre français de la Défense. « Informé de ces soupçons, le ministre de la Défense a immédiatement signalé les faits allégués aux autorités judiciaires françaises compétentes (...). Il a également suspendu les deux soldats », a ajouté le ministre dans une déclaration écrite. Une des victimes supposées des deux soldats est une fillette de 5 ans, dont les parents étaient amis des agresseurs présumés, a déclaré à l'AFP un haut responsable de la gendarmerie burkinabè. « Il y a un soldat qui a filmé la scène avec une caméra quand le second effectuait les attouchements », a déclaré cette source proche de l'enquête.

Un prince saoudien fait don de 32 milliards de dollars à des projets humanitaires

Le prince saoudien Al-Walid Ben Talal s'est engagé mercredi à allouer toute sa fortune, soit 32 milliards de dollars, à des projets sociaux et humanitaires, au cours des prochaines années et après sa mort. « Cet engagement philanthropique de 32 milliards de dollars va aider à jeter des ponts pour la compréhension culturelle, le développement des communautés, l'accroissement de l'autonomie des femmes, la promotion des jeunes, la fourniture de secours en cas de catastrophes naturelles et la créa-

tion d'un monde plus tolérant », a affirmé le prince dans un communiqué. « Ce don sera alloué selon un plan bien conçu tout au long des prochaines années », mais sans limite dans le temps, a-t-il ajouté.

Il a indiqué que le don serait « supervisé et géré par un conseil d'administration », soulignant que son engagement se poursuivrait après sa mort en faveur « de projets et d'initiatives humanitaires ». Neveu du roi Salmane, le prince Al-Walid n'occupe aucune fonction gouvernementale.



La Russie coupe ses livraisons de gaz à l'Ukraine



La Russie a confirmé mercredi avoir coupé ses livraisons de gaz à l'Ukraine au lendemain de l'échec de leurs négociations, nouvelle étape dans la guerre énergétique que se livrent les deux pays au risque d'inquiéter l'Union européenne. Cette décision acte l'échec de la réunion tripartite entre Russes, Ukrainiens et Européens qui s'est close mardi soir à Vienne sans accord entre Moscou et Kiev sur les prix du gaz russe. La compagnie publique ukrainienne Naftogaz a annoncé dès l'abandon des négociations mardi qu'elle suspendait immédiatement tous ses achats de gaz à la Russie, son dernier accord avec le géant russe Gazprom expirant le jour même. « A partir de 10 heures du matin le 1er juillet, les livraisons de gaz à l'Ukraine ont cessé », a confirmé mercredi Gazprom dans un communiqué, rappelant qu'elle ne fournirait Kiev que sur la base d'un paiement de ses livraisons à l'avance. Ce désaccord ne devrait toutefois pas sérieusement affecter l'approvisionnement des pays européens, dont près de 15% de la consommation de gaz passe par le territoire ukrainien, Naftogaz ayant promis de continuer à assurer le transit vers l'UE.

Six morts dans des combats au Burundi

Cinq membres d'un « groupe armé » et un policier sont morts dans des combats les opposant mercredi à Bujumbura, affirme la police, alors que le Burundi, secoué depuis deux mois par une grave crise politique, attend les résultats d'élections boycottées par l'opposition. Selon un haut gradé de la police, l'incident a commencé mercredi matin par l'explosion d'une grenade, lancée contre des policiers qui patrouillaient dans le quartier de Cibitoke, un des foyers de la contestation contre la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat à la présidentielle prévue le 15 juillet, dans la foulée des législatives et communales de lundi. Toujours selon la police, deux policiers ont été blessés dans l'explosion, immédiatement suivie d'un « ratisage » du quartier par les forces de sécurité qui se sont alors heurtées à un groupe « lourdement armé ». Ce groupe a été « neutralisé » en début d'après-midi, a encore indiqué la police, qui dit avoir arrêté 24 de ses membres et saisi un fusil d'assaut, un lance-roquettes RPG et des grenades.

Ooredoo, partenaire du Village des Loisirs

Ooredoo célèbre les vacances d'été 2015 avec les Algériens en accompagnant le Ministère de la Jeunesse et des Sports en tant que partenaire dans l'organisation de la 2ème édition du Village des Loisirs au Palais des Expositions de la SAFEX d'El Mohammadia - Alger.

Initié par le Ministère de la Jeunesse et des Sports, ce village est un grand espace de loisirs et de détente ouvert au public du 28 juin jusqu'au 3 septembre. Le village offre gratuitement une multitude de loisirs, distractions et attractions (manèges gonflables, cinéma 9D, patinoire, karting, quad, piscines, espace culturel, espace dessin, espace de jeux, espace sportif) destinées aux enfants, aux jeunes et aux familles. Ooredoo est partenaire du Ministère de la Jeunesse et des Sports depuis mai 2015, pour une durée de cinq ans.

EDITORIAL

Par Moncef Wafi

DAECH, UN TUEUR PAR PROCURATION

l'organisation terroriste a menacé ce mardi le Hamas de la supplier dans son propre terrain: la bande de Gaza.

Daech se cache comme toujours derrière un rigorisme religieux d'un autre âge. Il accuse le mouvement palestinien de manquer de rigueur dans l'application des règles de l'islam promettant de leur faire subir le même sort qu'en Syrie et au camp de Yarmouk, un camp de réfugiés palestiniens où de violents combats ont eu lieu ces derniers mois. Le Fatah est également pris pour cible ainsi que le Hezbollah et accessoirement l'Etat sioniste. De là à penser que Daech fait le sale boulot des Israéliens et

des Américains, il n'y a vu un pas que tout le monde a franchi au vu des cibles choisies et frappées par l'EI.

Un Etat fantoche créé dans les laboratoires, alimenté par perfusion et laissé sagement exploser la gueule des Arabes sans que toute une coalition de plusieurs pays européens et arabes, super-armée, ne puisse venir à bout de sa sauvagerie. Le monde, surtout arabo-musulman, assiste impuissant au ravage de pays qui ont fait l'histoire et cette destruction permise de leurs patrimoines culturels et civilisationnels contribue également à effacer jusqu'à la dernière trace de ces nations.

Le but est de confiner ce monde vieillissant à de petits bantoustans sans histoire ni avenir. L'idée est aussi de créer un Etat allié kurde fort de son pétrole à cheval entre l'Irak, l'Irak et la Syrie. L'histoire est en route avec un Al Baghdadi au volant et un permis à tuer ses frères de race et de religion.

Plus le temps passe, plus les actions de Daech ensanglantent le monde arabo-musulman, plus la vision d'un Etat islamique éprouvée s'impose avec force. A travers le démembrement de l'Irak, les tueries en Syrie, l'implantation en Libye et en Tunisie, la philosophie meurtrière de Daech confirme si besoin est que les hommes de Al Baghdadi sont en mission commandée. L'objectif étant de donner le coup de grâce à un monde arabe chancelant et à une religion stigmatisée.

Il ne faut pas être grand clerc pour deviner que l'existence même des hommes en noir obéit à un agenda de destruction méthodique et généralisée. De l'aveu même de Hilary Clinton, Daech reste une créature des services américains sous-traitant pour leurs homologues israéliens même si certains ont voulu s'en attribuer la paternité et la dernière sortie de l'EI confirme l'évidence. Ainsi,